Supplément au Prospectus daté du 5 février 2013 relatif à l'offre publique d'acquisition volontaire et conditionnelle en numéraire

éventuellement suivie par une offre de reprise

par

Canon Europa N.V.

portant sur toutes les Actions non détenues par l'Offrant (y compris les Actions propres), tous les Droits de Souscription et toutes les Options sur Actions

émis par

Image Recognition Integrated Systems Group SA

Conseiller financier de l'Offrant

ING

ROKUS VAN IPEREN

PRÉSIDENT ET PDG DE CANON EUROPE, MIDDLE EAST AND AFRICA

Supplément au Prospectus daté du 5 février 2013 relatif à l'offre publique d'acquisition volontaire et conditionnelle en numéraire

éventuellement suivie par une offre de reprise

par

Canon Europa N.V., une société anonyme (*naamloze vennootschap*) constituée selon le droit néerlandais, ayant son siège social à 59, Bovenkerkerweg, 1185 XB Amstelveen, Pays-Bas, enregistrée auprès du Registre de Commerce (*Kamer van Koophandel*) d'Amsterdam sous le numéro 33166721

portant sur toutes les Actions non détenues par l'Offrant (y compris les Actions propres), tous les Droits de Souscription et toutes les Options sur Actions émis par

Image Recognition Integrated Systems Group (en abrégé I.R.I.S.), une société anonyme organisée selon le droit belge, ayant son siège social à 10, rue du Bosquet, Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve, 1435 Mont-Saint-Guibert, Belgique, enregistrée auprès du Registre des Personnes Morales à Nivelles sous le numéro 0448.040.624

Le présent document est un supplément (le présent ou ce ***Supplément***) au prospectus daté du 5 février 2013 relatif à l'offre publique d'acquisition volontaire et conditionnelle en numéraire éventuellement suivie par une offre de reprise par Canon Europa N.V. portant sur toutes les Actions non détenues par l'Offrant (y compris les Actions propres), tous les Droits de Souscription et toutes les Options sur Actions émis par Image Recognition Integrated Systems Group SA, tel qu'approuvé par la FSMA (le ***Prospectus***).

Les versions anglaises du Prospectus et du présent Supplément sont une traduction des versions françaises qui ont été approuvées par la FSMA, le 5 février 2013 et le 30 avril 2013, respectivement. En cas de différences entre les versions françaises et anglaises, les versions françaises prévaudront.

Dans ce Supplément, les termes commençant par une lettre majuscule ont la signification qui leur est attribuée dans le Prospectus.

Ce Supplément doit être lu conjointement avec le Prospectus. Pour toute information non contenue dans le présent Supplément, il est fait référence au Prospectus. De plus amples informations sur la mise à disposition du Prospectus peuvent être trouvées dans le chapitre 3.5 ci-dessous ("Mise à disposition du Prospectus, des Bulletins d'Acceptation et du Supplément").

1. RÉOUVERTURE VOLONTAIRE DANS LE CADRE DE L'OFFRE, OFFRE DE REPRISE ET RADIATION

1.1 Réouverture volontaire de l'Offre

A la clôture de la Période d'Acceptation Initiale de l'Offre le 20 mars 2013, 1.383.447 Actions ont été apportées à l'Offre. En conséquence, l'Offrant détenait, à ce moment, 1.698.237 Actions, soit 91,05 % des Titres avec droit de vote de la Société visée. Bien que 15.000 Droits de Souscription et 13.000 Options sur Actions aient également été apportés au cours de la Période d'Acceptation Initiale, ils ne pouvaient être transférés à l'Offrant étant donné que ces Titres ne sont pas transférables en vertu des plans de Droits de Souscription et Options sur Actions en question.

Suite à l'acquisition par l'Offrant d'au moins 90 % des Actions, et conformément à l'article 35, 1° de l'Arrêté Royal OPA, l'Offre a été automatiquement rouverte le 27 mars 2013. A la clôture de la réouverture obligatoire de l'Offre le 17 avril 2013, 56.299 Actions supplémentaires ont été apportées à l'Offre.

À la suite des deux Périodes d'Acceptation, l'Offrant a acquis 1.439.746 Actions, soit 92,87 % des Actions faisant l'objet de l'Offre, et détient actuellement 1.754.536 Actions, soit 94,07 % des Actions.

Compte tenu de ce qui précède, l'Offrant a décidé, avec l'accord de la FSMA dans la mesure où le délai de dix semaines à compter de l'ouverture de la Période d'Acceptation Initiale tel que prévu à l'article 30 de l'Arrêté Royal OPA a été atteint, de réouvrir l'Offre, selon les mêmes conditions que celles définies dans le Prospectus, du 7 mai 2013 au 30 mai 2013 (à 16 heures (heure de Bruxelles) au plus tard). Les résultats de la réouverture seront publiés le 4 juin 2013 et la Date de Règlement sera le 5 juin 2013.

1.2 Offre de reprise et obligation d'achat

Si, à la clôture de la réouverture volontaire de l'Offre le 30 mai 2013, l'Offrant, des personnes qui lui sont liées et des personnes agissant de concert avec lui, détiennent au moins 95 % des Actions, et à condition que l'Offrant ait acquis au moins 90 % des Actions faisant l'objet de l'Offre (condition ayant déjà été satisfaite), l'Offrant a l'intention de lancer la procédure d'une offre de reprise conformément aux articles 42 et 43 de l'Arrêté Royal OPA et à l'article 513 du Code des Sociétés pour tous les Titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote qui ne sont pas encore en sa possession à la clôture de la réouverture volontaire de l'Offre.

La réouverture dans le cadre de l'offre de reprise s'effectuera aux mêmes conditions que celles de l'Offre.

La procédure de l'offre de reprise doit être lancée par l'Offrant dans un délai de trois mois à compter de la clôture de la réouverture volontaire de l'Offre décrite au chapitre 1.1 ci-dessus

(« Réouverture volontaire de l'Offre ») pour une Période d'Acceptation additionnelle d'au moins 15 Jours Ouvrables. Le Prix de l'Offre se rapportant aux Titres apportés à l'offre de reprise ou transférés dans ce cadre doit être payé au plus tard le 10ème Jour Ouvrable qui suit l'annonce des résultats d'une telle offre de reprise.

Si une offre de reprise est effectivement lancée, les Titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote non offerts à la clôture de la Période d'Acceptation additionnelle de la réouverture de l'Offre seront considérés comme étant transmis de plein droit à l'Offrant. Les fonds correspondant au Prix de l'Offre pour les Titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote ainsi transmis seront déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations en faveur des détenteurs précédents des Titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote en question. Lorsqu'une offre de reprise est émise, la cotation des Actions sur NYSE/Euronext Brussels est automatiquement radiée à la clôture de l'offre de reprise.

De même, conformément à l'article 44 de l'Arrêté Royal OPA, si l'Offrant, des personnes qui lui sont liées et des personnes agissant de concert avec lui, détiennent, à la suite de la clôture de la réouverture volontaire de l'Offre le 30 mai 2013, au moins 95 % des Actions, et à condition que l'Offrant ait acquis au moins 90 % des Actions faisant l'objet de l'Offre (condition ayant déjà été satisfaite) et que l'Offrant ne lance pas d'offre de reprise subséquente conformément aux articles 42 et 43 de l'Arrêté Royal OPA, tout Détenteur de Titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote peut obliger l'Offrant à acquérir, aux conditions de l'Offre, les Titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote qu'il détient. Toute demande à cet effet doit être adressée au siège social de l'Offrant par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois mois à dater de l'expiration de la Période d'Acceptation en question.

1.3 Demande de radiation

Même si les conditions d'une offre de reprise ne sont pas satisfaites, l'Offrant se réserve le droit de demander la radiation des Actions en vertu de l'article 7, §4 de la Loi du 2 août 2002. Dans ce cas, une telle radiation n'entrera en vigueur que si elle est approuvée par NYSE Euronext Brussels et si, après analyse, la FSMA ne s'y oppose pas.

Si l'Offrant demande la radiation de NYSE Euronext Brussels dans les trois mois qui suivent la clôture de la réouverture volontaire de l'Offre décrite au chapitre 1.1 ci-dessus (« Réouverture volontaire de l'Offre »), et si à ce moment, l'offre de reprise telle que définie au chapitre 1.2 ci-dessus ("Offre de reprise et obligation d'achat") n'a pas encore été lancée, l'Offrant doit rouvrir l'Offre, dans les 10 Jours Ouvrables qui suivent cette demande, pour une période d'au moins 5 Jours Ouvrables et de 15 Jours Ouvrables au plus, conformément à l'article 35, 2° de l'Arrêté Royal OPA.

Si les Actions sont radiées, les Détenteurs de Titres restants qui n'ont pas apporté leurs Titres à l'Offre rouverte dans le cadre de la radiation détiendront des instruments financiers non-liquides.

2. INFORMATIONS FINANCIÈRES DE LA SOCIÉTÉ VISÉE – RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2012

Le communiqué de presse émis par la Société visée le 21 mars 2013 relatif aux résultats de la Société visée pour l'exercice 2012 est annexé ci-joint à l'annexe 4.1. Les comptes annuels de la Société visée devraient être approuvés à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de la Société visée qui se tiendra le 21 mai 2013.

Le rapport annuel 2012 de la Société visée, tel qu'établi par le Conseil et publié le 30 avril 2013, est annexé ci-joint à l'annexe 4.2.

Toutes les informations financières de la Société visée sont disponibles en français et en anglais sur le site internet de la Société visée : http://www.iriscorporate.com/c2-47-17/I-R-I-S---Investors.aspx.

3. INFORMATIONS PERTINENTES DANS LE CADRE DE L'OFFRE

3.1 Agent Réceptionnaire et Payeur

ING Belgium SA/NV, une société anonyme organisée selon le droit belge, ayant son siège social à 24, avenue Marnix, 1000 Bruxelles, Belgique, enregistrée auprès du Registre des Personnes Morales à Bruxelles sous le numéro 0403.200.393, autorisée comme établissement de crédit par la Banque Nationale de Belgique, 14, boulevard du Berlaimont, 1000 Bruxelles, Belgique, fournira les services d'Agent Réceptionnaire et Payeur aux fins de l'Offre.

3.2 Bulletin d'Acceptation et coûts

L'acceptation de l'Offre peut se faire gratuitement via l'Agent Réceptionnaire et Payeur en soumettant le Bulletin d'Acceptation dûment complété et signé. Tous les frais éventuellement facturés par d'autres intermédiaires financiers incomberont aux Détenteurs de Titres cédant leurs Titres, et ne seront pas payés par l'Offrant.

3.3 Approbation du Prospectus et de ce Supplément par la FSMA

Conformément à l'article 19 de la Loi OPA, la version française de ce Prospectus a été approuvée par la FSMA le 5 février 2013.

La version française de ce Supplément a été approuvée par la FSMA le 30 avril 2013. A l'exception de la FSMA, aucune autre autorité en Belgique ou d'une quelconque autre juridiction n'a approuvé ce Supplément.

Ces approbations par la FSMA ne comportent aucune appréciation ou évaluation de l'opportunité ou de la qualité de l'Offre, ni de la situation de l'Offrant ou de la Société visée.

3.4 Personnes responsables du Prospectus et de ce Supplément

L'Offrant, représenté par son conseil d'administration, est responsable de l'entièreté du Prospectus et de ce Supplément ainsi que des traductions fournies, à l'exception du Mémoire en réponse (qui inclut la réponse du conseil d'entreprise de la Société visée).

Il est précisé, cependant, que les informations financières de la Société visée proviennent d'informations communiquées par la Société visée.

3.5 Mise à disposition du Prospectus, des Bulletins d'Acceptation et du Supplément

Le Prospectus (y compris le Bulletin d'Acceptation) et ce Supplément sont disponibles en français sur le site internet d'ING Belgium SA/NV: http://www.ing.be/fr/retail/investments/shares-and-bonds/Pages/shares.aspx?WT.xmenusource=LEFTNAVIGATION_Actions.

Le Prospectus et ce Supplément sont également disponibles en anglais sur le site internet d'ING Belgium SA/NV: http://www.ing.be/en/retail/investments/shares-and-bonds/Pages/shares.aspx?WT.xmenusource=LEFTNAVIGATION_Actions. Seules les versions françaises du Prospectus et de ce Supplément ont fait l'objet de l'approbation de la FSMA..

Ils sont également disponibles en français et en anglais sur le site internet de la Société visée: http://www.iriscorporate.com/c2-151-17/Prospectus.aspx.

De plus, le résumé du Prospectus est également disponible en néerlandais sur le site internet d'ING Belgium SA/NV : https://www.ing.be/nl/retail/investments/shares-and-bonds/Pages/shares.aspx?WT.xmenusource=LANGUAGE_NL.

Le Prospectus et ce Supplément peuvent également être envoyés gratuitement sur demande par téléphone auprès d'ING Belgium SA/NV au +32 2 464 60 02 (français) ou au +32 2 464 60 04 (anglais).

3.6 Droit applicable et compétence

L'Offre est régie par le droit belge, en particulier par la Loi OPA et par l'Arrêté Royal OPA.

Tout litige relatif à l'Offre, au Prospectus ou à ce Supplément relèvera de la compétence exclusive des cours et tribunaux de Bruxelles.

4. ANNEXES

4.1 Communiqué de presse émis par la Société visée le 21 mars 2013 relatif aux résultats de la Société visée pour l'exercice 2012

4.2 Rapport annuel 2012 de la Sociéte visée

Annexe 4.1 : Communiqué de presse émis par la Société visée le 21 mars 2013 relatif aux résultats de la Société visée pour l'exercice 2012

IMAGE RECOGNITION INTEGRATED SYSTEMS GROUP S.A.
(En abrégé I.R.I.S. Group)

Information réglementée

Résultats annuels 2012

Louvain-la-Neuve, le 21 mars 2013

I.R.I.S. Group SA, une entreprise technologique (cotée sur EURONEXT Bruxelles : IRI) spécialisée dans la reconnaissance intelligente des documents (RID), la gestion du contenu d'entreprise (ECM) et les infrastructures IT optimisées (ICT), publie ses résultats annuels pour l'exercice 2012.

- **Résultats stables**

Denis Hermesse, CFO, commente les résultats annuels: « *La marge brute (qui est l'indicateur le plus pertinent pour mesurer l'activité d'I.R.I.S.) s'élève à € 61,6 millions pour l'année 2012 ; elle est stable comparée à 2011 où elle était de € 61,2 millions. Des initiatives de croissance ont été couronnées de succès avec pour exemples (i) nos partenariats avec les revendeurs à valeur ajoutée (VAR) et les sociétés de services d'externalisation (BPO) (+12% sur l'année); (ii) notre business avec Canon (+15% sur l'année) et (iii) une évolution positive des ventes de solutions d'entreprises aux USA. Ces succès ont compensé certaines tendances négatives sur d'autres marchés telles que les ventes de hardware qui ont influé sur le chiffre d'affaires consolidé. Le cash-flow d'exploitation consolidé (EBITDA) pour 2012 s'élève à € 7,6 millions et l'EBIT est de € 4,8 millions (impacté par des coûts juridiques non-récurrents et non budgétisés de € 0,4 million incluant les coûts liés à l'offre Canon). Le résultat net du Groupe, après produits et charges financières et impôts, est de € 3,6 millions, contre € 3,7 millions en 2011.*
La position moyenne de trésorerie nette (après déduction des dettes à court terme) s'élevait à € 12,5 millions en 2012 contre 9,8 millions en 2011.. »

- **Investissements dans les technologies**

Dr. Pierre De Muelenaere, President & CEO: *« Le monde est en pleine mutation technologique. Notre objectif est d'offrir un solide portefeuille de solutions innovantes et des services complémentaires, qui couvrent également les plates-formes mobiles et les solutions cloud dans beaucoup de domaines différents (OCR, factures, courrier, l'optimisation des processus d'affaires, d'infogérance, etc.). Ces solutions génèrent des avantages significatifs pour nos partenaires et clients, y compris dans les marchés verticaux où nous avons développé une expertise unique (par exemple dans le secteur des soins de santé et des cabinets d'avocats).*
L'objectif poursuivi par I.R.I.S. est d'augmenter de manière significative sa présence internationale dans les années à venir. Cela nécessite des investissements continus pour soutenir nos opportunités de croissance. Nous avons donc inscrit au budget des investissements soutenus dans les dépenses d'exploitation pour 2013 et planifions une croissance modérée de l'EBIT vu que le contexte économique reste très instable.

En 2012, I.R.I.S. a maintenu d'importants investissements dans ses actifs principaux: les technologies et propriété intellectuelle (technologies de capture de documents destinées aux marchés grand public et professionnels, les solutions de gestion de documents, la solution de surveillance de centre de données et les solutions Cloud).
Ces actifs ont été accumulés au cours des 25 dernières années et ils donnent à l'entreprise bonne position concurrentielle. »

- **Le succès au rendez-vous de l'IRISLink 2013 et un lancement de produits réussi**

En février 2013, I.R.I.S. a tenu son événement annuel IRISLink 2013 et a accueilli plus de 900 participants à Louvain-La-Neuve. A cette occasion, I.R.I.S. a dévoilé un nombre record de nouveaux produits et de nouvelles solutions. (Chaque année, I.R.I.S. investit environ 10% de sa marge brute en R&D). Ces nouvelles solutions contribueront à l'évolution des affaires d'I.R.I.S. en 2013.
Les vidéos et les photos de l'IRISLink 2013 ainsi que d'autres informations utiles sur l'événement sont disponibles à l'adresse www.iriscorporate.com/irislink2013.

Rapport du commissaire
Les commissaires ont confirmé que leurs travaux de révision des comptes consolidés sont terminés quant au fond et n'ont pas révélé de correction significative qui devrait être apportée aux données comptables reprises dans le communiqué de presse.

Normes comptables IFRS
Tous les chiffres ont été établis conformément aux normes IFRS. Ils constituent une synthèse des résultats financiers qui seront présentés de manière détaillée dans le rapport annuel disponible mi-avril 2013.

Calendrier financier

Assemblée Générale Ordinaire	21 mai 2013 à 9:00
Rapport annuel	dernière semaine d'avril 2013

À propos d'I.R.I.S.

La mission d'I.R.I.S. est d'augmenter la productivité et les connaissances de ses clients en les aidant à mieux gérer leurs documents, données et informations.
I.R.I.S. Products & Technologies développe des technologies et des produits dans le domaine de la Reconnaissance Intelligente de Documents et commercialise son portefeuille de produits à l'échelle mondiale à travers de solides partenariats.
I.R.I.S. Professional Solutions permet aux sociétés et aux administrations de trouver en une seule compagnie un savoir-faire novateur et des solutions de haute technologie pour gérer efficacement leurs documents, leurs flux d'informations et leurs infrastructures informatiques.
I.R.I.S. emploie plus de 500 personnes réparties entre Louvain-la-Neuve, Bruxelles et Anvers (Belgique), Orly (France), Windhof (Luxembourg), Amstelveen et Maastricht (Pays-Bas), Aachen (Allemagne), Delray Beach (Floride, États-Unis), Hong-Kong (Chine), Oslo (Norvège) et Copenhague (Danemark).

Pour plus d'informations, visitez www.iriscorporate.com

Contact: Denis Hermesse, CFO -Tel: +32 (0) 10 487 460 -E-mail: investors@iriscorporate.com
IMAGE RECOGNITION INTEGRATED SYSTEMS GROUP S.A. Rue du Bosquet 10 – Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve – B 1435 Mont Saint-Guibert

Forward Looking Statements
This press release contains forward-looking statements with respect to the business, financial condition, and results of operations of I.R.I.S. and its affiliates. These statements are based on the current expectations or beliefs of I.R.I.S.'s management and are subject to a number of risks and uncertainties that could cause actual results or performance of the Company to differ materially from those contemplated in such forward looking statements. These risks and uncertainties relate to changes in technology and market requirements, the company's concentration on one industry, decline in demand for the company's products and solutions, inability to timely develop and introduce new technologies, products and applications, and loss of market share and pressure on pricing resulting from competition which could cause the actual results or performance of the company to differ materially from those contemplated in such forward-looking statements. I.R.I.S. undertakes no obligation to publicly release any revisions to these forward-looking statements to reflect events or circumstances after the date hereof or to reflect the occurrence of unanticipated events.

CHIFFRES CLEF CONSOLIDES IFRS (en EUR)

COMPTE DE RESULTATS	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Produits des activités ordinaires	99.986.088	121.292.320	119.488.557
Production immobilisée et Autres produits opérationnels	3.816.342	4.950.158	3.155.780
Produits opérationnels	103.802.430	126.242.478	122.644.337
Marge brute	61.619.620	61.225.970	59.519.669
Cash flow d'exploitation (EBITDA)	7.602.226	7.178.393	7.239.224
Résultat opérationnel (EBIT)	4.830.632	5.081.588	5.302.458
Produits (pertes) financier(e)s net(te)s	(11.468)	(171.560)	(188.313)
Résultat opérationnel après déduction des charges financières nettes	4.819.164	4.910.028	5.114.145
Impôts	(1.190.435)	(1.166.331)	(1.035.115)
Résultat de la période	3.628.729	3.743.697	4.079.030
Part du groupe dans le Résultat	3.628.729	3.743.697	4.079.030

BILAN CONSOLIDE (en EUR)	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Capital	38.774.902	38.774.902	38.774.902
Capitaux propres	65.099.754	63.487.122	60.771.415
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.861.001	14.815.520	11.013.064
Trésorerie nette*	19.384.182	13.219.871	9.342.269
Dettes non courantes	1.239.730	2.637.229	4.281.051
Total du bilan	112.287.098	114.747.731	127.943.435

Résultat de base par action			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période	1.824.747	1.843.661	1.841.064
Cash flow d'exploitation (EBITDA)/action	4,17	3,89	3,93
Résultat opérationnel (EBIT)/action	2,65	2,76	2,88
Résultat de la période/action	1,99	2,03	2,22
Capital/action	21,25	21,03	21,06
Capitaux propres/action	35,68	34,44	33,01

Résultat dilué par action			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période	1.824.747	1.843.661	1.841.064
Nombre moyen pondéré de warrants dilutifs en circulation pendant la période	71.492	4.164	6.585
Nombre d'actions après dilution	1.896.239	1.847.825	1.847.648
Cash flow d'exploitation (EBITDA)/action	4,01	3,88	3,92
Résultat opérationnel (EBIT)/action	2,55	2,75	2,87
Résultat de la période/action	1,91	2,03	2,21

* Trésorerie nette = trésorerie et équivalents - dettes financières à moins d'un an

COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDE IFRS (€)	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Produits opérationnels	**103.802.430**	**126.242.478**	**122.644.337**
Produits des activités ordinaires	99.986.088	121.292.320	119.488.557
Production immobilisée	1.817.771	3.140.921	776.785
Autres produits opérationnels	1.998.571	1.809.237	2.378.995
Charges opérationnelles	**(98.971.798)**	**(121.160.890)**	**(117.341.879)**
Approvisionnements et marchandises	(38.366.468)	(60.066.350)	(59.968.888)
Achats	(37.920.325)	(60.275.814)	(58.771.001)
Variation des stocks	(446.143)	209.464	(1.197.887)
Services et biens divers	(22.363.407)	(21.306.200)	(18.478.411)
Rémunérations, charges sociales et pensions	(35.217.378)	(37.073.682)	(36.200.660)
Amortissements, et réductions de valeurs sur immobilisations	(2.771.594)	(2.096.805)	(1.936.766)
Réductions de valeur sur stocks et créances commerciales	389.306	(442.688)	(419.912)
Provisions pour risques et charges	(147.489)	275.817	121.978
Autres charges opérationnelles	(494.768)	(450.982)	(459.220)
Résultat opérationnel	**4.830.632**	**5.081.588**	**5.302.458**
Produits financiers	**397.852**	**684.004**	**625.784**
Produits des immobilisations financières	30.352	18.456	9.180
Produits des actifs circulants	76.925	37.771	56.799
Autres produits financiers	290.575	627.777	559.805
Charges financières	**(409.320)**	**(855.564)**	**(814.097)**
Charges des dettes	(127.498)	(190.380)	(255.893)
Autres charges financières	(281.822)	(665.184)	(558.204)
Résultat financier net	**(11.468)**	**(171.560)**	**(188.313)**
Résultat des activités ordinaires après résultat financier net	**4.819.164**	**4.910.028**	**5.114.145**
IMPOTS	**(1.190.435)**	**(1.166.331)**	**(1.035.115)**
Impôts différés	105.687	1.038.210	566.384
Prélèvements sur les impôts différés	554.564	1.333.906	757.843
Transferts aux impôts différés	(448.877)	(295.696)	(191.459)
Impôts sur le résultat	(1.296.122)	(2.204.541)	(1.601.499)
Impôts sur le résultat	(1.297.331)	(2.253.189)	(1.639.773)
Régularisations d'impôts	1.209	48.648	38.274
RESULTAT DE LA PERIODE	**3.628.729**	**3.743.697**	**4.079.030**
Quote-part dans le résultat des entités associées et des coentités comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	-	-	-
RESULTAT DE LA PERIODE	**3.628.729**	**3.743.697**	**4.079.030**
Part des tiers	-	-	-
Part du groupe	3.628.729	3.743.697	4.079.030

Résultat de base par action en EUR	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période	1.824.747	1.843.661	1.841.064
Résultat opérationnel (EBIT)/action	2,65 €	2,76 €	2,88 €
Résultat de la période/action	1,99 €	2,03 €	2,22 €

Résultats dilué par action en EUR	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période	1.824.747	1.843.661	1.841.064
Nombre moyen pondéré de warrants dilutifs en circulation pendant la	71.492	4.164	6.585
Nombre d'actions après dilution	1.896.239	1.847.825	1.847.648
Résultat opérationnel (EBIT)/action	2,55 €	2,75 €	2,87 €
Résultat de la période/action	1,91 €	2,03 €	2,21 €

Etat du Revenu global	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Résultat de la période	3.628.729	3.743.697	4.079.030
Gain et pertes de conversion	(61.324)	49.852	34.834
Résultat global total	3.567.405	3.793.549	4.113.864
Part du groupe	3.567.405	3.793.549	4.113.864

Annexe 4.2 : Rapport annuel 2012 de la Sociéte visée

I.R.I.S Group
Rapport annuel 2012

Document to Knowledge™

CHIFFRES CLEF CONSOLIDES IFRS (en EUR)

COMPTE DE RESULTATS	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Produits des activités ordinaires	99.986.088	121.292.320	119.488.557
Production immobilisée et Autres produits opérationnels	3.816.342	4.950.158	3.155.780
Produits opérationnels	103.802.430	126.242.478	122.644.337
Marge brute	61.619.620	61.225.970	59.519.669
Cash flow d'exploitation (EBITDA)	7.602.226	7.178.393	7.239.224
Résultat opérationnel (EBIT)	4.830.632	5.081.588	5.302.458
Produits (pertes) financier(e)s net(te)s	(11.468)	(171.560)	(188.313)
Résultat opérationnel après déduction des charges financières nettes	4.819.164	4.910.028	5.114.145
Impôts	(1.190.435)	(1.166.331)	(1.035.115)
Résultat de la période	3.628.729	3.743.697	4.079.030
Part du groupe dans le Résultat	3.628.729	3.743.697	4.079.030

BILAN CONSOLIDE (en EUR)	31-12-2012	31-12-2011	31-12-2010
Capital	38.774.902	38.774.902	38.774.902
Capitaux propres	65.099.754	63.487.122	60.771.415
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.861.001	14.815.520	11.013.064
Trésorerie nette*	19.384.182	13.219.871	9.342.269
Dettes non courantes	1.239.730	2.637.229	4.281.051
Total du bilan	112.287.098	114.747.731	127.943.435

Résultat de base par action			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période	1.824.747	1.843.661	1.841.064
Cash flow d'exploitation (EBITDA)/action	4,17	3,89	3,93
Résultat opérationnel (EBIT)/action	2,65	2,76	2,88
Résultat de la période/action	1,99	2,03	2,22
Capital/action	21,25	21,03	21,06
Capitaux propres/action	35,68	34,44	33,01

Résultat dilué par action			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période	1.824.747	1.843.661	1.841.064
Nombre moyen pondéré de warrants dilutifs en circulation pendant la période	71.492	4.164	6.585
Nombre d'actions après dilution	1.896.239	1.847.825	1.847.648
Cash flow d'exploitation (EBITDA)/action	4,01	3,88	3,92
Résultat opérationnel (EBIT)/action	2,55	2,75	2,87
Résultat de la période/action	1,91	2,03	2,21

* Trésorerie nette = trésorerie et équivalents - dettes financières à moins d'un an

Table des matières

NOS ACTIVITES **4**

I.R.I.S. PRODUCTS & TECHNOLOGIES 4
I.R.I.S. PROFESSIONAL SOLUTIONS 4

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE SOCIAL CLOTURE LE 31/12/2012 ..... **5**

EVOLUTION DES ACTIVITÉS EN 2012 5
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT 8
EVOLUTION DU PERSONNEL 9
EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS EN 2012 9
COMPTES STATUTAIRES AU 31.12.2012 9
COMPTES CONSOLIDES AU 31.12.2012 10
EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS APRES LA CLOTURE DES COMPTES 11
PERSPECTIVES POUR 2013 ET DESCRIPTION DES ÉVÉNEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ 12
ACQUISITION D'ACTIONS PROPRES 13
ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION 14
UTILISATION DU CAPITAL AUTORISE 15
SUCCURSALES A L'ETRANGER 15
PROPOSITION DE PAIEMENT D'UN DIVIDENDE 16
DECLARATION DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 16
ANALYSE ET GESTION DES RISQUES ET INCERTITUDES 17
DESCRIPTION DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES SYSTEMES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES DE LA SOCIETE DANS LE CADRE DU PROCESSUS D'ETABLISSEMENT DE L'INFORMATION FINANCIERE 19
STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT TELLE QU'ELLE RESSORT DES DECLARATIONS DE TRANSPARENCE QUE LA SOCIETE A REÇUES 20
COMPOSITION ET MODE DE FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE LEURS COMITES ; CARACTERISTIQUES DU PROCESSUS D'EVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, DE SES COMITES ET DE SES ADMINISTRATEURS INDIVIDUELS. 22
CONFLITS D'INTERETS ENTRE LES ADMINISTRATEURS ET LA SOCIETE 23
INDEPENDANCE ET COMPETENCE DES MEMBRES DU COMITE D'AUDIT 23
RAPPORT DE REMUNERATION 23
RÉMUNÉRATIONS DU COMMISSAIRE 25
DECHARGE AUX ADMINISTRATEURS ET AU COMMISSAIRE 25

GOUVERNANCE **27**

COTATION EN BOURSE **31**

UNITED NATIONS GLOBAL COMPACT **31**

IRIS GROUP - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 2012 ..... **32**

COMPTE DE RESULTATS IFRS 32
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE (BILAN) 33
TABLEAU DE FINANCEMENT 35
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 36

COMMENTAIRES ET NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS **37**

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ 37
DÉCLARATIONS DE CONFORMITÉ 37
UTILISATION D'ESTIMATION 38
PRINCIPES COMPTABLES ET RÈGLES D'ÉVALUATION 39
Base d'établissement des comptes consolidés *39*
Options comptables retenues *39*
Critères d'application des méthodes de consolidation *40*
Règles d'évaluation *40*
Reconnaissance des revenus *44*
INFORMATION SECTORIELLE 47
Information par secteurs opérationnels *47*
Information par zones géographiques *52*
Informations relatives aux principaux clients *53*
NOTES D'EXPLICATION DES RUBRIQUES DÉTAILLÉES DES ÉTATS FINANCIERS 53
ENGAGEMENTS HORS BILAN 89
STRUCTURE DU GROUPE ET INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES 90
Organigramme au 31 décembre – Relations entre les sociétés du groupe *90*
Activités contrôlées conjointement – Associations momentanées *91*
Transactions avec d'autres parties liées *92*
Rémunérations des principaux dirigeants du groupe *92*
EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE 94
Offre publique d'acquisition inconditionnelle de Canon *94*
Réouverture obligatoire et offre de reprise *94*

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE IMAGE RECOGNITION INTEGRATED SYSTEMS GROUP SA POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012 ..... **95**

COMPTES STATUTAIRES I.R.I.S. GROUP SA **97**

GLOSSAIRE **99**

CONTACTS **100**

CALENDRIER FINANCIER ET INFORMATION FINANCIERE **100**

EDITEURS RESPONSABLES **100**

Nos activités

Augmenter la productivité de nos clients et leurs connaissances en les aidant à mieux gérer leurs documents, données et flux d'informations.

I.R.I.S. Products & Technologies

I.R.I.S. Products & Technologies développe des technologies et des logiciels dans le domaine de la Reconnaissance Intelligente de Documents et commercialise son portefeuille de produits à l'échelle mondiale à travers de solides partenariats.

Depuis plus de vingt ans, grâce à un investissement continu en R&D, I.R.I.S. a développé des logiciels à la pointe de l'innovation, tant pour l'utilisateur particulier que professionnel, basés sur des technologies propriétaires éprouvées :

Numérisation à haute vitesse

- Indexation automatique de documents
- Reconnaissance Optique de Caractères imprimés (OCR) et manuscrits (ICR)
- Reconnaissance Intelligente de Documents (IDR)
- Reconnaissance de formulaires (forms, free-forms)
- Reconnaissance automatique de factures
- Classification automatique de documents
- Hyper compression d'images couleur (iHQC™)
- Génération de tous types de formats de documents (PDF, PDF/A-1b, world, excel, xps, .docx, odt, xml, ...)
- Périphériques de numérisation nomades : stylos scanner, scanners de cartes de visite, scanners mobiles, …

I.R.I.S. Products & Technologies commercialise ses solutions logicielles dans le monde entier dans le cadre d'accords de licence (OEM), via les revendeurs à valeur ajoutée (VAR) et via la distribution informatique et les canaux de vente internet.

I.R.I.S. Professional Solutions

I.R.I.S. Professional Solutions permet aux sociétés et aux administrations de trouver en une seule compagnie un savoir-faire novateur et des solutions de haute technologie pour gérer efficacement leurs documents, flux d'informations et infrastructures informatiques.

I.R.I.S. fournit des solutions professionnelles de gestion électronique de documents, de leur contenu et de leur cycle de vie à destination du secteur public (institutions européennes, ministères, administrations régionales et locales), du monde financier (banques et assurances), du secteur des services, du monde associatif (particulièrement les associations professionnelles internationales) et de l'industrie. Ces solutions comprennent le hardware (scanners et serveurs), le software (logiciels spécialisés) et les services (architecture technique, analyse fonctionnelle, développement, installation, formation, support et maintenance).

L'expérience de ses consultants, développeurs, documentalistes, chefs de projets et ingénieurs systèmes fait d'I.R.I.S. un partenaire de choix sur chacun de ses marchés domestiques (France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège et Danemark) et dans le cadre de grands appels d'offre internationaux.

I.R.I.S. occupe aussi une position de leader dans les services et la fourniture de matériels et logiciels pour mettre en œuvre et optimiser les infrastructures IT complexes sur les marchés belges, luxembourgeois et français. Les clients entendent disposer d'une infrastructure (mainframe, open systems et applications) optimisée en fonction de leurs besoins

Rapport de gestion pour l'exercice social clôturé le 31/12/2012

Rapport sur les comptes statutaires et sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs, chers Actionnaires,

Le Conseil d'administration d'I.R.I.S. Group a l'honneur de rendre compte de sa gestion pendant l'exercice clôturé le 31 décembre 2012.

Le conseil d'administration déclare, qu'à sa meilleure connaissance, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe (et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation) en date du 31 décembre 2012, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux IFRS, telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Le présent rapport de gestion représente un exposé fidèle de l'exercice et les données contenues dans ce rapport sont conformes à la réalité dans tous leurs aspects essentiels et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Evolution des activités en 2012

Tous les chiffres sont établis conformément aux normes IFRS.

Les chiffres comparatifs 2010 et 2011 sont disponibles dans notre rapport annuel et sur notre site internet : http://www.iriscorporate.com.

I.R.I.S. Group SA, une entreprise technologique spécialisée dans la reconnaissance intelligente des documents (RID), la gestion du contenu d'entreprise (ECM) et les infrastructures IT optimisées (ICT).

La **mission d'I.R.I.S**. est de fournir des solutions qui augmentent l'efficience-métier de nos clients par une meilleure gestion de leurs documents, données et informations électroniques.

I.R.I.S. Products & Technologies développe des technologies et des produits dans le domaine de la Reconnaissance Intelligente de Documents et commercialise son portefeuille de produits à l'échelle mondiale à travers de solides partenariats.

I.R.I.S. Professional Solutions permet aux sociétés et aux administrations de trouver en une seule compagnie un savoir-faire novateur et des solutions de haute technologie pour gérer efficacement leurs documents, leurs flux d'informations et leurs infrastructures informatiques.

La marge brute (qui est l'indicateur le plus pertinent pour mesure l'activité d'I.R.I.S.) s'élève à € 61,6 millions pour l'année 2012. Elle est stable comparée à 2011 où elle était de € 61,2 millions.

Des initiatives de croissance ont été couronnées de succès avec pour exemples :

(i) nos partenariats avec les revendeurs à valeur ajoutée (VAR) et les sociétés de services d'externalisation (BPO) (+12% sur l'année);
(ii) notre business avec Canon (+15% sur l'année)
(iii) et une évolution positive des ventes de solutions d'entreprises aux USA.

Ces succès ont compensé certaines tendances négatives sur d'autres marchés telles que les ventes de hardware qui ont influé sur le chiffre d'affaires consolidé.

Le cash-flow d'exploitation consolidé (EBITDA) pour 2012 s'élève à € 7,6 millions et l'EBIT est de € 4,8 millions (impacté par des coûts juridiques non-récurrents et non budgétisés de € 0,4 million incluant les coûts liés à l'offre Canon).

Le résultat net du Groupe, après produits et charges financières et impôts, est de € 3,6 millions, contre € 3,7 millions en 2011.

La position moyenne de trésorerie nette (après déduction des dettes à court terme) s'élevait à € 12,5 millions en 2012 contre 9,8 millions en 2011.

Le monde est en pleine mutation technologique. L'objectif d'I.R.I.S. est d'offrir un solide portefeuille de solutions innovantes et des services complémentaires, qui couvrent également les plates-formes mobiles et les solutions cloud dans beaucoup de domaines différents (OCR, factures, courrier, l'optimisation des processus d'affaires, d'infogérance, etc.).

Ces solutions génèrent des avantages significatifs pour nos partenaires et clients, y compris dans les marchés verticaux où nous avons développé une expertise unique (par exemple dans le secteur des soins de santé et des cabinets d'avocats).

L'objectif poursuivi par I.R.I.S. est d'augmenter de manière significative sa présence internationale dans les années à venir. Cela nécessite des investissements continus pour soutenir nos opportunités de croissance. Nous avons donc inscrit au budget des investissements soutenus dans les dépenses d'exploitation pour 2013 et planifions une croissance modérée de l'EBIT vu que le contexte économique reste très instable.

En 2012, I.R.I.S. a maintenu d'importants investissements dans ses actifs principaux: les technologies et propriété intellectuelle (technologies de capture de documents destinées aux marchés grand public et professionnels, les solutions de gestion de documents, la solution de surveillance de centre de données et les solutions Cloud).

Ces actifs ont été accumulés au cours des 25 dernières années et ils donnent à l'entreprise une bonne position concurrentielle.

Le management d'I.R.I.S. est donc confiant dans les perspectives d'avenir.

Exercice 2012 en termes de ventes et de marge brute

Au cours de l'exercice 2012, les produits des activités ordinaires s'élèvent à €99.986.088 pour €121.292.320 en 2011. Les produits opérationnels s'établissent à €103.802.430 en 2012 pour €126.242.478 en 2011. Cette diminution s'explique par de moindres ventes de matériel hardware à faible marge. La marge brute qui est l'indicateur le plus pertinent pour mesure l'activité d'I.R.I.S. est stable (+0,64%) par rapport à 2011 (€ 61,6 millions pour l'année 2012 pour € 61,2 millions en 2011).

Ceci se traduit par un taux de marge brute de 61,6% en 2012 pour 50,5% en 2011 contre 49,8% en 2010.

La part de la marge brute provenant de la vente de produits packagés (division Products & Technologies) a atteint 27,9%, pour 72,1% aux solutions professionnelles (division Professional Solutions).

Evolution du chiffre d'affaires et de la Marge Brute

€ '000 Chiffre d'affaires auprès de clients externes	2008	2009	2010	2011	2012	Var
Products & Technologies	16.531	18.325	16.940	20.380	21.660	6,28%
Professional Solutions	92.794	84.569	102.549	100.912	78.326	-22,38%
I.R.I.S.	**109.326**	**102.894**	**119.489**	**121.292**	**99.986**	**-17,57%**

€ '000 Marge brute	2008	2009	2010	2011	2012	Var
Products & Technologies	14.315	15.236	13.766	16.589	17.217	3,78%
Professional Solutions	44.069	44.108	45.753	44.637	44.403	-0,52%
I.R.I.S.	**58.384**	**59.344**	**59.520**	**61.226**	**61.620**	**0,64%**

En solutions professionnelles, la marge brute est en très légère baisse: €44.402.833 en 2012 pour €44.636.735 en 2011 (-0,52%). En 2012, le taux de marge brute - qui est fortement dépendant du mix entre software, hardware et services - s'est élevé à 56,7%.

La marge brute en produits et technologies packagés atteint €17.216.787 fin 2012 pour €16.589.235 fin 2011 (+3,78%). Le taux de marge brute est de 79,5% en 2012.

Le cash-flow d'exploitation consolidé (EBITDA) pour 2012 s'élève à € 7.602.226 pour €7.178.393 pour 2011 (+5,90%) et l'EBIT est de € 4.830.632 fin 2012 (impacté par des coûts juridiques non-récurrents et non budgétisés de € 0,4 million incluant les coûts liés à l'offre Canon) contre €5.081.588 fin 2011.

Après déduction des amortissements (€2.771.594), des charges financières nettes (€11.468) et des impôts (€1.190.435), le bénéfice net atteint €3.628.729 (contre €3.743.697 l'année passée).

Situation de trésorerie :

La position financière d'I.R.I.S. reste solide. Les fonds propres sont en hausse et s'établissent à €65.099.754 (€63.487.122 en 2011).

La position moyenne de trésorerie nette (après déduction des dettes à court terme) s'élevait à € 12,5 millions en 2012 contre 9,8 millions en 2011.

I.R.I.S possède des lignes de crédit non utilisées de €8.000.000, non révocables à concurrence de €6.500.000.

I.R.I.S. Group a des crédits d'investissement à hauteur de €2.100.000. Ces crédits ont été contractés début 2009 pour un montant total à l'origine de €7.000.000, sur une durée de 5 ans, à taux d'intérêt fixe et sans nouvelles garanties, afin de financer certains investissements (dont l'acquisition de Corismo) et de renforcer les réserves de trésorerie disponibles en profitant d'une période de taux d'intérêt bas. Les autres emprunts à long terme sont des crédits d'investissement existants, destinés à financer l'acquisition des bâtiments de Louvain-La-Neuve et de Vilvoorde ou à financer des aménagements de bureau ou divers matériels.

Le groupe a investi en immobilisations incorporelles et corporelles à concurrence de €3.388.670 en 2012 (€4.475.243 en 2011 et €2.046.131 en 2010); il s'agit notamment de développements de produits et technologies, de l'acquisition d'un fonds de commerce et d'une équipe d'une vingtaine de consultants dans le cadre de l'extension d'activité auprès des institutions de l'Union Européenne. Ces investissements permettent à I.R.I.S. de poursuivre sa croissance.

Recherche et développement

Le groupe I.R.I.S. est avant tout un groupe technologique. Il consacre une part significative de ses moyens au renforcement de son patrimoine technologique, les logiciels propriétaires constituant une pierre angulaire de son offre.

I.R.I.S. active uniquement les frais de développement consacrés aux développements de nouveaux produits. Les frais de développement consacrés au développement de nouvelles versions (upgrades) sont comptabilisés comme charges de l'exercice.

Au cours des dernières années, I.R.I.S. S.A. a fortement développé sa présence dans le segment des applications mobiles de saisie de documents. En 2009, I.R.I.S. a entamé un programme de développement sur 3 ans pour étendre son offre aux plateformes mobiles de type Smartphone et tablette.

I.R.I.S a également lancé en 2010 un projet visant à concevoir et développer une nouvelle solution de gestion électronique de documents pour entreprises, basée sur des technologies innovantes. Cette solution est destinée principalement au marché des Petites et Moyennes Entreprises, ainsi qu'à des besoins départementaux de grands comptes. Ce projet se base sur les technologies développées par I.R.I.S. et sur son expérience en intégration des solutions proposées aujourd'hui par les grands éditeurs et est destiné à des espaces d'innovation non adressés, qui s'inscrivent dans l'évolution du marché et répondent aux besoins des entreprises.

Afin d'accroître significativement sa pénétration des marchés asiatiques, I.R.I.S. a lancé en 2011 un projet de développement des technologies nécessaires pour fournir un avantage compétitif déterminant sur ces marchés où les caractéristiques des langues écrites sont très différentes par rapport aux marchés occidentaux.

Enfin, I.R.I.S. a développé en 2011 de nouvelles applications pour améliorer la performance, la gestion, le suivi et le reporting de ses solutions de surveillance de centres de données et de ses solutions Cloud.

Ces développements ont été poursuivis en 2012.

L'effort fourni en recherche et développement a par ailleurs également porté sur le développement et l'amélioration de nombreux produits ayant une durée de vie inférieure à un an et pris en charge durant l'exercice (développement de versions annuelles des produits).

En 2012, I.R.I.S. a donc continué d'investir massivement dans ses principaux actifs : les technologies et la propriété intellectuelle.

Grâce à ces actifs accumulés par I.R.I.S. au cours des 25 dernières années, la société bénéficie d'une bonne position concurrentielle.

L'effort global en R&D a été maintenu et est représenté par des coûts de personnel de €6.268.853 en 2012, de €6.424.764 en 2011 et de €6.003.495 en 2010. La société a donc consacré 10,2% de sa marge brute en coûts de personnel dédiés à la R&D, dont la majorité est à charge du résultat de l'année. Ces coûts ne reprennent que les frais de personnels et pas les coûts liés à l'infrastructure, au matériel et au matériel roulant ou frais de sous-traitance.

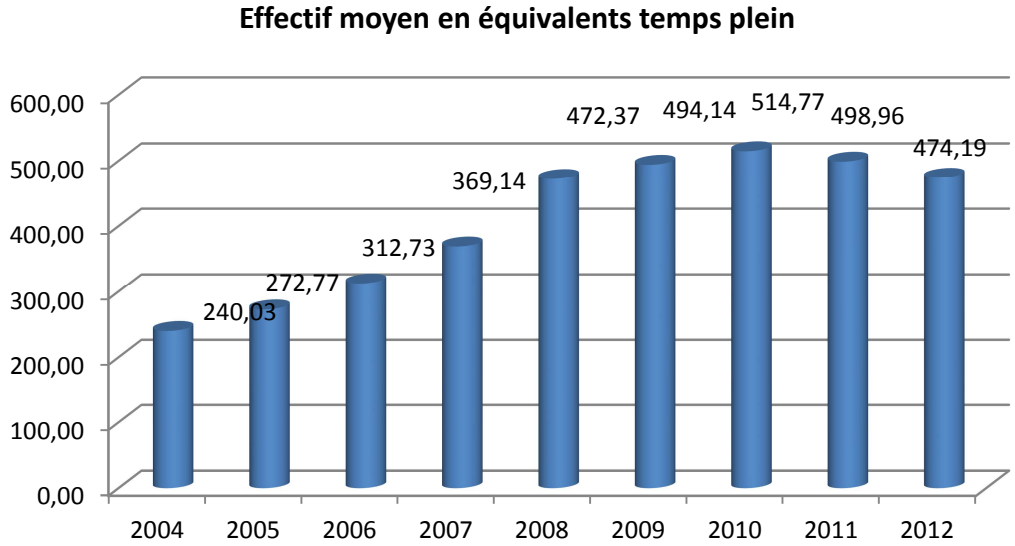
Les programmes de développement technologique ont conduit à l'activation de €1.817.771 en 2012 pour (€3.140.921 en 2011 et €776.785 en 2010). Ces activités de recherche et développement permettent d'élargir la gamme de produits packagés et renforcer la distribution internationale.

Notons que ce sont les filiales opérationnelles qui procèdent aux investissements en R&D, et non la société faîtière I.R.I.S. Group SA qui ne joue qu'un rôle de holding financier.

Evolution du personnel

A la fin de l'année 2012, I.R.I.S. Group employait 487 personnes (75,4% d'hommes et 24,6% de femmes) contre 496 personnes en 2011 et 533 en 2010.

L'effectif moyen a été de 474,19 équivalents temps plein en 2012 pour 498,99 équivalents temps plein en 2011 et 514,77 équivalents temps plein en 2010



L'âge moyen est de 38,83 ans à fin 2012 pour 38,57 ans à fin 2011.

Evénements importants intervenus en 2012

Acquisition d'une activité en Belgique

I.R.I.S. a acquis, en janvier 2012, un fonds de commerce et une équipe d'une vingtaine de consultants. Cette extension d'activité permet à I.R.I.S. d'augmenter la taille de ses équipes et son rôle auprès des institutions de l'Union Européenne.

Comptes statutaires au 31.12.2012

Les comptes statutaires ne reflètent que la situation comptable de la maison-mère, en qualité de holding. Elle n'est pas le reflet de l'activité du groupe. C'est pourquoi le présent rapport porte également sur les comptes consolidés (voir point suivant).

Les comptes statutaires sont établis conformément aux normes comptables belges.

L'exercice 2012 dégage un bénéfice net de **€502.869,54**. Ce résultat doit être analysé comme suit :

	Chiffre d'affaires	2.430.065,42	2.119.060,57
+	Productions immobilisées	0,00	0,00
+	Autres produits d'exploitation	148.069,79	199.435,52
-	Biens et services divers	-1.370.250,08	-1.128.717,03
-	Rémunérations	-1.065.952,88	-1.074.998,51
-	Amortissements	-34.882,30	-35.910,82
-	Dotations aux Provisions pour risques et charges	-200.000,00	0,00
-	Autres charges d'exploitation	0	0
=	**Résultat d'exploitation**	**-92.950,05**	**78.869,73**
+	Produits des immobilisations financières	63.230,83	68.385,24
+	Intérêts de placements de trésorerie	623.867,22	669.185,96
+	Autres produits financiers	60.407,01	48.075,48
-	Charges financières	-150.487,60	-211.219,90
=	**Résultat courant avant impôts**	**504.067,41**	**653.296,51**
=	**Résultat de l'exercice avant impôts**	**504.067,41**	**653.296,51**
-	Impôts sur le résultat	-1.200,62	-3.791,28
+	Régularisations d'impôts	2,75	0
=	**Résultat de l'exercice à affecter**	**502.869,54**	**649.505,23**

Les comptes de bilan et de résultats détaillés sont annexés.

Le bénéfice à affecter est de €502.869,54.

La proposition d'affectation du résultat est la suivante :

- Résultat de l'exercice à affecter € 502.869,54
- Affectation à la réserve légale : €25.143,48
- Dotation aux réserves disponibles : €477.726,06

Comptes consolidés au 31.12.2012

L'activité opérationnelle est exercée dans les filiales du groupe ; la société faîtière I.R.I.S. Group SA ne joue qu'un rôle de holding financier. Il convient donc essentiellement de se référer aux comptes annuels consolidés pour se faire une opinion réelle de l'évolution du groupe.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le bénéfice net consolidé est de **€3.628.729.**

Ce résultat s'analyse comme suit :

				Variation
2012/2011				
Produits des activités ordinaires	99.986.088	*(-17,57%)*		
-	Coût direct des ventes	-38.366.468		
=	**Marge brute** *(+ 0,64%)*			**61.619.620**
+ Production immobilisée	1.817.771			
+	Autres produits d'exploitation	1.998.571		
-	Biens et services divers	-22.363.407		
-	Rémunérations et charges sociales	-35.217.378		
-	Réduction de valeur sur stocks et créances clients	+389.306		
-	Provisions pour risques et charges	-147.489		
-	Autres charges d'exploitation	-494.768		
=	**Cash flow d'exploitation (EBITDA)**	7.602.226	(+5,90%)	
-	Amortissement d'immobilisés	-2.771.594		
=	**Résultat d'exploitation (EBIT)**	**4.830.632**	*(-4,94%)*	
+	Produits financiers	397.852		
-	Charges financières	-409.320		
=	**Résultat des activités ordinaires**	**4.819.164**		
-	Impôts		-1.190.435	
=	**Résultat consolidé (part du groupe)**	**3.628.729**	*(-3,07%)*	

Les comptes consolidés détaillés sont annexés.

Evénements importants intervenus après la clôture des comptes

Les événements postérieurs à la date de clôture à signaler sont :

Offre publique d'acquisition inconditionnelle de Canon

En date du 26 mars 2013, l'offre publique d'acquisition de Canon, portant sur l'ensemble des actions, droits de souscription et options sur actions d'I.R.I.S. Group SA, est devenue inconditionnelle.

Canon, leader mondial dans les solutions d'imagerie, via sa filiale Canon Europa N.V., a annoncé le 26 mars 2013 détenir 91,05% de l'ensemble des actions d'I.R.I.S Group à la clôture de la période d'acceptation initiale de son offre publique d'acquisition sur I.R.I.S. Group SA (le 20 mars 2013) .

Toutes les conditions suspensives de l'offre publique d'acquisition ont été satisfaites et l'offre est donc inconditionnelle.

Ceci représente une étape importante dans la relation étroite entre Canon et I.R.I.S. Group, Canon mettant l'accent sur l'accélération de la croissance de ses solutions et services professionnels.

Canon bénéficiait déjà d'une alliance stratégique étroite avec I.R.I.S. Group, développée au fil des années, qui a été renforcé en juillet 2009 lors de l'acquisition par Canon d'une participation de 17% dans la société. L'entrée d'I.R.I.S. Group dans le groupe Canon permettra aux deux sociétés de coopérer plus étroitement en développant une gamme de solutions technologiques leur permettant de mieux répondre aux exigences de leurs clients dans l'environnement professionnel.

Réouverture obligatoire et offre de reprise

Les actionnaires qui n'ont pas encore apporté leur(s) action(s) à l'offre, auront l'opportunité de le faire au cours d'une réouverture obligatoire de l'offre débutant le 27 mars 2013 et se terminant le 17 avril 2013. Les actionnaires peuvent apporter leur(s) action(s) à l'offre de la même manière et selon les mêmes conditions que durant la période initiale d'acceptation, tel qu'indiqué dans le prospectus de l'offre. Le prix offert par action est de 44,50 euros et le prix des droits de souscriptions et options sur actions est mentionné dans le prospectus.

Si, à la fin de la réouverture obligatoire de l'offre, Canon détient au moins 95% des actions, Canon a l'intention de lancer la procédure d'offre de reprise.

L'ensemble des détails de l'offre est repris au sein du prospectus de l'offre et du mémoire en réponse préparé par le conseil d'administration d'l.R.l.S. Group SA qui sont publiés sur le site internet d'l.R.l.S. Group (www.iriscorporate.com) et d'ING Belgium (www.ing.be).

Le prospectus et le mémoire en réponse, qui ont tous deux été approuvés par la FSMA le 5 février 2013, sont également disponibles sur le site internet de la FSMA: http://www.fsma.be/fr/Supervision/fm/oa/ooa/ProspectusOPA.aspx

Perspectives pour 2013 et description des événements susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société

Initiatives de croissance et investissements :

L'année 2012 a enregistré un certain nombre de points positifs. Pour rappel :

- Des initiatives de croissance ont été couronnées de succès avec pour exemples nos partenariats avec les revendeurs à valeur ajoutée (VAR) et les sociétés de services d'externalisation (BPO);

- le développement de l'activité avec Canon (en croissance de 15% par rapport à 2011);

- Les plans mis en œuvre en 2011 dans certaines activités ont porté leurs fruits en 2012 et généré des économies importantes.

Ces succès ont compensé certaines tendances négatives sur d'autres marchés

Dans un monde en pleine mutation technologique, I.R.I.S. a pour objectif d'offrir un solide portefeuille de solutions innovantes et des services complémentaires, qui couvrent également les plates-formes mobiles et les solutions cloud dans beaucoup de domaines différents (OCR, factures, courrier, l'optimisation des processus d'affaires, d'infogérance, etc.). Ces solutions génèrent des avantages significatifs pour nos partenaires et clients, y compris dans les marchés verticaux où nous avons développé une expertise unique (par exemple dans le secteur des soins de santé et des cabinets d'avocats).

L'objectif poursuivi par I.R.I.S. est également d'augmenter de manière significative sa présence internationale dans les années à venir. Les investissements continus nécessaires pour soutenir nos opportunités de croissance sont donc inscrits au budget dans les dépenses d'exploitation pour 2013. Nous planifions ainsi une croissance modérée de l'EBIT vu que le contexte économique reste très instable.

Le succès au rendez-vous lors de l'IRISLink 2013 et lancement de produits réussi

En février 2013, I.R.I.S. a tenu son événement annuel IRISLink 2013 et a accueilli plus de 900 participants à Louvain-La-Neuve. A cette occasion, I.R.I.S. a dévoilé un plusieurs nouveaux produits et de nouvelles solutions. Ces nouvelles solutions contribueront à l'évolution des affaires d'I.R.I.S. en 2013.

Offre publique d'acquisition inconditionnelle de Canon (voir événements postérieurs à la clôture)

L'Offre Publique d'Acquisition de Canon devenue inconditionnelle représente une étape importante dans la relation étroite entre Canon et I.R.I.S. Group, Canon mettant l'accent sur l'accélération de la croissance de ses solutions et services professionnels.

Canon bénéficiait déjà d'une alliance stratégique étroite avec I.R.I.S. Group, développée au fil des années, qui a été renforcé en juillet 2009 lors de l'acquisition par Canon d'une participation de 17% dans la société. L'entrée d'I.R.I.S. Group dans le groupe Canon permettra aux deux sociétés de coopérer plus étroitement en développant une gamme de solutions technologiques leur permettant de mieux répondre aux exigences de leurs clients dans l'environnement professionnel.

Le management d'I.R.I.S. considère que la société est sur un marché porteur et en croissance, analyse confirmée par de nombreuses sources et analyses externes. Le management est donc convaincu de la possibilité de saisir une partie de ce marché pour renouer avec une croissance importante du chiffre d'affaires et de la rentabilité. Le groupe maintient donc ses initiatives stratégiques et en particulier sa politique d'investissements en R&D et ses efforts en matière d'innovation pour permettre d'améliorer et d'élargir constamment la gamme et la qualité des produits et services offerts, et de s'ouvrir de nouveaux marchés. Le management estime que l'entrée dans le groupe Canon devrait également apporter de nouvelles opportunités.

Le management d'I.R.I.S. est donc confiant dans les perspectives d'avenir et de croissance profitable de la société.

Acquisition d'actions propres

Programme de rachat d'actions propres

Le conseil d'administration du 21 mars 2012 a approuvé un programme de rachat d'actions propres dont les caractéristiques sont les suivantes :

- L'objectif du plan est de réduire le nombre d'actions en circulation afin d'augmenter par voie de conséquence la rémunération des actionnaires, et à titre subsidiaire de disposer d'actions dans le cadre des plans de stock option
- Le programme est approuvé pour une période allant du 23 mars 2012 au 8 octobre 2014 et un nombre maximum de 150.000 actions d'I.R.I.S. Group SA, ou un montant maximum de €4.500.000
- Les actions acquises au cours d'une séance ne dépasseront pas 25% du volume de transactions quotidien moyen portant sur l'action à Euronext Bruxelles pendant les 20 séances précédant la date de chaque rachat.
- Cadre réglementaire : le programme sera mis en œuvre conformément aux articles 205 à 208 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés, et à l'arrêté royal du 5 mars 2006 relatif aux abus de marché ainsi qu'au Règlement (CE) 2273/2003 du 22 décembre 2003 (en ce qui concerne les dérogations prévues pour les programmes de rachat d'actions).

Acquisition et cessions d'actions propres au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice 2012, I.R.I.S. Group SA n'a revendu aucune action propre mais en a acquis 25.535 dans le cadre du plan de rachat d'action propre pour un montant de €761.125. Au 31 décembre 2012, la société détenait 30.615 actions propres pour une valeur d'acquisition de €837.107.

Notons que la filiale I.R.I.S. Solutions & Experts a acquis 2.267 actions I.R.I.S. Group pour un montant de €58.924, en a cédé 2.696 pour une valeur de €62.500, dans le cadre de regroupements d'entreprises, et détenait 18.677 actions I.R.I.S. Group au 31 décembre 2012, pour une valeur de €279.677.

Les actions propres sont valorisées au coût d'acquisition.

Ces actions propres ont toutes été apportées pendant la première période d'ouverture de l'offre publique d'achat de canon (en 2013)

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'acquisition

Conformément aux prescriptions de l'article 34 de l'AR du 14 Novembre 2007, nous exposons ci-après les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'acquisition :

- En matière de pouvoir de l'organe d'administration :

L'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 2009 a renouvelé et étendu, pour une durée de cinq ans à partir du 8 octobre 2009 et jusqu'au 8 octobre 2014, l'autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital social souscrit à concurrence de €38.000.000. Une telle autorisation vaut pour des augmentations de capital tant par apport en numéraire que par apport en nature, sous réserve des restrictions légales, ou par incorporation de réserves, avec ou sans prime d'émission, avec ou sans émission de titres nouveaux, avec ou sans droit de vote, par une émission publique ou privée et pour des émissions d'obligations convertibles en actions, d'obligations remboursables en actions, de droits de souscription (attachés ou non à d'autres titres) ou d'autres valeurs ou d'autres valeurs mobilières pouvant donner droit à terme à des actions de la société. Dans le cadre de cette autorisation, le conseil d'administration a procédé par acte dressé le 14 octobre 2011 à l'émission de 35.000 warrants en faveur du personnel de la société ou de ses filiales et a procédé à une augmentation de capital de €1.268.050 sous condition suspensive de l'exercice des warrants et de la constatation par le conseil d'administration de l'augmentation de capital qui en résultera. Au 31 décembre 2012, le capital autorisé non utilisé est de €36.731.950.

Le conseil est expressément habilité à procéder, pendant les trois ans qui suivent l'assemblée générale du 15 décembre 2011 ou, en cas de report, du 9 janvier 2012, à des augmentations de capital, en une ou plusieurs fois, à partir de la date de la notification faite par l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition la visant, par apport en numéraire, avec limitation ou suppression du droit de préférence des actionnaires et ceci aussi en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, membres ou non du personnel de la société ou de ses filiales, ou par apport en nature conformément aux dispositions légales en la matière. Dans cette hypothèse, le conseil d'administration peut également créer des titres représentatifs ou non du capital, conférant le droit de vote, ainsi que des titres donnant droit à la souscription de tels titres ou à l'acquisition de tels titres, si lesdits titres ou droits ne sont pas offerts par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

- En matière de restriction de l'exercice du droit de vote :

L'article 24 des statuts fixait qu'aucun actionnaire ne pouvait participer au vote a l'assemblée générale pour plus de dix (10) pour cent du nombre de droits de vote conférés à l'ensemble des titres émis par la société, représentatifs ou non du capital ; les statuts fixaient également les modalités de calcul de ce pourcentage.

Il a été Proposé à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 novembre 2012 de supprimer l'article 24, second paragraphe des Statuts de la Société, à condition que l'offre publique d'acquisition volontaire et conditionnelle en espèces (*l'Offre*) de Canon Europa N.V. (*l'Offrant*) sur tous les actions, warrants et stock options émis par la Société soit devenue inconditionnelle conformément aux termes et conditions de l'Offre tels que décrits dans le prospectus relatif à

l'Offre (disponible en français et en anglais sur le site web de la Société sur www.iriscorporate.com (home>investisseurs)) (le *Prospectus*).

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 novembre 2011 a pris la résolution suivante :

A condition que l'Offre soit devenue inconditionnelle conformément aux termes et conditions de l'Offre tels que décrits dans le Chapitre 6.2 ("*Conditions de l'Offre*") du Prospectus, l'Article 24, second paragraphe des Statuts, qui se lit actuellement comme suit :

> "*Cependant, aucun actionnaire ne peut participer au vote à l'assemblée générale pour plus de dix (10) pour cent du nombre de droits de vote conférés à l'ensemble des titres émis par la société, représentatifs ou non du capital. Pour le calcul de ce seuil de dix (10) pour cent, les titres détenus par des actionnaires agissant de concert ou en tant qu'intermédiaires d'autres actionnaires ou encore les titres détenus par des actionnaires liés entre eux par toute forme d'accord relatif à l'exercice du droit de vote doivent être additionnés. De même, les actionnaires qui sont considérés comme des "sociétés liées à une société", "personnes liées à une personne" , "sociétés associées" ou "sociétés avec lesquelles il existe un lien de participation" au sens des articles 11 à 14 du code des sociétés ne peuvent pas participer ensemble au vote à l'assemblée générale pour plus de dix (10) pour cent du nombre de droits de vote conférés à l'ensemble des titres émis par la société, représentatifs ou non du capital. Les porteurs d'obligations, titulaires d'un droit de souscription ou de certificats émis avec la collaboration de la société peuvent assister aux assemblées générales, mais avec voix consultative seulement.*"

est supprimé.

- En matière d'accords importants auxquels l'émetteur est partie et qui prennent effet, sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de l'émetteur à la suite d'une offre publique d'acquisition : la société a émis plusieurs plans de Stock Options dont l'exercice pourrait être anticipé en cas de changement de contrôle.

- En matière de règles applicables à la nomination et au remplacement des membres de l'organe d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de l'émetteur : l'article 7 paragraphe 4 des statuts fixe que sauf les exceptions prévues à l'article 545 du code des sociétés, nul ne peut prendre part au vote à l'assemblée générale pour un nombre de voix supérieur à celui afférent aux actions dont il a, conformément aux paragraphes de cet article 7, déclaré la possession, quarante-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Utilisation du capital autorisé

L'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 2009 a renouvelé et étendu, pour une durée de cinq ans à partir du 8 octobre 2009 et jusqu'au 8 octobre 2014, l'autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital social souscrit à concurrence de €38.000.000. Une telle autorisation vaut pour des augmentations de capital tant par apport en numéraire que par apport en nature, sous réserve des restrictions légales, ou par incorporation de réserves, avec ou sans prime d'émission, avec ou sans émission de titres nouveaux, avec ou sans droit de vote, par une émission publique ou privée et pour des émissions d'obligations convertibles en actions, d'obligations remboursables en actions, de droits de souscription (attachés ou non à d'autres titres) ou d'autres valeurs ou d'autres valeurs mobilières pouvant donner droit à terme à des actions de la société. Dans le cadre de cette autorisation, le conseil d'administration a procédé par acte dressé le 14 octobre 2011 à l'émission de 35.000 warrants en faveur du personnel de la société ou de ses filiales et a procédé à une augmentation de capital de €1.268.050 sous condition suspensive de l'exercice des warrants et de la constatation par le conseil d'administration de l'augmentation de capital qui en résultera. Au 31 décembre 2012, le capital autorisé non utilisé est de €36.731.950.

Succursales à l'étranger

L'activité du groupe à l'étranger étant organisée au sein de sociétés filiales à part entière, notre société ne dispose d'aucune succursale à l'étranger.

Proposition de paiement d'un dividende

Il est proposé de ne pas attribuer de dividende au titre de l'exercice 2012.

Déclaration de gouvernement d'entreprise

La présente déclaration de gouvernance s'inscrit dans le cadre des dispositions du code belge de gouvernance d'entreprise 2009 (« Code 2009 ») ainsi que de la loi du 6 avril 2010 modifiant le code des sociétés.
Le conseil d'Administration déclare qu'à sa connaissance sa pratique de gouvernance d'entreprise est conforme aux principes et lignes de conduite du Code 2009, à l'exception de ce qui est précisé ci-après.
La charte de gouvernance d'entreprise décrit les aspects principaux de la gouvernance d'entreprise du groupe. Les dispositions de la charte de gouvernance d'I.R.I.S. visent à mettre en place un niveau élevé de transparence en matière de gouvernance d'entreprise. La transparence résulte de la publication d'informations dans deux documents différents : la Charte de gouvernance d'entreprise disponible sur le site internet de la société (http://www.iriscorporate.com/c2-33-17/I-R-I-S----Corporate-governance.aspx), et le chapitre de gouvernance d'entreprise dans le rapport annuel.

Le Code 2009 auquel la société se conforme est disponible sur :

http://www.corporategovernancecommittee.be/library/documents/final%20code/CorporateGovFRCode2009.pdf.

La Charte de gouvernance d'entreprise décrit les principaux aspects de la gouvernance d'entreprise d'I.R.I.S. Group. Elle sera mise à jour régulièrement, car la société adapte sa structure de gouvernance d'entreprise à l'évolution de ses besoins. Elle a été adoptée par le Conseil d'Administration du 17 mars 2006, modifiée par le Conseil d'Administration du 28 janvier 2008 et modifiée à nouveau par le Conseil d'Administration du 1er avril 2011. Dans cette Charte, I.R.I.S. déroge au code 2009 sur les points suivants :

- Le Code Belge de Gouvernance d'Entreprise recommande une séparation nette des responsabilités entre la conduite du conseil d'administration et la conduite des activités opérationnelles de la société, en conseillant notamment :

    - que la même personne ne peut pas exercer à la fois la présidence du conseil d'administration et la fonction de Chief Executive Officer (CEO)

    - que la répartition des responsabilités entre le président du conseil d'administration et le CEO soit clairement établie, mise par écrit et approuvée par le conseil d'administration

    - le président établisse des relations étroites avec le CEO en lui apportant soutien et conseil, dans le respect des responsabilités exécutives de ce dernier.

  Etant donné la volonté de la société, eu égard à sa taille actuelle et à la personnalité de son fondateur, de maintenir un lien très étroit entre la conduite du conseil d'administration et celle des affaires, le fondateur de la société peut exercer à la fois la présidence du conseil d'administration et la fonction de Chief Executive Officer (CEO).

- Le code 2009 préconise que le conseil d'administration nomme son président sur la base de ses connaissances, de ses compétences, de son expérience et de ses aptitudes de médiation. Si le conseil d'administration envisage de nommer le précédent CEO comme président, il considère avec circonspection les aspects positifs et négatifs d'une telle décision et publie dans la Déclaration de Gouvernance d'Entreprise les raisons pour lesquelles cette nomination est conforme aux meilleurs intérêts de la société.

  Dans le cas d'I.R.I.S., cette recommandation n'est pas suivie étant donné la volonté de la société, eu égard à sa taille actuelle et à la personnalité de son fondateur, de maintenir un lien très étroit entre la conduite du conseil d'administration et celle des affaires : le fondateur de la société peut exercer à la fois la présidence du conseil d'administration et la fonction de Chief Executive Officer (CEO).

- Le Code Belge de Gouvernement d'Entreprise recommande la mise en place d'une fonction d'audit interne indépendante, dont les ressources et les compétences sont adaptées à la nature, à la taille et à la complexité de la société. Si la société n'a pas de fonction d'audit interne, la nécessité d'en créer une est évaluée au moins annuellement.

  Eu égard à la taille et au niveau de complexité de la société, le CFO assure les fonctions de contrôle interne.

- Le Code 2009 recommande que le comité de nomination et de rémunération se réunisse au moins deux fois par an.

  Eu égard à la volonté de la société de limiter le nombre d'administrateurs dans un souci d'efficacité, et donc au faible nombre de nominations et de modifications de rémunérations à prévoir, le comité de nomination et de rémunération se réunit au moins une fois par an.

- Le Code 2009 recommande que le comité d'audit se réunisse au moins quatre fois par an.
  Eu égard au fait que la société publie ses comptes chaque semestre et non chaque trimestre, le comité d'audit se réunit au moins deux fois par an.

- Le Code 2009 préconise que les administrateurs non exécutifs procèdent à l'évaluation régulière, de préférence au moins une fois par an, de leur interaction avec le management exécutif ; à cet effet, ils se réunissent au moins une fois par an sans la présence du CEO et des autres administrateurs exécutifs.

  Afin d'aligner ce processus sur l'évaluation périodique du Conseil, cette évaluation se fera au moins une fois tous les trois ans.

- Le Code 2009 recommande qu'en principe, les actions ne peuvent pas être attribuées définitivement et les options ne peuvent pas être exercées moins de trois ans après leur attribution.

  Eu égard à la taille et aux conséquences éventuelles d'une acquisition de la société sur sa structure managériale, les plans d'options peuvent comprendre une clause prévoyant l'exercice possible de ces options, sans délai, en cas de lancement d'une offre publique d'achat sur la société.

Analyse et gestion des risques et incertitudes

Comme toute société qui évolue dans un marché compétitif, I.R.I.S. fait face à des risques généraux de marché.

En particulier:

- La faible croissance économique dans nos marchés domestiques: I.R.I.S. réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires sur le territoire européen et aux USA,
- La concurrence croissante : le mûrissement du marché entraîne une concentration du secteur autour de quelques acteurs dominants, dont I.R.I.S., et un durcissement de la concurrence sur le plan international,
- L'évolution de la technologie : l'évolution des produits et des services est un souci constant, afin de rester à la pointe de la connaissance et des attentes des clients les plus exigeants.

En matière de propriété intellectuelle, la présence et la croissance d'I.R.I.S. sur le marché américain en font une cible potentielle d'attaques par des sociétés spécialisées dans le dépôt de brevets très généraux et souvent non valables. Le but de ces sociétés est généralement d'obtenir une transaction amiable évitant à l'entreprise attaquée d'exposer des frais de défense bien plus élevés. D'autre part, la politique d'I.R.I.S. est de ne pas déposer systématiquement de brevets pour les avancées technologiques réalisées, pour éviter de rendre publics l'ensemble des secrets de réalisation alors même qu'il serait extrêmement compliqué et coûteux de démontrer la contrefaçon en matière de propriété intellectuelle pour un logiciel informatique. Le nombre de dépôts de brevets est cependant en augmentation depuis ces 3 dernières années.

Les engagements contractuels tels la vente de projets au forfait peuvent éventuellement mener à des dépassements entrainant une perte financière pour le Groupe.

En matière financière, la société n'a pas utilisé d'instruments financiers pour couvrir les risques inhérents aux activités.

Risque de change

La présence d'I.R.I.S. Group aux Etats-Unis et les relations commerciales (ventes ou approvisionnements) avec les pays asiatiques ou à l'international font exister un risque de change en dollar américain.

Certains écarts de conversion naissent d'opérations purement comptables (conversion des filiales étrangères, élimination des soldes inter-compagnies et des opérations réciproques en devises) et ne concernent pas des gains ou perte réalisés. Il a très peu de marge de manœuvre pour les écarts de conversion de ce type. C'est pourquoi I.R.I.S. Group met en paiement régulièrement les soldes intragroupes en devises afin de minimiser les écarts de conversion.

Pour les opérations « réalisées » (transactions de vente ou d'achat et paiement en dollar), nous tentons de réduire au maximum le risque de change :

- en équilibrant nos volumes de vente et d'achat en dollar
- en prenant une position bilantaire de couverture en dollar (emprunt ou placement en dollar contre respectivement placement ou emprunt en euro) lorsque nécessaire
- en suivant régulièrement l'évolution du dollar et les prévisions financières, dans le but de réaliser nos positions en dollar au taux le plus favorable
- au moyen d'opérations de couverture, si nécessaire.

En matière de risque de change, le risque lié à l'exposition croissante au dollar américain ne peut être totalement couvert.

Risque de taux d'intérêt

Les crédits d'investissement sont soit à taux variable convertible à taux fixe soit à des taux fixes favorables. Les conditions de marge et de coûts fixes pour les facilités de crédit ont été négociées aux meilleures conditions. Vu le niveau d'endettement, le risque nominal reste faible.

Risque de crédit

En matière de risque de crédit, le Groupe peut être exposé à un risque de contrepartie lié aux :

- Activités opérationnelles :

Les ventes au grand public sont réalisées par le biais de notre site internet et payées anticipativement par carte de crédit, les ventes aux distributeurs agréés sont réalisées en prépaiement ou avec un délai de paiement correspondant à un historique de relations commerciales, et des limites de crédit sont mises en place pour réduire le risque. Par contre, il faut noter que certains distributeurs bénéficient d'une garantie de retour ou de reprise des produits par I.R.I.S. Quant aux ventes aux entreprises et administrations, la diversité, la taille et la qualité des clients (banque, assurances, distribution, industrie, administrations et secteur public, organisations internationales) diversifient le risque de perte même si les délais de paiement peuvent être assez longs. La majorité des clients sont des grands comptes, de renommée et pour lesquels le risque crédit est faible.

I.R.I.S. apporte depuis toujours une attention particulière au risque de crédit et au risque de contrepartie. Le groupe a mis en place des procédures de suivi et de gestion du risque client et des procédures de paiements et de recouvrement adaptées aux spécificités des contreparties (entreprises privées, entreprises publiques, organisations internationales, particuliers). La période de crise a intensifié les efforts permanents que nous menons dans la gestion de ce risque et au suivi des créances clients.

- Activités de placement :

I.R.I.S. n'entend pas prendre de risques en matière de placements de trésorerie : l'ensemble des placements est effectué en produits garantissant le capital à 100% et rémunérant un intérêt garanti minimum. Le groupe a également comme politique de diversifier ses placements auprès de différents partenaires financiers. L'apparition au quatrième trimestre

2008 de la crise de liquidité des banques et du risque de défaillance de certaines a conforté le groupe dans sa politique très prudente. L'ensemble des placements consiste à fin 2012 en des placements à court terme sûrs et très liquides. Le groupe intensifie également sa politique de gestion de trésorerie centralisée.

Risque de liquidité

La position de trésorerie nette est excédentaire et la volonté de la société est de maintenir un niveau de trésorerie et des facilités de crédit non résiliables permettant de faire face à un manque de rentrées correspondant à quelques mois d'activité. Le groupe dispose donc de facilités de crédit largement adaptées à sa taille, à ses besoins et aux échéances auxquelles il aurait à faire face. C'est également dans cette optique que le groupe a contracté de nouveau crédits d'investissement à taux fixe pour financer ou refinancer ses investissements et acquisitions et maintenir un niveau important de réserve de trésorerie. La politique de financement s'appuie également sur les principes de gestion centralisée au sein de la maison-mère et de diversification des financements auprès des différents partenaires financiers.

Risque sur les participations financières de I.R.I.S. Group SA
Sur le plan statutaire, le Conseil d'administration a examiné l'écart de valeurs entre la valeur de ses immobilisations financières et les fonds propres sous-jacents de ces participations financières. Compte tenu des perspectives de développement futur, le Conseil d'administration n'a pas identifié de sources de moins-values durables sur ces participations financières.

Description des principales caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de la société dans le cadre du processus d'établissement de l'information financière

Les principales caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de la Société dans le cadre du processus d'établissement de l'information financière sont définies à la lumière des objectifs de la Société, de son mode de fonctionnement, de sa taille et, enfin, des règles d'éthique et d'intégrité qu'elle s'impose.

En particulier, le conseil d'administration a défini et modifié à plusieurs reprises les différents règlements d'ordre intérieur du conseil d'administration et des différents comités. Ces règlements sont disponibles sur le site web de la société et contribuent à créer un environnement de contrôle adapté.

La société entend poursuivre sa croissance sur le plan géographique, sur le plan de l'expansion du portefeuille technologique tout en améliorant sa rentabilité et en conservant une assise financière très saine, ce qui implique sans aucun doute une attitude prudente afin d'en assurer sa pérennité. En conséquence, le processus de gestion de risques est centralisé dans de multiples matières. A titre d'exemple, la société traite de façon centralisée les obligations légales et réglementaires en matière d'information financière, l'impact éventuel des changements dans les principes comptables, les autres programmes de gestion des risques tels les couvertures d'assurance, la gestion des placements de trésorerie, en conformité avec une politique de limitation des risques qui a fait l'objet d'une approbation par le conseil d'administration, l'endettement financier, la politique de R&D de la société, la gestion des litiges significatifs, la gestion des impôts et taxes, les opérations sur le capital de la société consolidante et de toutes ses filiales, les conditions générales de vente (Terms & Conditions), la cession d'actifs importants de la société.

Les activités de contrôle périodique sont assurées par de multiples moyens dont les nombreux contacts formels et informels du management exécutif avec les directeurs opérationnels, les travaux d'audit internes ad-hoc menés par la direction financière qui visent à s'assurer de l'application des normes et procédures en vue de maîtriser les risques, les analyses effectuées par le management exécutif, les analyses effectuées par les responsables fonctionnels ou opérationnels, le traitement centralisé des données du reporting financier, le traitement centralisé des retraitements de consolidation, les contrôles effectués par la cellule financière centrale, la centralisation de certaines tâches de traitement des risques susmentionnés ou encore la séparation des tâches (telle l'administration des ventes). Ces activités de contrôle sont complétées par le travail de l'auditeur externe.

En terme de fonctionnement, chaque organe intervient à différents niveaux dans le processus décisionnel et dans l'exécution des décisions prises, chaque rôle est définit au mieux afin d'optimiser le fonctionnement de la société. L'information de l'organe de gestion est assurée au moyen de nombreux systèmes et processus de contrôle mis en place au travers du management.

La société continue par exemple la mise en place de différents outils de gestion et de pilotage communs qu'elle a commencé il y a quelques années dont:

- Un outil centralisé de gestion des contacts clients (CRM)
- Un ERP comptable unique
- Un outil commun de gestion des projets
- Un reporting financier centralisé

Ces outils permettent d'avoir une approche unique en ce qui concerne l'analyse des données de gestion. Ils sont mis en place dans les business units les plus importantes et étendus progressivement à tout le groupe. Ils permettent d'obtenir une information périodique consistante qui est transmise à l'organe de gestion. Eu égard à ces objectifs à ces spécificités mais aussi à son mode de fonctionnement, les systèmes de contrôle interne donnent lieu à une identification et à une évaluation des risques par le conseil d'administration, les membres du comité d'audit ou enfin le management. Ils font l'objet d'un suivi ponctuel et le cas échéant donne lieu à des actions de remédiation. Les risques sont évalués par le management exécutif et sont transmis au comité d'Audit et au Conseil d'administration où ils sont discutés. L'auditeur externe complète les travaux de contrôle interne qui sont réalisés par le management.

En terme de pilotage, la notion de maîtrise des risques et de contrôle interne fait partie intégrante de la culture d'entreprise notamment dans le cadre des procédures mises en place de délégation de pouvoirs, de suivi des indicateur-clés, de revue des écarts entre le budget et le réalisé, de mise en place d'outils de gestion dans les différentes business units du groupe, etc.

Structure de l'actionnariat telle qu'elle ressort des déclarations de transparence que la société a reçues

Dénominateur : 1 865 072 titres
Notifications reçues depuis le 1er septembre 2008 jusqu'au 10 avril 2013 :

Date de notification	Détenteurs de droits de vote	Nombre de droits de vote attachés à des titres	Nombre d'instruments financiers assimilés
17/10/2008	Albert Frère	0	
17/10/2008	Cie Nationale à Portefeuille	112.395	
27/10/2008	Pierre De Muelenaere	119.113	8500
27/10/2008	Baillie Gifford & co	27.896	
27/10/2008	Baillie Gifford Overseas Limited	57.114	
31/10/2008	Sofinim NV	112.395	
31/10/2008	Ackermans & Van Haaren NV	1.895	
31/10/2008	Stichting Administratiekantoor 'Het Torentje'	0	
31/10/2008	Raynive SA	81.446	
31/10/2008	Dumondal sc	0	
02/07/2009	FIN.CO	62.398	
02/07/2009	WALUFIN SA	0	
17/07/2009	Albert Frère	0	
17/07/2009	Cie Nationale à Portefeuille	0	
22/07/2009	Canon Europa NV*	314.790	
22/07/2009	Canon Inc.*	-	

22/07/2009	Pierre de Muelenaere*	47.645	8.500
22/07/2009	Etienne Van de Kerckhove*	6.360	8.500
23/07/2009	Sofinim NV	-	
23/07/2009	Ackermans & Van Haaren NV	1.895	
23/07/2009	Stichting Administratiekantoor 'Het Torentje'	-	
07/12/2011	Baillie Gifford & co	0	
07/12/2011	Baillie Gifford Overseas Limited	55.733	
10/10/2012	Oddo Asset Management	58.582	
28/03/2013	Oddo Asset Management	1.334	0
28/03/2013	FIN.CO	0	0
03/04/2013	Canon Europa NV*	1.698.237	-
03/04/2013	Canon Inc.*	-	-
03/04/2013	I.R.I.S. GROUP.*	-	-
03/04/2013	Pierre de Muelenaere*	0	8.500
03/04/2013	Etienne Van de Kerckhove*	0	8.500

*Agissant de concert

Récapitulatif des droits de vote

Total du capital (Eur)	38.774.902
Nombre total de titres conférant le droit de vote	1.865.072
Nombre total de droits de vote (= dénominateur)	1.865.072
Nombre total d'obligations convertibles en titres conférant le droit de vote	0
Nombre total de droits à la souscription de titres conférant le droit de vote non encore émis (warrants)	45.000
Nombre total de droits de vote qui résulterait de l'exercice de ces droits de conversion ou de souscription	45.000
Nombre total d'actions sans droit de vote	0

Composition et mode de fonctionnement des organes d'administration et de leurs comités ; Caractéristiques du processus d'évaluation du conseil d'administration, de ses comités et de ses administrateurs individuels.

Composition du conseil d'administration

La composition du conseil d'administration garantit que les décisions soient prises dans l'intérêt social. Cette composition est basée sur la mixité des genres, et la diversité en général, ainsi que sur la complémentarité de compétences, d'expériences et de connaissances. Le conseil d'administration est suffisamment restreint pour permettre la prise efficace de décisions. Il est suffisamment étoffé pour que ses membres y apportent l'expérience et la connaissance de différents domaines et que les changements dans sa composition soient gérés sans perturbation. Aucun administrateur individuel ou groupe d'administrateurs ne peut dominer la prise de décisions dans le conseil d'administration. Aucun membre individuel ne peut avoir de pouvoirs décisionnels excessifs. La moitié au moins du conseil d'administration est constituée d'administrateurs non exécutifs. Au moins trois d'entre eux sont indépendants au sens des critères repris dans la charte de gouvernance d'I.R.I.S. Au 31/12/2012, le conseil se compose des administrateurs suivants :

Pierre De Muelenaere, Président et CEO
Etienne Van de Kerckhove, CEO
Michel Claus, administrateur indépendant au sens de la charte de gouvernance du Groupe
Gérard Constant, administrateur indépendant au sens de la charte de gouvernance du Groupe
Pierre Sonveaux, administrateur indépendant au sens de la charte de gouvernance du Groupe
Jean-Louis Grégoire
Thierry Marchandise

Fonctionnement du conseil d'administration

Le président établit l'ordre du jour des réunions après avoir consulté le CEO et veille à ce que les procédures relatives à la préparation, aux délibérations, aux prises de décisions et à leur mise en œuvre soient appliquées correctement. L'ordre du jour reprend les sujets à aborder et précise s'ils le sont à titre d'information, en vue d'une délibération ou d'une prise de décision. Le président veille à ce que les administrateurs reçoivent en temps utile des informations précises avant les réunions et, au besoin, entre celles-ci. Pour ce qui concerne le conseil d'administration, la même information est communiquée à tous les administrateurs. Le président veille à ce que tous les administrateurs puissent contribuer aux discussions du conseil d'administration en toute connaissance de cause et à ce que le conseil d'administration dispose d'un temps de réflexion et de discussion suffisant avant la prise de décisions. Les administrateurs ont accès à des conseils professionnels indépendants aux frais de la société, dans le respect de la procédure fixée en la matière par le conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunit suffisamment fréquemment pour exercer efficacement ses obligations. La société peut organiser, si nécessaire, des réunions du conseil d'administration et de ses comités via des supports vidéo, téléphoniques ou internet. Le nombre des réunions du conseil d'administration et de ses comités ainsi que le taux individuel de présence des administrateurs sont publiés dans le chapitre de gouvernance d'entreprise du rapport annuel. Le conseil d'administration nomme un secrétaire général chargé de le conseiller en matière de gouvernance.

Evaluation du conseil d'administration

Sous la direction de son président, le conseil d'administration évalue au moins tous les trois ans sa taille, sa composition, son fonctionnement et celles de ses comités ainsi que son interaction avec le management exécutif. Le Conseil d'administration ayant été remanié en juillet 2009, il procédera à cette évaluation dans les 3 ans suivant cette date ou plus tôt si les circonstances le requièrent

Comités spécialisés au sein du conseil d'administration

Le conseil d'administration constitue :

Un Comité d'audit

Le comité d'audit est composé de trois administrateurs non exécutifs dont au moins un est indépendant au sens du Code des sociétés, et est compétent en matière de comptabilité et d'audit.

Un comité de nomination et de rémunération

Le comité de nomination et de rémunération est composé exclusivement d'administrateurs non exécutifs. La majorité de ses membres sont indépendants.

Ces comités réexaminent au moins tous les trois ans leur règlements d'ordre intérieur, évaluent leur propre efficacité et recommandent au conseil d'administration les ajustements nécessaires.

Le management exécutif

Le conseil d'administration confie le management exécutif aux CEO, avec tous les pouvoirs nécessaires pour lui permettre d'assumer ses responsabilités et obligations. Les CEO doivent avoir une marge de manœuvre suffisante pour proposer et mettre en place la stratégie de la société en tenant compte de ses valeurs, du niveau de risques qu'elle accepte de prendre et de ses politiques clés.

Les CEO peuvent constituer des comités au sein de la société pour les aider à préparer des décisions stratégiques et pour leur rapporter quant à l'exécution et au contrôle des opérations :

- Le comité stratégique aide les CEO à préparer leurs décisions stratégiques pour le groupe, sur base de toutes les informations opérationnelles et financières nécessaires. Le comité stratégique n'est pas un comité décisionnel ;

- Dans chaque division, des comités discutent des sujets opérationnels importants relatifs à la division concernée, rapportent sur l'exécution et sur le contrôle des opérations et aident les CEO à préparer leurs décisions relatives à la division concernée.

Conflits d'intérêts entre les administrateurs et la société

Le Conseil d'administration d'I.R.I.S. Group n'a eu à connaître d'aucune décision donnant lieu à l'application des articles 523 ou 524 du Code des Sociétés.

Indépendance et compétence des membres du Comité d'audit

Conformément à l'article 96 9° du code des sociétés, nous confirmons que l'ensemble des membres constituant le comité d'audit sont indépendants au sens du code belge de gouvernance d'entreprise et justifient de compétences en matière de comptabilité et d'audit acquises lors de leur formation, de leur expérience au sein de cabinets d'audit internationaux, de direction financière et/ou générale dans des groupes internationaux

Rapport de rémunération

Rémunération des administrateurs et managers exécutifs

Etant donné la coexistence, parmi les administrateurs et managers exécutifs, de différents statuts sociaux (travailleur indépendant et/ou travailleur salarié), et pour éviter toute incompréhension, le montant de la rémunération représente le coût total pour la société et comprend donc non seulement la rémunération de base, la rémunération variable (tout bonus relatif à l'exercice faisant l'objet du rapport annuel) et toutes autres composantes de la rémunération, telles que coût de pension, couverture d'assurances, valeur monétaire d'autres avantages en nature, mais aussi le montant des honoraires perçus, des charges patronales des travailleurs salariés, et l'entièreté du coût des véhicules.

Le montant global des rémunérations et autres avantages accordés directement ou indirectement par la société ou toute autre entité appartenant au groupe à charge de l'exercice 2012 atteint :

- Rémunérations et avantages 2012 (coût total pour l'entreprise) des administrateurs-délégués

Montants en €	Rémunération fixe 2012	Rémunération variable	Véhicules de fonction	Autre	Total
Pierre de Muelenaere	253.133	20.000	15.000		288.133
Etienne Van de Kerckhove	131.033				131.033
Total	**404.166**	**0**	**15.000**	**0**	**419.166**

- Options et warrants détenus et/ou attribués aux administrateurs-délégués

Aucun warrant ni aucune option n'ont été attribués au cours de l'exercice 2012. Au 31 décembre 2012, le nombre de warrants ou options détenus atteint :

Nombre d'options et de warrants	**Options**	**Total**
Administrateurs non-exécutifs	0	0
Pierre De Muelenaere	8.500	8.500
Etienne Van de Kerckhove	8.500	8.500
Total	**17.000**	**17.000**

Le prix d'exercice des options et des warrants est de €42,18.

Les administrateurs délégués ne perçoivent pas d'autre rémunération liée aux performances à Long Terme.

- Indemnités de départ

En cas de départ d'un CEO, il est prévu une période de préavis de 12 mois et une indemnité de départ égale à 12 mois de rémunération. Cette durée est justifiée par l'âge, l'ancienneté et les responsabilités des administrateurs exécutifs.

- Principe de rémunération variable - Rémunérations liées aux performances à court terme et à long terme

Une rémunération variable a été mise en place en 2006 pour les administrateurs exécutifs. La politique de cette rémunération variable vise à attribuer une rémunération plafonnée, calculée en fonction d'objectifs de rentabilité nette du Groupe. La rémunération n'est attribuée que si le bénéfice net dépasse un certain seuil par rapport à la marge brute. La rémunération variable pourrait représenter 100% de la rémunération fixe des CEO dans des circonstances de croissance de la rentabilité maximum.

Aucune rémunération variable n'a été due ou versée en 2010, 2011 et 2012 au titre de ce plan.

En 2012, une rémunération variable de €20.000 a été octroyée à Monsieur Pierre De Muelenaere par le comité de rémunération du 7/11/2012.

Les administrateurs délégués ne perçoivent pas d'autre rémunération liée aux performances à long terme.

En cas d'octroi cas de rémunération variable, la société se réserve un droit de recouvrement de la rémunération variable attribuée sur la base d'informations financières erronées.

- Pensions

Les administrateurs délégués ne perçoivent aucun avantage lié aux plans de pension.

- Actions des CEO

Au 31/12/2012, les CEO détenaient les actions suivantes

Pierre de Muelenaere	49.145
Etienne Van de Kerckhove	0

En date du 3/04/2013, les CEO ont déclaré ne plus détenir aucune action I.R.I.S. Group.

Rémunération des administrateurs non-exécutifs

- Les administrateurs non-exécutifs ayant la qualité d'administrateurs indépendants au sens des Lois et du Code belge de gouvernance d'entreprise, Michel Claus, Gérard Constant et Pierre Sonveaux, ont chacun perçu une rémunération de €15.000 en 2012 pour leurs participations aux comités et conseils, soit un coût total de €45.000 pour la société.

- Ils ne perçoivent aucune autre rémunération ni aucun avantage à court terme ou à long terme.

- Les autres administrateurs non exécutifs ne perçoivent pas de rémunérations ou avantages à court terme et à long terme.

- Les administrateurs non exécutifs ne reçoivent ni rémunérations liées aux performances, telles que bonus et formules d'intéressement à long terme, ni avantages en nature ni avantages liés aux plans de pension.

Rémunérations du commissaire

Les honoraires relatifs au mandat de certification des comptes statutaires et consolidés pour l'exercice 2012 s'élèvent à €151.230.

Le commissaire n'a pas réalisé de missions spéciales d'attestation en 2012.

Divers

Le Conseil d'administration n'a pas établi de politique pour les transactions et autres relations contractuelles entre la société, y compris les sociétés liées, et les administrateurs et les managers exécutifs, autres que celles couvertes par les dispositions légales en matière de conflits d'intérêts.
Le Conseil n'a eu à appliquer aucune mesure particulière pour respecter la Directive 2003/6/CE sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché).

Décharge aux administrateurs et au commissaire

Il est proposé d'accorder la décharge aux administrateurs et au commissaire pour leur mandat exercé au cours de l'exercice 2012.

Fait à Louvain-la-Neuve, le 16 avril 2013, et signé par circularisation.

Pierre De Muelenaere Etienne Van de Kerckhove

Michel Claus Gérard Constant

Jean-Louis Grégoire

Thierry Marchandise

Pierre Sonveaux

Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs exécutifs		Echéance des mandats	Présences
Pierre De Muelenaere	Président du Conseil & Administrateur-délégué (CEO) *Administrateur de Belgacom SA* *Administrateur de BSB SA* *Administrateur de Parc Pairi Daiza SA* *Administrateur de Guberna ASBL*	19 mai 2015	9/9
Etienne Van de Kerckhove	Administrateur-délégué (CEO) *Administrateur de Evadix SA* *Administrateur de Scabal S.A.* *Administrateur de Belgian Presidents' Organization ASBL* *Executive partner de Es Sence S.P.R.L.*	19 mai 2015	5/9

Administrateurs non-exécutifs		Echéance des mandats	Présences
Michel Claus	Administrateur (depuis le 9 février 2010) *Administrateur de Crown Avenue SA* *Administrateur de Tower Bel SA* *Administrateur de Mc Adam Europe SA* *Administrateur de Elhena SA (Luxembourg)* *Administrateur de Mondial Immo SA*	19 mai 2015	8/9
Gérard Constant	Administrateur *Administrateur de Administrateur Ronveaux SA* *Administrateur de Jucema SA* *Administrateur de Mazymmo SA* *Administrateur du Domaine Constant-Duquesnoy* *Administrateur délégué de Vinicole de la Côte d'Or et du Rhône* *Administrateur de L'Atelier ASBL*	19 mai 2015	9/9
Jean-Louis Grégoire	Administrateur *Directeur Général de G20 YES* *Président non-exécutif de Cabasse SA* *Vice-président de Canon Research France (CAF)*	19 mai 2015	8/9
Thierry Marchandise	Administrateur *Administrateur de Partenaire Bureautique SA*	19 mai 2015	8/9
Pierre Sonveaux	Administrateur *Président de Sonaca SA* *Président du Wan ASBL* *Administrateur-délégué de Wespavia SA* *Administrateur de Pégard Productics SA* *Président de Skywin ASBL*	19 mai 2015	7/9

Administrateurs indépendants au sens du Code Belge sur la Gouvernance d'Entreprise

Michel Claus

Gérard Constant

Pierre Sonveaux

Le Conseil d'Administration s'est réuni neuf fois en 2012. Il a principalement abordé et traité les sujets suivants :

- Arrêté des comptes au 31 décembre 2011, approbation du communiqué annuel, du rapport de gestion et du rapport annuel, proposition de distribution d'un dividende et convocation de l'assemblée générale
- Adoption du budget 2012
- Examen des comptes trimestriels et semestriels, approbation du communiqué semestriel et suivi de la trésorerie
- Suivi des travaux du comité d'Audit
- Mise en place d'un MTP 2012-2014
- Lancement d'un programme de rachat d'actions
- Offre Canon – évaluation –approbation – rédaction d'un mémoire en réponse
- Modification des règles d'amortissement
- Convocation d'une assemblée générale extraordinaire afin de supprimer l'article 24§2 des statuts de la société à condition que l'offre publique d'acquisition conditionnelle de Canon soit devenue inconditionnelle selon les termes du prospectus

COMITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité d'audit	Présences
Pierre Sonveaux, Président	1/2
Michel Claus	2/2
Gérard Constant	2/2

Le Comité d'audit :

- assiste le conseil d'administration dans ses responsabilités en matière d'intégrité de l'information financière de la société, notamment en assurant le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de la société, le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés, l'examen et le suivi de l'indépendance du commissaire ;
- donne un avis au Conseil d'administration sur les éléments suivants proposés par les CEO:
  - les règles d'évaluation des postes du bilan et du compte de résultats
  - les budgets annuels de la société
  - les comptes trimestriels et semestriels
  - les comptes annuels soumis à l'approbation des actionnaires
  - les communiqués trimestriels, semestriels et annuels sur les comptes financiers
- contrôle la qualité des systèmes et émet des recommandations au Conseil d'administration en matière de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise ;
- contrôle la définition, la bonne exécution et la juste rémunération de la mission de contrôle externe confiée aux commissaires (auditeurs externes) et émet des avis au Conseil d'administration ;
- prend avis auprès de tous tiers s'il le juge utile ou nécessaire ;
- donne un avis au Conseil d'administration sur :
  - les conflits d'intérêt potentiels entre les administrateurs et les membres de la direction, et la société
  - les relations financières ou d'intérêt entre les administrateurs, les actionnaires et la société.

En raison de l'attention soutenue apportée par le conseil d'administration lui-même à l'établissement de comptes et de la préparation de ceux-ci, le Comité d'audit ne s'est réuni qu'à deux deux reprises en 2012 et a essentiellement travaillé notamment sur les points suivants :

- Analyse détaillée des comptes au 31 décembre 2011 et rapport du commissaire
- Suivi du processus d'élaboration de l'information financière
- Suivi de l'audit interne et de ses activités
- Suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le commissaire
- Analyse détaillée des comptes au 30 juin 2012 et débriefing de l'audit intérimaire.

Comité de nomination et de rémunération	Présences
Gérard Constant, Président	1/1
Michel Claus	1/1
Thierry Marchandise	1/1

Le Comité de nomination et de rémunération :

- organise le processus de nomination de nouveaux administrateurs et de réélection des administrateurs existants
- organise le processus d'évaluation du Conseil d'administration
- donne un avis au Conseil d'administration sur les éléments suivants proposés par les CEO :
  - les rémunérations, avantages directs et indirects, et contrats éventuels des membres du Comité stratégique
  - l'organigramme de la société, la clarté des structures hiérarchiques et des circuits de décision
- prend avis auprès de tous tiers s'il le juge utile ou nécessaire.

En 2012, il y a eu une réunion du Comité de rémunération, qui a travaillé sur les points suivants :

- Validation de la rémunération variable du management

COMMISSAIRE

ERNST & YOUNG REVISEURS D'ENTREPRISES S.C.C.R.L. Représenté par Marie-Laure Moreau	Echéance du mandat 20 mai 2014

MANAGEMENT EXECUTIF DU GROUPE

Pierre De Muelenaere	Chief Executive Officer (CEO)
Etienne Van de Kerckhove	Chief Executive Officer (CEO)

COMITE STRATEGIQUE

Le comité stratégique aide le CEO à préparer ses décisions stratégiques pour le groupe, sur base de toutes les informations opérationnelles et financières nécessaires. Le comité stratégique n'est pas un comité décisionnel.

Pierre De Muelenaere	Chief Executive Officer (CEO)
Denis Hermesse	Chief Financial Officer (CFO)
Gamal Khaldi	General Manager I.R.I.S. ICT

COMITES DE DIVISION

Dans chaque division, des comités discutent des sujets opérationnels importants relatifs à la division concernée, rapportent sur l'exécution et sur le contrôle des opérations et aident le CEO à préparer ses décisions relatives à la division concernée.

Comité P&T	Comité ECM	Comité ICT	Comité NL-NO
Pierre De Muelenaere	Pierre De Muelenaere	Pierre De Muelenaere	Pierre De Muelenaere
Denis Hermesse	Denis Hermesse	Denis Hermesse	Denis Hermesse
Gamal Khaldi	Gamal Khaldi	Gamal Khaldi	Gamal Khaldi
Bernard de Fabribeckers	Brigitte Niset	Guy De Winne	Pieter Offers
Frank Tiedt	Hans Cromphout	Marc Van Volsom	Jeroen Den Exter
Guenter Hensges	Philippe Ribeiro	Frank Huyge	Dunja Koenders
Olivier Dupont	Patrick Velonis	Xavier Watrin	
Ralf Schroeder	Americo Da Costa		
Yves Halleux	Hugues Delmotte		

Cotation en bourse

Cotation en bourse

L'action I.R.I.S. est cotée sur Nyse Euronext Brussels dans le segment des small Caps.

En 2012, le cours est passé de 25,95 euros à 42,50 euros. La capitalisation boursière au 31 décembre 2012 atteignait 43.398.618 euros.

Le volume journalier moyen était de 2.082 titres/jour, soit une vélocité de 29,4% I.R.I.S. a souscrit un contrat de « liquidity provider » avec la banque Degroof.

United Nations Global Compact

Suite à l'inscription d'I.R.I.S. Group et de sa filiale I..R.I.S. Solutions & Experts au Marché Mondial des Nations Unies (UNGM) en avril 2010, la Business Unit 'International Organization' a souhaité adhérer aux 'Pincipes' du Pacte Mondial considérant qu'il y a là une belle occasion de poursuivre le développemnet du portefeuille clients tout en soutenant les actions des Nations Unies.

En effet, cette charte encourage ses membres à travers le monde à aligner leurs opérations et leurs stratégies sur les projets des Nations Unies, soient-ils sociaux, humanitaires, économiques, scientifiques ou juridiques.

I.R.I.S. Group est enregistré sous le numéro 13847.

Au nom de tous ses collaborateurs, I.R.I.S. est donc fière d'accomplir et respecter les principes énoncés dans le Pacte des Nations Unies :

- les Droits de l'Homme,
- le Travail
- l'Environnement
- la Lutte contre la corruption.

Plus de détails sont disponibles à l'adresse internet suivante : www.unglobalcompact.org

Bienvenue sur le UNGM – Marché mondial des Nations Unies

IRIS GROUP - Etats financiers consolidés 2012

Compte de résultats IFRS

Compte de résultat consolidé IFRS € - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
PRODUITS OPERATIONNELS	**103.802.430**	**126.242.478**	**122.644.337**
Produits des activités ordinaires (note 1)	*99.986.088*	*121.292.320*	*119.488.557*
Production immobilisée (note 2)	*1.817.771*	*3.140.921*	*776.785*
Autres produits opérationnels (note 2)	*1.998.571*	*1.809.237*	*2.378.995*
Charges opérationnelles	**-98.971.798**	**-121.160.890**	**-117.341.879**
Approvisionnements et marchandises (note 3)	*-38.366.468*	*-60.066.350*	*-59.968.888*
Services et biens divers (note 4)	*-22.363.407*	*-21.306.200*	*-18.478.411*
Rémunérations, charges sociales et pensions (note 5)	*-35.217.378*	*-37.073.682*	*-36.200.660*
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations (note 6)	*-2.771.594*	*-2.096.805*	*-1.936.766*
Pertes de valeur sur stocks et créances commerciales (notes 7, 17, 18)	*389.306*	*-442.688*	*-419.912*
Provisions pour risques et charges (notes 7, 25)	*-147.489*	*275.817*	*121.978*
Autres charges opérationnelles (note 8)	*-494.768*	*-450.982*	*-459.220*
RESULTAT OPERATIONNEL (EBIT)	**4.830.632**	**5.081.588**	**5.302.458**
Produits financiers (note 9)	**397.852**	**684.004**	**625.784**
Produits des immobilisations financières	*30.352*	*18.456*	*9.180*
Produits des actifs circulants	*76.925*	*37.771*	*56.799*
Autres produits financiers	*290.575*	*627.777*	*559.805*
Charges financières (note 9)	**-409.320**	**-855.564**	**-814.097**
Charges des dettes	-127.498	-190.380	-255.893
Autres charges financières	-281.822	-665.184	-558.204
RESULTAT FINANCIER NET	**-11.468**	**-171.560**	**-188.313**
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES après résultat financier net	**4.819.164**	**4.910.028**	**5.114.145**
IMPOTS (note 10)	**-1.190.435**	**-1.166.331**	**-1.035.115**
Impôts différés	105.687	1.038.210	566.384
Impôts exigibles	*-1.297.331*	*-2.253.189*	*-1.639.773*
Régularisations d'impôts	*1.209*	*48.648*	*38.274*
RESULTAT DE LA PERIODE	**3.628.729**	**3.743.697**	**4.079.030**
RESULTAT CONSOLIDE	**3.628.729**	**3.743.697**	**4.079.030**
Participations ne donnant pas le contrôle	*0*	*0*	*0*
Propriétaires de la société mère	*3.628.729*	*3.743.697*	*4.079.030*

Résultat de base par action (€) (note 11)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période	*1.824.747*	*1.843.661*	*1.841.064*
Résultat opérationnel (EBIT)/action	*2,65*	*2,76*	*2,88*
Résultat de la période/action	*1,99*	*2,03*	*2,22*

Résultats dilué par action (€) (note 11)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période	*1.824.747*	*1.843.661*	*1.841.064*
Nombre moyen pondéré de warrants dilutifs en circulation pendant la période	*71.492*	*4.164*	*6.585*
Nombre d'actions après dilution	*1.896.238*	*1.847.825*	*1.847.648*
Résultat opérationnel (EBIT)/action	*2,55*	*2,75*	*2,87*
Résultat de la période/action	*1,91*	*2,03*	*2,21*

Etat du résulat global (€)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Résultat de la période	3.628.729	3.743.697	4.079.030
Gain et pertes de conversion	-61.324	49.852	34.834
Résultat global total	**3.567.405**	**3.793.549**	**4.113.864**
Propriétaires de la société mère	3.567.405	3.793.549	4.113.864

Etat de la situation financière consolidée (Bilan)

ACTIF CONSOLIDE IFRS (€)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
ACTIFS NON COURANTS	**51.031.544**	**50.186.442**	**46.881.118**
Immobilisations incorporelles (note 14)	**12.981.562**	**12.112.796**	**9.493.139**
Goodwill (note 13)	**28.546.437**	**28.546.437**	**28.546.437**
Immobilisations corporelles (note 15)	**7.035.202**	**7.286.892**	**7.527.856**
Terrains et constructions	*5.381.403*	*5.708.213*	*5.979.776*
Installations, machines et outillages	*986.575*	*952.336*	*870.338*
Mobilier et matériel roulant	*492.619*	*500.587*	*361.016*
Location-financement et droits similaires	*21.424*	*77.774*	*148.637*
Autres immobilisations corporelles	*117.223*	*47.982*	*150.612*
Immobilisations en cours et acomptes versés	*35.958*	*0*	*17.477*
Autres actifs non courants	**361.849**	**379.171**	**518.477**
Actifs d'impôts différés (note 10 et 16)	**2.106.494**	**1.861.146**	**795.209**
ACTIFS COURANTS	**61.255.554**	**64.561.289**	**81.062.317**
Stocks (note 17)	**2.812.860**	**2.725.173**	**2.636.234**
Approvisionnements	1.429.229	1.337.276	1.085.251
Produits finis	1.060.530	1.056.540	1.430.463
Marchandises	323.101	331.357	120.520
Montants dus par les clients sur les contrats en cours (note 18)	**1.134.832**	**1.183.197**	**1.483.490**
Créances commerciales et autres débiteurs (note 19)	**34.510.567**	**43.562.565**	**63.456.049**
Créances commerciales	*32.245.746*	*39.828.178*	*59.670.690*
Autres créances	*2.264.821*	*3.734.387*	*3.785.359*
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 20)	**20.861.001**	**14.815.520**	**11.013.064**
Placements de trésorerie	3.493.667	126.311	2.777.080
Valeurs disponibles	17.367.334	14.689.209	8.235.984
Autres Actifs courants (note 19)	**1.936.294**	**2.274.834**	**2.473.480**
TOTAL DE L'ACTIF	**112.287.098**	**114.747.731**	**127.943.435**

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS CONSOLIDES IFRS (€)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
CAPITAUX PROPRES	**65.099.754**	**63.487.122**	**60.771.415**
Capital (note 21)	**38.774.902**	**38.774.902**	**38.774.902**
Capital souscrit	*38.774.902*	*38.774.902*	*38.774.902*
Primes d'émission	**6.610**	**6.610**	**6.610**
Réserves consolidées (notes 22 et 23)	**26.379.614**	**24.705.658**	**22.039.803**
Résultat reporté	26.829.939	24.508.017	21.827.352
Capitaux propres - paiements fondés sur des actions	666.459	556.876	486.691
Capitaux propres - actions propres	-1.116.784	-359.235	-274.240
Ecarts de conversion (note 24)	**-61.372**	**-48**	**-49.900**
PASSIFS NON COURANTS	**4.284.613**	**5.405.403**	**7.298.867**
Provisions pour risques et charges (note 25)	**688.944**	**541.455**	**817.272**
Autres risques et charges (note 25)	688.944	541.455	817.272
Impôts différés (note 10)	**2.355.939**	**2.226.719**	**2.200.544**
Dettes non courantes	**1.239.730**	**2.637.229**	**4.281.051**
Pensions et obligations similaires (note 26)	469.590	391.023	418.033
Dettes à plus d'un an (note 27)	770.140	2.246.206	3.863.018
Dettes de location-financement et assimilées	*0*	*22.325*	*55.451*
Etablissement de crédit	*770.140*	*2.223.881*	*3.807.567*
Autres dettes	0	0	0
PASSIFS COURANTS	**42.902.731**	**45.855.206**	**59.873.153**
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année (note 27)	***1.473.384***	***1.595.523***	***1.670.727***
Dettes financières (note 27)	***3.435***	***126***	***68***
Etablissement de crédit	3.435	126	68
Dettes commerciales et autres dettes (note 29)	**34.704.684**	**38.016.693**	**51.905.542**
Dettes commerciales	21.168.831	26.024.371	37.726.993
Montants dus aux clients sur contrats en-cours	315.289	1.380.933	1.169.288
Dettes fiscales, salariales et sociales	8.715.793	9.184.933	9.120.672
Impôts sur le résultat	1.046.666	2.262.401	1.177.552
Autres Impôts	2.000.365	1.204.813	2.582.928
Rémunérations et charges sociales	5.668.762	5.717.719	5.360.192
Autres dettes	4.504.771	1.426.456	3.888.589
Autres passifs courants (note 29)	**6.721.228**	**6.242.864**	**6.296.816**
TOTAL DU PASSIF	**112.287.098**	**114.747.731**	**127.943.435**

Tableau de financement

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE IFRS (€)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Résultat avant impôt	4.819.164	4.910.028	5.114.145
Amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles (note 6)	2.771.594	2.096.805	1.936.766
Pertes de valeur sur stocks et sur créances commerciales (dotations-reprises) (notes 7, 17, 18)	-389.306	442.688	419.912
Provision pour risques et charges (notes 7, 25)	147.489	-275.817	-121.978
Produits des actifs circulants (note 9)	-107.277	-56.227	-65.979
Charges des dettes (note 9)	127.498	190.380	255.893
Capitaux propres - options (note 23)	109.583	70.185	54.486
Cash flow résultant des opérations courantes	**7.478.745**	**7.378.042**	**7.593.245**
Autres actifs non courants	17.322	139.306	2
Stocks et montants dus par les clients sur contrats en cours (notes 17 et 18)	505.164	68.244	-662.772
Créances courantes (note 19)	8.896.818	19.593.906	-23.749.625
Autres actifs courants (note 19)	338.540	198.646	-632.137
Ecarts de conversion (note 24)	-77.978	86.414	101.424
Pensions et obligations similaires (note 26)	78.567	-27.010	37.321
Dettes commerciales (note 29)	-4.855.540	-11.702.622	15.207.425
Montants dus aux clients (note 29)	-1.065.644	211.645	-377.768
Dettes fiscales, salariales et sociales (note 29)	314.145	-776.919	690.884
Autres dettes (note 29)	3.127.212	-1.984.986	1.426.972
Autres passifs courants (note 29)	478.364	-53.952	2.115.068
Impôts payés sur le résultat (note 29)	-2.079.407	-1.363.361	-930.687
Variation du fonds de roulement	**5.677.563**	**4.389.312**	**-6.773.893**
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	**13.156.308**	**11.767.354**	**819.352**
Capital - augmentation	0	0	368.850
Capitaux propres - actions propres (note 22)	-820.049	-147.495	256.932
Dividendes (note 12)	-1.291.948	-1.019.405	-832.885
Divers	-11.697	-1.747	415
Variation des capitaux propres hors résultat	**-2.123.693**	**-1.168.647**	**-206.688**
Dettes financières (note 27)	-1.476.066	-1.616.812	-1.664.858
Intérêts reçus (note 9)	107.277	56.227	65.979
Intérêts payés (note 9)	-127.498	-190.380	-255.893
Variation des capitaux empruntés	**-1.496.287**	**-1.750.965**	**-1.854.772**
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**-3.619.980**	**-2.919.612**	**-2.061.460**
Acquisition de filiale, sous déduction de la trésorerie acquise (note 29)	0	-458.333	-1.856.725
Acquisitions de participations de l'exercice	**0**	**-458.333**	**-1.856.725**
Investissements en immobilisations incorporelles et corporelles (notes 14 et 15)	-3.388.670	-4.475.243	-2.046.131
Investissements d'exploitation	**-3.388.670**	**-4.475.243**	**-2.046.131**
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**-3.388.670**	**-4.933.576**	**-3.902.856**
VARIATION DES RESSOURCES ET UTILISATIONS DE FONDS	**6.147.658**	**3.914.165**	**-5.144.964**
Liquidités et équivalents à l'ouverture de l'exercice (note 20)	13.219.871	9.342.269	14.559.153
Liquidités et équivalents à la clôture de l'exercice (note 20)	19.384.182	13.219.871	9.342.269
Ecarts de conversion	16.653	-36.563	-71.919
VARIATION DE LA TRESORERIE	**-6.147.658**	**-3.914.165**	**5.144.965**

Les informations concernant l'acquisition de filiales, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les facilités de crédit sont détaillées respectivement aux points 13. Goodwill, 20. Trésorerie et équivalents de trésorerie et 27. Emprunts.

Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres consolidés (€)	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Paiements fondés sur des actions	Résultat reporté	Ecarts de conversion	Capitaux propres
1/01/2011	**38.774.902**	**6.610**	**-274.240**	**486.691**	**21.827.352**	**-49.900**	**60.771.415**
Résultat global total de la période					3.743.697	49.852	3.793.549
Cessions/Acquisitions d'actions propres			-84.995				-84.995
Ecarts de conversion sur opérations en devises					59		59
Augmentation de capital							0
Dividende					-1.063.091		-1.063.091
Stock Option plan				70.185			70.185
31/12/2011	**38.774.902**	**6.610**	**-359.235**	**556.876**	**24.508.017**	**-48**	**63.487.122**

Variation des capitaux propres consolidés (€)	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Paiements fondés sur des actions	Résultat reporté	Ecarts de conversion	Capitaux propres
1/01/2012	**38.774.902**	**6.610**	**-359.235**	**556.876**	**24.508.017**	**-48**	**63.487.122**
Résultat global total de la période					3.628.729	-61.324	3.567.405
Cessions/Acquisitions d'actions propres			-757.549				-757.549
Ecarts de conversion sur opérations en devises					-1.257		-1.257
Augmentation de capital							0
Dividende					-1.305.550		-1.305.550
Stock Option plan				109.583			109.583
31/12/2012	**38.774.902**	**6.610**	**-1.116.784**	**666.459**	**26.829.939**	**-61.372**	**65.099.754**

Les capitaux propres consolidés ont augmenté de €1.612.632 entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2012. Cette augmentation provient :

- du résultat global total de la période : €3.567.405
- de la diminution des réserves au titre de distribution de dividende : €-1.305.550
- d'une diminution des capitaux propres suite aux achats et cessions d'actions propres : €-757.549
- de la valorisation des paiements fondés sur des actions: €109.583
- autres : €-1.257

L'année précédente, sur la même période, les capitaux propres consolidés avaient augmenté de €2.715.707 entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2011 sous l'effet:

- du résultat global total de la période : €3.793.549
- de la diminution des réserves au titre de distribution de dividende : €-1.063.091
- d'une diminution des capitaux propres suite aux achats et cessions d'actions propres : €-84.995
- de la valorisation des paiements fondés sur des actions: €70.185
- autres : €59

Commentaires et notes sur les états financiers

Informations sur la société

Image Recognition Integrated Systems Group S.A. (en abrégé I.R.I.S. Group) est une société anonyme de droit belge dont le siège social est situé au Parc Scientifique de Louvain-La-Neuve, Rue du Bosquet 10, B-1435 Mont-Saint-Guibert. Son numéro d'entreprise est le BE 0448.040.624. La société est cotée sur NYSE Euronext Brussels.

Le conseil d'administration déclare, qu'à sa meilleure connaissance, les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2012, établis conformément aux normes internationales d'information financière ("IFRS"), donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe I.R.I.S. et des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport financier contient un exposé fidèle sur les événements importants et les principales transactions avec les parties liées et sur leur incidence sur le jeu d'états financiers, sur l'ensemble des informations qui doivent y figurer, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes.

Le Conseil d'Administration de I.R.I.S. Group est composé (au 16 avril 2013) de Pierre De Muelenaere, Président du Conseil d'Administration et Administrateur-délégué, Etienne Van de Kerckhove, Administrateur-délégué, Pierre Sonveaux, Administrateur, Gérard Constant, Administrateur, Jean-Louis Grégoire, Administrateur, Thierry Marchandise, Administrateur et Michel Claus, Administrateur.

La **mission d'I.R.I.S**. est d'augmenter la productivité et les connaissances de ses clients en les aidant à mieux gérer leurs documents, données et informations.

I.R.I.S. Products & Technologies développe des technologies et des produits dans le domaine de la Reconnaissance Intelligente de Documents et commercialise son portefeuille de produits à l'échelle mondiale au travers de solides partenariats.

I.R.I.S. Professional Solutions permet aux sociétés et aux administrations de trouver en une seule compagnie un savoir-faire novateur et des solutions de haute technologie pour gérer efficacement leurs documents, leurs flux d'informations et leurs infrastructures informatiques.

I.R.I.S. emploie plus de 480 personnes réparties entre Louvain-la-Neuve, Vilvoorde et Anvers (Belgique), Orly (France), Windhof (Luxembourg), Amstelveen et Maastricht (Pays-Bas), Aachen (Allemagne), Delray Beach (Floride, Etats Unis), Hong Kong (Chine), Oslo (Norvège) et Copenhague (Danemark).

Les états financiers consolidés pour la période se terminant au 31 décembre 2012 comprennent Image Recognition Integrated Systems Group S.A. et l'ensemble de ses filiales (l'ensemble étant repris sous la désignation I.R.I.S. Group, I.R.I.S. ou le groupe). Les données comparatives sont données pour les périodes s'étendant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011 et du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés et leur diffusion décidée par les administrateurs lors du Conseil d'administration du 16 avril 2013. Ils seront approuvés par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale annuelle à tenir en date du 21 mai 2013.

Déclarations de conformité

Les comptes consolidés du groupe I.R.I.S. au 31 décembre 2012 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) adoptées pour application dans l'Union Européenne à cette date.

L'adoption des nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations de l'IFRIC dont l'application est devenue obligatoire pour le Groupe I.R.I.S. au 1er janvier 2012 n'a pas eu d'effet sur les états financiers du Groupe.

Concrètement, Amendements IAS 12 - Impôts sur le résultat - Impôt différé - Recouvrement des actifs sous-jacents et Amendement IFRS 7 - Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers n'ont pas eu d'impact sur les états financiers 2012 du groupe.

I.R.I.S. n'applique anticipativement aucune norme ou interprétation dont l'application n'est pas obligatoire au 31 décembre 2012.

Concrètement, cela veut dire que les normes, amendements et interprétations suivants ne sont pas appliqués : IFRS 13 - Evaluation à la juste valeur, IAS 19 Révisée - Avantages du personnel, Amendements IFRS 7 - Instruments financiers Informations à fournir - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers, IFRIC 20 - Frais de découverture engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert, IFRS 10 - Etats financiers consolidés, IFRS 11 – Partenariats, IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, Amendement IAS 28 - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises, Amendements IAS 32 - Instruments financiers Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers.

Les impacts possibles sur les états financiers de l'application de ces nouvelles normes et interprétations seront analysés à partir de 2013.

Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des événements positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

I.R.I.S. Group révise ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations, ce qui est propre à tout processus d'évaluation.

A ce jour, à la connaissance d'I.R.I.S. Group, il n'existe aucun élément qui indiquerait que les estimations et hypothèses retenues ne sont pas appropriées et justifiées ni aucune évolution ou information connue qui serait de nature à modifier significatives les montants enregistrés ou provisionnés.

Les estimations significatives réalisées par I.R.I.S. Group pour l'établissement des états financiers portent principalement sur :

- l'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises :

Les principales hypothèses et estimations utilisées pour déterminer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris incluent notamment les perspectives futures de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie futurs ainsi que les taux d'actualisation à appliquer.

Les valeurs utilisées reflètent les meilleures estimations du management.

- l'évaluation de la valeur recouvrable des goodwills, des immobilisations corporelles et incorporelles dans la réalisation des tests de dépréciation (impairment tests) :

Des hypothèses et des estimations sont réalisées pour déterminer la valeur recouvrable des *goodwills*, des immobilisations incorporelles et corporelles. Elles portent en particulier sur les perspectives de marché permettant d'évaluer les flux de trésorerie et le taux d'actualisation à appliquer. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable.

- l'évaluation des provisions, notamment les provisions pour litiges, ainsi que les engagements de retraite et assimilés :

Les paramètres qui ont une influence significative sur le montant des provisions sont le niveau des coûts en lui-même et l'évolution future des litiges. Ces paramètres sont établis sur la base des informations et estimations que la société estime les plus appropriées à la date de clôture des exercices. Il n'y a, à la connaissance d'I.R.I.S. Group, aucun élément ni aucune évolution connue qui serait de nature à affecter de manière significative les montants provisionnés.

L'évaluation des engagements pour retraite repose sur des calculs actuariels. Le management estime que les hypothèses retenues pour évaluer les engagements sont appropriées et justifiées. Toute modification d'hypothèse pourrait cependant avoir un impact significatif.

- l'évaluation des déficits fiscaux reportables activés :

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales reportables, lorsqu' I.R.I.S. Group estime comme probable que le groupe disposera de bénéfices imposables permettant d'imputer ces pertes fiscales non utilisées. Les prévisions de bénéfices imposables ont été élaborées à partir des projections de résultat telles que préparées dans le cadre des plans d'affaires à moyen terme.

- les prévisions d'évolution des résultats :

Ce rapport annuel contient des évaluations faites par le management en ce qui concerne le business, la santé financière de l'entreprise, les résultats futurs d'I.R.I.S. Group et de ses filiales. Ces évaluations sont faites sur base des attentes du management et de sa compréhension du marché. Elles sont sujettes aux risques et incertitudes qui sont exprimés dans le présent rapport annuel sous la section « rapport de gestion ». La performance financière de la société pourrait le cas échéant différer matériellement en fonction de changement de l'état de la technologie, de conditions de marché, de concentration de la société sur un segment, de déclin de la demande des produits et solutions proposés par la société, d'incapacité de lancer des nouveaux produits, de perte de parts de marché, de pressions concurentielle, etc.

Ces conditions de marché pourraient avoir un impact significatif et défavorable sur les prévisions de résultats dont il est fait état dans le présent rapport.

Principes comptables et règles d'évaluation

Base d'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS).

Les mêmes principes et méthodes comptables ont été appliqués au cours des exercices 2012, 2011 et 2010, mis à part l'adoption par le groupe de nouvelles normes et interprétations devenues obligatoires le 1er janvier 2012. Les principes et méthodes sont décrits ci-dessous.

Options comptables retenues

Les normes IFRS proposent des choix quant au traitement comptable ou à la présentation de certaines situations.

Présentation du compte de résultats

« IAS 1 – Présentation des états financiers » impose de présenter une analyse des charges en utilisant une classification reposant soit sur la nature des charges soit sur leur fonction au sein de l'entité. I.R.I.S. Group a décidé de présenter les charges selon leur nature, méthode fournissant les informations fiables les plus pertinentes.

Evaluation des immobilisations corporelles et incorporelles

I.R.I.S. Group a choisi de suivre le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles selon le modèle du coût. Après leur comptabilisation en tant qu'actifs, les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

La méthode alternative de « IAS 16 - Immobilisations corporelles » et de « IAS 38 - Immobilisations incorporelles », le modèle de la réévaluation, prévoyant de réévaluer avec une régularité suffisante une ou plusieurs catégories d'actifs n'a pas été retenue.

Subventions publiques

Conformément au choix offert par « IAS 20 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique », les subventions publiques liées aux immobilisations incorporelles et corporelles sont présentées au bilan en produits différés.

Comptabilisation des coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt ont été comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils étaient encourus jusqu'au 31/12/2008. A partir du 01/01/2009 et l'application de IAS 23 – revised, les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié font partie du coût de cet actif. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges.

Participations dans des coentreprises – Consolidation

« IAS 31 - Participations dans des coentreprises » laisse le choix pour la méthode de consolidation des entités contrôlées conjointement. I.R.I.S. Group a choisi de consolider les entités contrôlées conjointement selon la méthode de consolidation proportionnelle. I.R.I.S. Group n'a pas de participations dans des coentreprises mais participe uniquement à des activités contrôlées conjointement

Critères d'application des méthodes de consolidation

L'intégration proportionnelle est appliquée aux filiales détenues et gérées conjointement par un nombre limité d'actionnaires.

L'intégration globale est retenue pour les filiales dans lesquelles la société consolidante exerce un contrôle de droit ou de fait.

Les données financières des filiales sont incluses dans les comptes consolidés à partir de la date de contrôle. La « purchase method » est utilisée pour la comptabilisation de l'acquisition d'une filiale pour autant que cette acquisition rencontre la définition d'un regroupement d'entreprises. Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs acquis, des actions émises, des passifs repris et des passifs éventuels à la date d'acquisition et inclut les coûts directs liés à l'acquisition. Les soldes et les transactions intra-groupe et tous les produits ou charges provenant de transactions intra-groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers.

La mise en équivalence est utilisée pour les entreprises associées, sur lesquelles une ou des sociétés comprises dans la consolidation exercent une influence notable.

Règles d'évaluation

Goodwill - Ecarts de consolidation

Le goodwill au sens des normes IFRS 3 ancienne et nouvelle n'est pas amortissable. Il fait l'objet d'un test de dépréciation (« Impairment test ») sur base annuelle, voire plus fréquemment lorsqu'il apparaît des indices de perte de valeur, lorsque les circonstances le réclament.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La conversion des états financiers en devises est faite suivant la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, sont convertis aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultats sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. L'écart résultant de l'application de ces cours est inscrit dans les capitaux propres au poste "Ecarts de conversion".

Imposition différée

Les décalages d'imposition entraînés, d'une part, par certains retraitements des comptes locaux pour les rendre homogènes avec les principes comptables et de consolidation du Groupe et, d'autre part, par certains reports d'imposition, donnent lieu à la constatation d'impôts différés calculés selon « IAS 12 – Impôts sur le résultat ».

Actions propres

Selon « IAS 32 - Instruments financiers : Informations à fournir et présentation », les instruments de capitaux propres d'une entité ne sont pas comptabilisés en actif financier, quelle que soit la raison de leur rachat. Une entité qui rachète ses instruments de capitaux propres doit les déduire de ses capitaux propres.

Dividendes

Conformément à la norme « IAS 10 – Evénements postérieurs à la date de clôture » la distribution de dividende est comptabilisée après la date d'approbation par l'assemblée générale des actionnaires. Les dividendes sont déduits des capitaux propres à ce moment-là.

Avantages au personnel et stock option plans

L'évaluation du coût des services rendus ou à venir dans le cadre de l'attribution d'un stock option plan est évaluée par la juste valeur de l'option à la date d'attribution (grant date).

Les employés du Groupe, y compris les dirigeants, ainsi que certains fournisseurs, reçoivent une rémunération prenant la forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, au terme desquelles ils reçoivent des instruments de capitaux propres en contrepartie des services rendus (« transactions réglées en instruments de capitaux propres »).

Le coût de ces transactions est valorisé à la juste valeur des instruments attribués à la date d'attribution par un expert externe ou interne en utilisant un modèle de valorisation approprié (Black&Scholes). De plus amples détails sont fournis dans la note 23.

Ce coût est comptabilisé en contrepartie d'une augmentation équivalente des capitaux propres, sur la période durant laquelle les conditions de service et de performance sont remplies. Cette période s'achève à la date à laquelle les bénéficiaires obtiennent un droit inconditionnel aux instruments, c'est-à-dire la date à laquelle commence la période d'exercice.

Retraitements et éliminations

L'application de règles comptables et méthodes d'évaluation homogènes à l'intérieur du groupe permet de présenter sur une même base économique les comptes des sociétés consolidées et conduit à retraiter les comptes sociaux, conformément aux principes comptables exposés ci-dessous.

Ainsi, dans la consolidation, les amortissements économiques, réductions de valeur et provisions non justifiés économiquement sont corrigés pour autant que les informations exigées en relation avec ces postes puissent être obtenues à temps et sans frais disproportionnés et pour autant que l'impact de ces retraitements sur les fonds propres et le résultat du Groupe soit significatif.

Après cumul des bilans et comptes de résultats, éventuellement retraités, les soldes réciproques, ainsi que les pertes et profits d'opérations entre les sociétés du groupe, sont éliminés.

Règles particulières

Les immobilisations sont portées à l'actif à leur valeur d'acquisition lorsqu'ils sont acquis de tiers. Les autres immobilisations sont portées à l'actif à leur coût de revient.

Immobilisations incorporelles - Immobilisations incorporelles générées en interne.

En application des normes IFRS, les frais de développement doivent être activés si les critères suivants sont rencontrés :

- faisabilité technique démontrée de terminer l'actif incorporel de manière à ce qu'il soit vendu ou utilisé
- intention de terminer l'actif incorporel, de le vendre ou de l'utiliser
- capacité de vendre ou d'utiliser l'actif incorporel
- probabilité raisonnable que l'actif incorporel va générer des revenus futurs
- disponibilité des ressources techniques et des moyens financiers pour terminer l'actif incorporel, le vendre ou l'utiliser
- capacité de mesurer de manière fiable les frais imputables à l'actif incorporel pendant sa phase de développement.

I.R.I.S. active uniquement les frais de développement de nouveaux produits. Les frais de développement consacrés au développement de nouvelles versions (upgrades) sont comptabilisés comme charges de l'exercice.

Les licences sont amorties selon les taux et méthodes suivants : de 33% linéaire à 100%.

Les droits intellectuels, brevets et savoir-faire acquis de tiers sont amortis selon les taux et méthodes suivants : de 20 % linéaire à 100%.

Les immobilisations incorporelles comprenant une composante essentielle de clientèle et de technologie sont amorties sur leur durée d'utilité au taux linéaire minimum de 5 %.

Immobilisations corporelles

Conformément à « IAS 16 - Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées à leur coût d'acquisition. Le groupe ayant retenu le modèle du coût, les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le coût d'une immobilisation corporelle doit être comptabilisé en tant qu'actif si, et seulement si:
- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise; et
- le coût de cet actif pour l'entreprise peut être évalué de façon fiable.

Le montant amortissable est le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle est « le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts de sortie estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité ».

L'amortissement est la répartition systématique du montant amortissable de l'actif sur sa durée d'utilité, soit la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser un actif.

Les immobilisations corporelles sont amorties la première année, selon les pays, sur base du prorata de détention à partir de la date d'utilisation. Elles sont amorties de façon linéaire selon les taux suivants:

• Immeubles :	3% à 5%
• Equipement informatique (hardware et software) :	20% à 33%
• Matériel de bureau :	10% à 20%
• Mobilier de bureau :	10% à 20%
• Aménagements d'immeubles :	5% à 20%
• Matériel roulant neuf :	20% à 25%
• Matériel roulant d'occasion :	33%

Pour les immeubles, I.R.I.S. retient une durée d'utilité de 33 ans et considère qu'à la fin de cette durée d'utilité, l'aménagement intérieur, les cloisons internes, le recouvrement de sols, etc. seront détruits et la structure (gros œuvre) comprenant les fondations, les planchers, les murs, les toits, les châssis, la chaudière etc. (qui représentent la plus grande partie du coût de nos bâtiments) aura une valeur résiduelle égale à 50% de la valeur actuelle des bâtiments. La valeur résiduelle des bâtiments est, dans une approche prudente, fixée à 30% du coût d'acquisition (valeur actuelle).

Stocks

Les stocks de marchandises et de fournitures acquis de tiers sont valorisés à leur coût d'acquisition, au coût complet, suivant la méthode "First In, First Out".

Les réductions de valeur sur les stocks sont actées au cas par cas, à l'appréciation du Conseil d'Administration.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Créances

Les créances sont évaluées individuellement. Elles font l'objet de réductions de valeur au cas par cas, selon les éléments d'appréciation dont dispose le Conseil d'Administration.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée, dans le cas d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement imputables à son acquisition ou à son émission.

Après la comptabilisation initiale, tous les passifs financiers sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf :

(a) les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
(b) les passifs financiers qui surviennent quand un transfert d'actif financier ne répond pas aux conditions de décomptabilisation ou quand il est comptabilisé selon l'approche de l'implication continue.

Un passif financier est décomptabilisé du bilan lorsque si, et seulement si, il est éteint - c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou arrive à expiration.

Dettes commerciales

Les dettes commerciales sont évaluées individuellement.

Commandes en cours d'exécution

La prise en résultats a lieu au rythme du degré d'avancement des travaux, sur base des prestations réalisées par rapport aux prestations estimées. La société enregistre, pour les commandes en cours d'exécution, le montant des travaux réalisés à la date de clôture mais non encore pris en revenu. Selon « IAS 11 – Contrats de construction », une entité doit présenter:

- le montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat, en tant qu'actif;
- le montant brut dû aux clients pour les travaux du contrat, en tant que passif.

Le montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat est le montant net :

- des coûts encourus plus les profits comptabilisés;
- diminué de la somme des pertes comptabilisées et des facturations intermédiaires

de tous les contrats en cours pour lesquels les coûts encourus plus les profits comptabilisés (moins les pertes comptabilisées) dépassent les facturations intermédiaires.

Le montant brut dû aux clients pour les travaux du contrat est le montant net

- des coûts encourus plus les profits comptabilisés;
- diminué de la somme des pertes comptabilisées et des facturations intermédiaires

pour tous les contrats en cours pour lesquels les facturations intermédiaires sont supérieures aux coûts encourus plus les profits comptabilisés (moins les pertes comptabilisées).

Les acomptes reçus sur commande sont donc portés en déduction de l'actif lorsque le montant des acomptes est inférieur aux coûts encourus plus les profits comptabilisés (ou moins les pertes). Les montants dus par les clients sont présentés à l'actif au compte « Montants dus par les clients pour les contrats en cours ».

Dans le cas inverse, le montant des coûts encourus plus les profits comptabilisés (moins les pertes) sont déduits du montant repris au passif (dettes). Le montant dû aux clients sur les contrats en cours est présenté au passif au compte « Montants dus aux clients sur contrats en-cours ».

Eléments d'actif ou de passif exprimés en devises

En principe, les actifs non courants et les stocks acquis en devises sont convertis en monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'acquisition. Les éléments du bilan courants monétaires sont convertis au cours de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et pertes de change qui en résultent sont enregistrés dans le compte de résultats

(sauf s'il s'agit d'avances capitalisables consenties à des filiales consolidées; le cas échéant, elles sont portées directement dans les capitaux propres en écarts de conversion).

Reconnaissance des revenus

Cas généraux

Hardware

Un hardware est un ensemble de composants matériels assemblés de manière cohérente qui permet à l'utilisateur de réaliser une opération technique.

Le revenu d'un hardware est acté à la livraison physique au client, au prix de vente contractuel.

Software

Un software (ou logiciel) standard est une application informatique constituant un ensemble logique cohérent qui est développé pour répondre à des besoins potentiellement communs à plusieurs clients, à l'exception de tout développement spécifique en vue de répondre à des besoins individuels. Il est caractérisé par sa dénomination, sa version, sa documentation technique et son manuel d'utilisation. Il fait l'objet d'un plan de développement (roadmap) à moyen ou long terme.

Généralement, la propriété du software standard reste acquise à l'éditeur qui n'en concède que le droit d'utilisation au client.

Le revenu d'un software est une licence (droit d'utilisation) à durée indéterminée, ou plus rarement temporaire. Il est acté à la livraison physique au client (download sur le site internet, livraison par courrier ou par transporteur, au prix de vente contractuel).

Si la licence est temporaire, le revenu est acté au prorata de la période d'utilisation (prorata temporis), à partir de la livraison physique au client (download sur le site internet, livraison par courrier ou par transporteur) au prix de vente contractuel.

Services ponctuels

Un développement est un travail pouvant comprendre l'analyse et l'écriture, par des analystes ou des programmeurs, de lignes de code informatique, à l'exception de tout paramétrage et de toute configuration. Ce développement peut aboutir à la réalisation d'un software (ou logiciel) spécifique, caractérisé par sa dénomination, sa version, sa documentation technique et son manuel d'utilisation. Généralement, la propriété du développement est transférée au client.

Un paramétrage est un travail d'adaptation des paramètres standards (ou par défaut) d'un logiciel aux besoins spécifiques d'un utilisateur.

Une configuration est un travail d'adaptation des paramètres d'un logiciel à l'environnement informatique spécifique d'un client: architecture, réseau, serveurs, systèmes d'exploitation, etc.

Une installation est un travail de mise en service de l'application informatique dans l'environnement spécifique de l'utilisateur, comprenant la vérification du bon fonctionnement de l'application.

Une formation est un travail d'explication et de démonstration d'une application informatique aux utilisateurs.

Les prestations sont matérialisées par les bons d'intervention datés et signés par le client, ou – si les prestations ne sont pas réalisées chez le client – par les relevés de temps (time sheets) approuvés par les chefs de projet.

Le revenu est acté à la fourniture des prestations:

- si le service est vendu en régie: au fur et à mesure des prestations, au prix de vente contractuel
- si le service est vendu à un prix forfaitaire: au pourcentage de l'état d'avancement des travaux.

Services récurrents

Un support est un travail d'aide à l'utilisateur d'une application informatique, après-vente, qui peut se faire par téléphone (hotline) ou par intervention sur site.

Une maintenance est un travail d'entretien d'une application informatique, après-vente. La maintenance de matériels peut comprendre la réparation de pièces défectueuses, le nettoyage ou la vérification périodique du bon fonctionnement. La maintenance de logiciels peut comprendre la réparation de lignes de code (debugging), la mise à jour par installation de versions plus récentes (upgrade) ou vérification périodique du bon fonctionnement.

Les prestations sont matérialisées par les bons d'intervention datés et signés par le client, ou – si les prestations ne sont pas réalisées chez le client – par les relevés de temps (time sheets) approuvés par les chefs de projet.

Le revenu d'un support et/ou d'une maintenance est le prix de l'abonnement périodique souscrit par le client, hors taxes.

Le revenu est acté à la fourniture des prestations:

- si le service est vendu en régie: au fur et à mesure des prestations, au prix de vente contractuel
- si le service est vendu à un prix forfaitaire: au prorata de la période d'abonnement (prorata temporis), au prix de vente contractuel.

Projets

Un projet est un ensemble intégré pouvant comprendre des logiciels (software) et des matériels (hardware) qui doivent répondre ponctuellement à des spécifications techniques convenues entre I.R.I.S. et le client. Un projet comprend généralement des phases de développement, de paramétrage, d'installation, de configuration, de formation, de support et de maintenance. Il peut nécessiter des travaux s'étalant sur plusieurs mois.

Chaque projet est découpé en ses composantes élémentaires: hardware, software et services.

La reconnaissance du revenu se fait selon les règles applicables à chaque composante.

A chaque clôture, il y a évaluation de l'état d'avancement, comparaison des coûts encourus et restant à encourir pour terminer le projet avec le budget initial (jours consommés, reste à faire) et valorisation de l'état d'avancement.

En cas de dépassement du budget, la différence est intégralement prise en charge.

Cas particuliers

Conception d'architecture sur base de logiciels et matériels livrés par des tiers

I.R.I.S. fournit une expertise au niveau de la conception d'une architecture informatique, dont la rémunération est la marge sur les logiciels et matériels fournis directement par des tiers, sans intervention ni responsabilité d'I.R.I.S. quant à la livraison et le bon fonctionnement des biens en question.

Le revenu est acté :

- si la livraison est réalisée dans les quinze jours suivant la clôture de la période sous revue: dès confirmation par le fournisseur de l'acceptation du bon de commande signé par le client et planification de la livraison, à concurrence de la marge à percevoir sur la vente du matériel ou de la maintenance
- si la livraison est réalisée avant la date d'approbation des comptes par le Conseil, et si le design de toute l'architecture a été finalisé à la date de clôture : dès présentation de l'architecture retenue au client, à concurrence de l'évaluation raisonnable des coûts exposés, au prorata des prestations avant-vente (pre-sales)
- sinon: à la livraison physique au client, à concurrence de la marge sur la vente du matériel ou de la maintenance.

Marchés publics

Les marchés publics prévoient généralement la signature de procès-verbaux d'acceptation à la réalisation des différentes étapes des projets.

Le revenu est acté à la réception (acceptation) par le client d'une phase contractuelle, au prix de vente contractuel. En absence d'acceptation: au pourcentage de l'état d'avancement des travaux.

Ventes avec droit de retour

Au cas où les clients disposent du droit de retourner les produits achetés en cas d'insatisfaction (législations de protection du consommateur en cas de vente à distance ou mises en place de produits dans des réseaux de magasins), I.R.I.S. s'engage à rembourser les clients insatisfaits, sous déduction de certains frais et à certaines conditions.

Le revenu est acté:

- si on dispose d'estimations fiables des retours futurs, sur la base de l'expérience et d'autres facteurs pertinents: à la livraison, au prix de vente contractuel, moyennant provision d'un montant idoine pour droit de retour
- en l'absence de statistiques : à la fin de la période de retour autorisé, au prix de vente contractuel.

La statistique est matérialisée par un relevé des livraisons et des retours sur une période de référence suffisamment longue, auprès des mêmes clients ou de clients équivalents.

Ventes en consignation

Dans le cas des ventes en consignation, la vente est subordonnée à la revente par l'acheteur à son propre client. Au cas où une telle clause est appliquée à l'égard de certains revendeurs, la réalisation du produit est donc liée à la réalisation des ventes du produit par le revendeur. Ceci suppose que le revendeur fournisse un état de stock régulier, et que le revenu ne soit acté par I.R.I.S. qu'au fur et à mesure où le stock du revendeur diminue.

Le revenu est acté:

- si on dispose d'états de stock: au fur et à mesure de la diminution du stock du revendeur, au prix de vente contractuel
- en l'absence d'états de stock: à la fin de la période de consignation, au prix de vente contractuel.

L'état de stock du revendeur est matérialisé par un courrier indiquant l'état (nombre et qualité) de son stock.

Ventes dont la livraison est reportée à la demande du client

Dans le cas d'une vente où tout est réalisé et prêt à être livré, mais où le client demande le report de la livraison, le revenu est acté dès que le client a expressément donné des instructions de livraison différée, sans annulation de la commande ferme, si les produits à livrer sont disponibles, identifiés et prêts à être livrés, au prix de vente contractuel. Le report est matérialisé par le courrier d'instructions du client. L'état livrable du produit est matérialisé par les états d'avancement, les dossiers internes de test ou de validation et par tout élément pertinent.

Ventes réalisées sous réserve d'installation, de validation ou d'inspection

La vente sous condition d'installation, de validation ou d'inspection constitue une garantie pour le client que les biens livrés sont sans défaut et fonctionnent correctement. L'acceptation du client revêt la forme d'un procès-verbal de réception justifiant la conformité du bien et son bon fonctionnement.

Le revenu est acté lors de l'acceptation de l'installation, de la validation ou de l'inspection, au prix de vente contractuel.

L'installation, la validation ou l'inspection est matérialisée par un bon de réception daté et signé par le client.

Ventes incluant une garantie après-vente

Lorsqu'I.R.I.S. offre une garantie contre les produits défectueux, étant donné le très faible niveau de retour de produits défectueux, cette garantie ne fait l'objet d'aucune provision.

Lorsqu'I.R.I.S. offre une garantie dans le cadre de la réalisation de projets, étant donné le très faible niveau de demande d'interventions en garantie, cet engagement ne fait l'objet d'aucune provision.

Au cas où certains contrats de vente de logiciels incluraient un service après-vente sur une durée supérieure à six mois, le revenu est acté :

- pour la partie logicielle : lors de la livraison, au prix de vente contractuel diminué de la partie afférente à la garantie
- pour la partie garantie : au prorata de la période de garantie couverte, à la partie du prix de vente contractuel afférente à la garantie.

Valorisation des projets complexes

Chaque projet est découpé en tâches selon les composantes élémentaires de l'offre: hardware, software, licence, paramétrage, configuration, installation, formation, support, maintenance, développement.

La reconnaissance du revenu se fait selon les règles applicables à chaque composante.

A chaque clôture, il y a évaluation de l'état d'avancement, comparaison des coûts encourus et restant à encourir pour terminer le projet avec le budget initial (jours consommés, reste à faire) et valorisation de l'état d'avancement.

En cas de dépassement du budget, la différence est intégralement prise en charge.

Information sectorielle

Information par secteurs opérationnels

Les risques et les taux de rentabilité sont essentiellement affectés par les différences entre les produits et services offerts. Les entités opérationnelles sont structurées, organisées et gérées séparément en fonction des produits et services offerts, chaque secteur fournissant des produits et services différents et s'adressant à des marchés différents. Le système d'information financière interne rapporte au Conseil d'Administration sur base d'analyses sur les performances et la rentabilité par secteur opérationnel.

Description des secteurs opérationnels

Products & Technologies :

I.R.I.S. Products & Technologies développe des technologies et des logiciels dans le domaine de la Reconnaissance Intelligente de Documents et commercialise son portefeuille de produits à l'échelle mondiale à travers de solides partenariats. Depuis plus de vingt ans, grâce à un investissement croissant en R&D, I.R.I.S. a développé des logiciels à la pointe de l'innovation, tant pour l'utilisateur particulier que professionnel, tous basés sur des technologies propriétaires éprouvées : numérisation à haute vitesse, indexation automatique de documents, reconnaissance Optique de Caractères imprimés (OCR) et manuscrits (ICR), reconnaissance Intelligente de Documents (IDR), reconnaissance de formulaires (forms, free-forms), reconnaissance automatique de factures, classification automatique de documents, hyper compression d'images couleur (iHQC™), génération de tous types de formats de documents (Pdf, pdf/a, xps, .docx, odt, xml, ...), périphériques de numérisation nomades : stylo scanner, card scanner, mobile scanner, …

I.R.I.S. Products & Technologies commercialise ses solutions logicielles dans le monde entier dans le cadre d'accords de licence (OEM), via les revendeurs à valeur ajoutée (VAR), la distribution informatique et les canaux de vente internet.

Dans ce segment, I.R.I.S. développe des produits logiciels vendus sous la marque I.R.I.S.: Readiris™ Pro, Readiris™ Corporate, Readiris™ Home, IRIS Document™ server, IRIS Powerscan™, IRISCapture™ Pro, IRISCapture™ Pro for Invoices et Cardiris. I.R.I.S. développe aussi des produits à composante hardware tels que IRISPen ™ (stylo-scanner), I.R.I.S. Card™ (lecteur de cartes de visites), IRIScan Anywhere™ et IRIScan™ (scanner portable A4 couleur) ou IRISNotes. I.R.I.S. développe enfin des produits logiciels vendus sous la marque de clients.

Ce segment suit un business model qui se caractérise par :

- des ventes indirectes : les clients d'I.R.I.S. sont des fabricants de scanners, des distributeurs de matériel informatique et des intégrateurs à valeur ajoutée (VAR)
- des ventes internationales : il s'agit d'un marché de niche à l'échelle mondiale
- un marketing axé sur les produits et leurs caractéristiques techniques
- un cycle de vente court (inférieur à trois mois)
- une concurrence forte mais concentrée sur un petit nombre d'acteurs internationaux
- un prix de vente unitaire généralement inférieur à €10.000

- une marge brute élevée qui doit, entre autres, couvrir un effort permanent de R&D sur un cycle court.

Professional Solutions

I.R.I.S. Professional Solutions permet aux sociétés et aux administrations de trouver en une seule compagnie un savoir-faire novateur et des solutions de haute technologie pour gérer efficacement leurs documents, flux d'informations et infrastructures informatiques.

I.R.I.S. fournit des solutions professionnelles de gestion électronique de documents, de leur contenu et de leur cycle de vie à destination du secteur public (institutions européennes, ministères, administrations régionales et locales), du monde financier (banques et assurances), du secteur des services, du monde associatif (particulièrement les associations professionnelles internationales) et de l'industrie. Ces solutions comprennent le hardware (scanners et serveurs), le software (logiciels spécialisés) et les services (architecture technique, analyse fonctionnelle, développement, installation, formation, support et maintenance).

Les logiciels comprennent des produits édités par I.R.I.S. Products & Technologies et des applications développées au sein d'I.R.I.S. Professional Solutions, mais aussi des produits édités par des tiers. Les matériels comprennent des scanners, des serveurs, des entités de stockage et des accessoires achetés (directement ou indirectement) auprès de fabricants internationaux.

L'expérience de ses consultants, développeurs, documentalistes, chefs de projets et ingénieurs systèmes fait d'I.R.I.S. un partenaire de choix sur chacun de ses marchés domestiques (France, Belgique, Luxembourg et Pays-Bas) et dans le cadre de grands appels d'offre internationaux.

I.R.I.S. occupe aussi une position de leader dans les services et la fourniture de matériels et logiciels pour mettre en œuvre et optimiser les infrastructures IT complexes sur les marchés belge, luxembourgeois et français. Les clients entendent disposer d'une infrastructure (mainframe, open systems et applications) optimisée en fonction de leurs besoins actuels et futurs. C'est par la qualité des architectures proposées et de ses services qu'I.R.I.S. s'est imposé sur ce segment très spécialisé, et entend s'internationaliser davantage.

Ce segment suit un business model qui se caractérise par :
- des ventes directes : les clients d'I.R.I.S. sont des entreprises (secteur privé) et des administrations (secteur public) utilisant les solutions pour compte propre
- des ventes « locales » : la proximité, la réactivité et la disponibilité des techniciens sont des atouts essentiels pour le succès des projets
- un marketing axé sur l'écoute des besoins des clients et les solutions pour y répondre
- un cycle de vente long (supérieur à trois mois)
- une concurrence forte composée de sociétés de service informatique
- un prix de vente unitaire généralement supérieur à €10.000 (et pouvant atteindre plusieurs millions d'euros)
- une marge brute moins élevée étant donné les composantes achetées auprès de tiers.

Exercice clôturé au 31/12/2012 (en €)	Professional Solutions	Products & technologies	Non alloué	TOTAL
Chiffre d'affaires auprès de clients externes	**78.326.456**	**21.659.632**	**0**	**99.986.088**
Chiffre d'affaires inter-segments	282.115	1.356.638		1.638.753
Eliminations inter-segments	-282.115	-1.356.638		-1.638.753
Marge Brute sectorielle	**44.402.833**	**17.216.787**	**0**	**61.619.620**
Autres produits opérationnels	1.299.846	2.516.432	64	3.816.342
Produits sectoriels	**79.626.301**	**24.176.064**	**64**	**103.802.430**
Charges sectorielles	-76.478.508	-18.948.111	-3.545.179	-98.971.798
Résultat opérationnel sectoriel	**3.147.794**	**5.227.953**	**-3.545.115**	**4.830.632**
Charges d'amortissements	-1.430.234	-947.008	-394.352	-2.771.594
Autres charges non cash	-37.301	347.455	0	310.154
Résultat financier			**-11.468**	**-11.468**
Résultat des entreprises associées				
Résultat avant impôt				**4.819.164**
Impôts			-1.296.122	-1.296.122
Prélèvements et transferts impôts différés			105.687	105.687
RESULTAT NET				**3.628.729**

Actifs sectoriels	71.309.681	21.092.297		92.401.978
Actifs non alloués			19.885.120	19.885.120
Total des actifs sectoriels	**71.309.681**	**21.092.297**	**19.885.120**	**112.287.098**
Passifs sectoriels	32.216.943	6.165.873		38.382.816
Passifs non alloués			73.904.282	73.904.282
Total des passifs sectoriels	**32.216.943**	**6.165.873**	**73.904.282**	**112.287.098**
Immobilisations incorporelles	1.170.778	1.292.868	669	2.464.315
Immobilisations corporelles	792.573	125.603	6.179	924.355
Acquisition d'actifs sectoriels	**1.963.351**	**1.418.471**	**6.848**	**3.388.670**

Exercice clôturé au 31/12/2011 (en €)	Professional Solutions	Products & technologies	Non alloué	TOTAL
Chiffre d'affaires auprès de clients externes	**99.993.953**	**21.298.367**		**121.292.320**
Chiffre d'affaires inter-segments	26.171	944.333		970.503
Eliminations inter-segments	-26.171	-944.333		-970.503
Marge Brute sectorielle	**44.636.735**	**16.589.235**	**0**	**61.225.970**
Autres produits opérationnels	3.202.240	1.747.918	0	4.950.158
Produits sectoriels	**103.196.193**	**23.046.285**	**0**	**126.242.478**
Charges sectorielles	-101.821.812	-16.843.717	-2.495.361	-121.160.890
Résultat opérationnel sectoriel	**1.374.381**	**6.202.567**	**-2.495.361**	**5.081.588**
Charges d'amortissements	-1.269.078	-451.788	-375.940	-2.096.805
Autres charges non cash	-269.185	-196.261	0	-465.445
Résultat financier			**-171.560**	**-171.560**
Résultat des entreprises associées				
Résultat avant impôt				**4.910.028**
Impôts			-2.204.541	-2.204.541
Prélèvements et transferts impôts différés			1.038.210	1.038.210
RESULTAT NET				**3.743.697**

Actifs sectoriels	79.849.178	19.652.001		99.501.179
Actifs non alloués			15.246.552	15.246.552
Total des actifs sectoriels	**79.849.178**	**19.652.001**	**15.246.552**	**114.747.731**
Passifs sectoriels	35.136.717	5.897.527		41.034.244
Passifs non alloués			73.713.487	73.713.487
Total des passifs sectoriels	**35.136.717**	**5.897.527**	**73.713.487**	**114.747.731**
Immobilisations incorporelles	2.213.243	1.310.952	1.419	3.525.614
Immobilisations corporelles	702.510	229.917	17.202	949.629
Acquisition d'actifs sectoriels	**2.915.753**	**1.540.868**	**18.621**	**4.475.243**

Les éléments non alloués représentent les actifs, passifs, produits et charges relatifs au groupe et non attribuables aux différents secteurs opérationnels ainsi que les actifs, passifs, produits et charges non sectoriels.

La politique financière du Groupe et la fiscalité sur le résultat sont gérées au niveau du Groupe, ce qui explique que le résultat financier et la charge d'impôts ne soient pas alloué aux secteurs opérationnels.

Les actifs sectoriels n'incluent pas les impôts différés, les goodwills, les instruments financiers dérivés dans la mesure où ils sont gérés au niveau du Groupe.

Les passifs sectoriels n'incluent les impôts différés, les impôts exigibles, les emprunts, …dans la mesure où ils sont gérés au niveau du Groupe.

Les prix de transfert des transactions entre secteurs d'activités sont établis sur des bases « arm's length », de manière similaire à des transactions avec des tiers. Les prix de transfert sont alignés sur ceux pratiqués pour les transactions avec nos revendeurs agréés.

Evolution du chiffre d'affaires et de la marge brute

Au cours de l'exercice 2012, les produits opérationnels ont diminué en global de 17,78% par rapport à 2011. Ceci s'explique par de moindres ventes de matériel hardware à faible marge. La marge brute qui est l'indicateur le plus pertinent pour mesure l'activité d'I.R.I.S. est stable (+0,64%) par rapport à 2011 (€ 61,6 millions pour l'année 2012 pour € 61,2 millions en 2011). L'évolution des produits opérationnels selon les secteurs d'activité est la suivante: Professional solutions connaît une diminution de 22,84% tandis que Products & Technologies enregistre une croissance de 4,90%.

Professional Solutions réalise un chiffre d'affaires auprès de clients externes de €78.326.456 en 2012 pour €99.993.953 en 2011 (-21,67%). La marge brute est stable malgré cette forte baisse de chiffre d'affaires (-0.52%) et s'inscrit à €44.402.833 en 2012 pour €44.636.735 en 2011. Le taux de marge brute est en hausse et représente 56,69% du chiffre d'affaires en 2012 (44,64% en 2011), les ventes de matériel étant moins importantes dans la composition du chiffre d'affaires.

Products & Technologies réalise un chiffre d'affaires de 21.659.632 en 2012 en légère croissance (+1,70%) par rapport à 2011 (€21.298.367). La marge brute s'inscrit à €17.216.787 en 2012 en croissance de 3,78% par rapport à 2011 (€16.589.235). Le taux de marge brute atteint 79,49% du chiffre d'affaires en 2012 pour 77,89% en 2011.

L'année 2012 a été marquée par un marché toujours difficile, encore marqué par le report de certaines commandes et par une certaine baisse d'activité dans certaines business units du secteur Professional solutions. Les plans d'action entrepris dans certaines business units ont porté leurs fruits. Des initiatives de croissance ont été couronnées de succès avec pour exemples (i) nos partenariats avec les revendeurs à valeur ajoutée (VAR) et les sociétés de services d'externalisation (BPO) (+12% sur l'année); (ii) notre business avec Canon (+15% sur l'année) et (iii) une évolution positive des ventes de solutions d'entreprises aux USA. Ces succès ont compensé certaines tendances négatives sur d'autres marchés telles que les ventes de hardware qui ont influé sur le chiffre d'affaires consolidé. Nous enregistrons au final une croissance (+5,90%) du cash flow d'exploitation (EBITDA) qui s'élève à €7.602.226 fin 2012 pour €7.137.490 fin 2011, une diminution du résultat d'exploitation (-4,94%) et du résultat net (-3,07%) sur l'ensemble de l'année. Les résultats de certaines activités ainsi que les actions entreprises au sein de certaines business units pour en améliorer l'organisation, réduire la structure de coûts et relancer l'activité commerciale devraient contribuer à la croissance de rentabilité d'I.R.I.S. dans les années à venir. I.R.I.S. peut encore sensiblement améliorer son accès aux marchés internationaux (EMEA, Amérique et Asie) et anticipe une demande croissante pour ses technologies et solutions dans plusieurs segments de marché majeurs.

Résultat d'exploitation

Le résultat opérationnel 2012 du groupe est en recul de 4,94% par rapport à 2011, en raison des éléments expliqués ci-dessus. La rentabilité opérationnelle peut-être considérée comme raisonnable, compte tenu du contexte économique général difficile et d'éléments de coûts non récurrents comme notamment certains coûts juridiques non-récurrents liés à l'offre publique d'acquisition de Canon.

Le résultat opérationnel sectoriel 2012 s'établit comme suit :

- €3.147.794 pour Professional Solutions
- €5.227.953 pour Products & Technologies

L'année se ponctue par plusieurs éléments positifs :

- le partenariat avec Canon connaît une évolution toujours positive, confirmée par le déploiement de nombreuses solutions pour PME dans toute l'Europe.
- des actions entreprises pour adapter la structure opérationnelle de certaines entités ont généré de fortes économies de coûts dès 2012
- d'importants contrats ont été conclus avec des distributeurs, des partenaires OEM, des revendeurs à valeur ajoutée (VAR), des sociétés de services d'externalisation (BPO) et de nombreuses entreprises appartenant à tous les secteurs d'activités

Le management d'I.R.I.S. considère que la société est sur un marché porteur et en croissance, analyse confirmée par de nombreuses sources et analyses externes. Le management est donc convaincu de la possibilité de saisir une partie de ce marché pour renouer avec une croissance importante du chiffre d'affaires et de la rentabilité, grâce à des investissements adéquats en termes de marketing, de ventes et de R&D. Le groupe maintient donc ses initiatives stratégiques et en

particulier sa politique d'investissements en R&D et ses efforts en matière d'innovation pour permettre d'améliorer et d'élargir constamment la gamme et la qualité des produits et services offerts, et de s'ouvrir de nouveaux marchés.

Les produits d'I.R.I.S. permettent à ses clients de réaliser des améliorations de productivité et contribuent directement à leur efficience.

Le management d'I.R.I.S. est donc confiant dans les perspectives d'avenir et de croissance profitable de la société.

Information par zones géographiques

Les zones géographiques sont déterminées en fonction de la localisation des actifs du groupe.

Les produits sectoriels provenant des clients externes sont présentés par zone géographique en fonction de la localisation géographique des clients. Les zones géographiques sont regroupées de la manière suivante: Belgique, autres pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique (EMEA), Amérique du Nord et Asie, Océanie, autres

Les actifs sectoriels ainsi que les coûts d'acquisition d'actifs (incorporels et corporels) sont présentés par zone géographique par implantation géographique des actifs. Les actifs sectoriels sont implantés dans les zones de présence géographique des entités du groupe, à savoir la Belgique, les autres pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique, l'Amérique du Nord et l'Asie.

€ - Exercice clôturé le 31/12/2012	Belgique	EMEA (hors Belgique)	Amérique du Nord	Asie	Non alloué	TOTAL
Chiffre d'affaires externe	44.881.799	46.610.965	5.479.217	3.014.106	0	99.986.087
Actifs sectoriels	58.861.056	31.468.627	1.946.617	125.678	0	92.401.978
Actifs non alloués			0	0	19.885.120	19.885.120
Total des actifs sectoriels	58.861.056	31.468.627	1.946.617	125.678	19.885.120	112.287.098
Immobilisations incorporelles	2.134.941	328.705	0	0	669	2.464.315
Immobilisations corporelles	518.699	398.076	1.234	167	6.179	924.355
Acquisition d'actifs sectoriels	2.653.640	726.781	1.234	167	6.848	3.388.670

€ - Exercice clôturé le 31/12/2011	Belgique	EMEA (hors Belgique)	Amérique du Nord	Asie	Non alloué	TOTAL
Chiffre d'affaires externe	51.927.407	60.992.318	5.729.906	2.642.689	0	121.292.320
Actifs sectoriels	61.682.404	35.647.344	2.048.166	123.265	0	99.501.179
Actifs non alloués			0	0	15.246.552	15.246.552
Total des actifs sectoriels	61.682.404	35.647.344	2.048.166	123.265	15.246.552	114.747.731
Immobilisations incorporelles	2.173.581	1.350.614	0	0	1.419	3.525.614
Immobilisations corporelles	678.844	250.114	0	3.469	17.202	949.629
Acquisition d'actifs sectoriels	2.852.425	1.600.727	0	3.469	18.621	4.475.243

Informations relatives aux principaux clients

Les produits des activités ordinaires sont répartis sur un grand nombre de clients présents sur des secteurs d'activités diversifiés. Les produits des activités ordinaires provenant des transactions avec un client externe donné ne dépassent pas le seuil de 10 % du produit des activités ordinaires d'I.R.I.S.

Pour les années 2010 à 2012, la répartition des produits des activités ordinaires selon les secteurs d'activité des clients externes est reprise dans le tableau ci-dessous :

Secteur d'activité des clients	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Industries et services	31%	34%	28%
Secteur public	18%	11%	16%
Banques et assurances	18%	27%	24%
Canaux de distribution	15%	12%	10%
Organisations internationales	13%	11%	17%
Consommateurs finaux	4%	4%	3%
Divers	1%	1%	2%

Notes d'explication des rubriques détaillées des états financiers

1 - Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires ont diminué de -17,57% entre 2011 et 2012 et s'établissent à €99.986.088 contre €121.292.320 en 2011 et €119.488.557 en 2010. Ceci s'explique par :

- une diminution des ventes de matériel hardware à forte composante de chiffre d'affaires mais faible taux de marge
- une croissance interne au sein de nombreuses activités d'I.R.I.S. Group
- la conclusion de très beaux contrats tant en édition de logiciels qu'en intégration de solutions
- l'intérêt toujours croissant pour les solutions d'I.R.I.S.

La répartition des produits des activités ordinaires entre produits et services s'établit ainsi :

Type de solutions proposées	Répartition 2012	Répartition 2011
Ventes de produits et de matériel (Software, Hardware)	43,93%	51,17%
Ventes de prestations de services et de maintenances	56,07%	48,83%

2 – Production immobilisée et autres produits opérationnels

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Production immobilisée	1.817.771	3.140.921	776.785
Autres produits opérationnels	1.998.571	1.809.237	2.378.995

Au cours des dernières années, I.R.I.S. S.A. a fortement développé sa présence dans le segment des applications mobiles de saisie de documents. En 2009, I.R.I.S. a entamé un programme de développement sur 3 ans pour étendre son offre aux plateformes mobiles de type Smartphone et tablette.

I.R.I.S a également lancé en 2010 un projet visant à concevoir et développer une nouvelle solution de gestion électronique de documents pour entreprises, basée sur des technologies innovantes. Cette solution est destinée principalement au marché des Petites et Moyennes Entreprises, ainsi qu'à des besoins départementaux de grands comptes. Ce projet se base sur les technologies développées par I.R.I.S. et sur son expérience en intégration des solutions proposées aujourd'hui par les grands éditeurs et est destiné à des espaces d'innovation non adressés, qui s'inscrivent dans l'évolution du marché et répondent aux besoins des entreprises.

Afin d'accroître significativement sa pénétration des marchés asiatiques, I.R.I.S. a lancé en 2011 un projet de développement des technologies nécessaires pour fournir un avantage compétitif déterminant sur ces marchés où les caractéristiques des langues écrites sont très différentes par rapport aux marchés occidentaux.

Enfin, I.R.I.S. a développé en 2011 de nouvelles applications pour améliorer la performance, la gestion, le suivi et le reporting de ses solutions d'hébergement et de « Managed operations ».

En 2012, I.R.I.S. a poursuivi le développement de ces programmes. L'investissement 2012 dans ces projets s'est élevé à €1.817.771 contre €3.080.400 en 2011.

Les autres produits opérationnels comprennent essentiellement la participation des employés pour l'utilisation privée de biens de l'entreprise (véhicules, avantages en nature), les remboursements d'assurances lors de sinistres, les crédits d'impôt recherche en France, les produits de subsides d'aides à l'emploi, les revenus de sous-location.

(€) - Période se terminant le :	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Assurances	64.781	105.477	120.121
Participations des employés sur les avantages en nature	762.642	733.451	741.449
Crédit d'impôt	389.281	386.000	465.900
Subsides	358.195	112.802	191.551
Récupération de frais	320.357	301.271	557.419
Revenus locatifs	0	0	0
Divers	102.985	154.237	257.155
Ventes d'immobilisés	330	15.999	45.400
Total	**1.998.571**	**1.809.237**	**2.378.995**

Les différentes subventions publiques et aides reçues comptabilisées en résultats pendant la période sont présentées ci-dessous:

€ - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Subventions liées à l'emploi et la formation	101.842	96.754	184.301
Subventions liées aux exportations	12.000	9.509	440
Subventions liées aux investissements	6.741	6.539	6.810
Subventions liés à la recherche	626.893	386.000	465.900
Total	**747.476**	**498.802**	**657.451**

Les subventions prises en résultat en 2012 concernent des aides à l'emploi et à la formation pour €101.842, des subventions d'aide à l'exportation pour €12.000, des subventions liées à l'acquisition de matériels pour €6.741, une subvention liée à la recherche pour €389.281 dans le cadre de développements de technologies réalisées en 2012 et la prise en résultat de €237.612 subventions liées à la recherche au rythme de l'amortissement des actifs concernés par ces subventions.

Certains projets de développement technologique font l'objet de subventions liées à la recherche et développement de nouveaux produits faisant l'objet d'une activation qui seront prises en résultat sur les périodes au cours desquelles seront reconnus en dépenses les coûts relatifs aux investissements auxquels ces subventions sont destinées, c'est-à-dire au moment et au rythme des amortissements qui seront pratiqués à partir de la date d'utilisation de ces immobilisations.

Les créances liées à ces subventions sont enregistrées au moment où elles deviennent plus que raisonnablement probables. Les montants liés à des immobilisations sont présentées au bilan en produits différés pour la partie liée aux coûts non encore pris en résultat. Au 31/12/2012, un montant de €1.910.198 est ainsi enregistré en produits différés au titre des subventions reçues ou à recevoir.

Les subventions accordées ne contiennent pas d'autres conditions à remplir que celles d'engager les dépenses admissibles dans le cadre des projets de développement technologique visés.

3. Achats

Les coûts d'approvisionnement, d'achats de matières premières, de produits finis, de marchandises et les variations de stocks pris en charges au cours des exercices ont été de €38.366.468 en 2012, €60.066.350 en 2011 et €59.968.888 en 2010. L'évolution des achats est conforme à celle du chiffre d'affaires, la diminution entre 2011 et 2012 s'expliquant par les ventes moins importantes de matériel hardware tiers.

4. Biens et services divers

Les biens et services divers s'élèvent à €22.363.407 en 2012 pour €21.306.200 en 2011 et €18.478.411 en 2010. L'évolution de ces charges entre 2011 et 2012 s'explique essentiellement par une augmentation du nombre de contrats de consultance et de sous-traitance liés à certains nouveaux projets de 2012, notamment dans le cadre de l'extension de certaines activités avec la Commission Européenne, augmentation atténuée par certaines économies de coûts réalisées dans d'autres activités.

Les biens et services divers comprennent des charges de locations immobilières, de locations de véhicules, de locations de matériel et d'autres locations pour un montant de €3.561.888 en 2012, €3.435.256 en 2011 et €3.335.027 en 2010. Aucun revenu de sous-locations n'a été perçu en 2011 et 2010 contre un revenu de €22.815 en 2009.

€ - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Autres locations	78.632	50.466	59.956
Locations de matériel	248.169	228.464	352.867
Locations de véhicules	2.172.890	2.142.162	2.000.565
Locations immobilières	1.062.197	1.014.164	921.640
Total	**3.561.888**	**3.435.256**	**3.335.028**

Pour le reste, les biens et services divers comprennent les autres achats externes (électricité, eau, téléphone, frais de consultance et de sous-traitant, frais de marketing et de publicité) nécessaires au bon fonctionnement et à l'évolution du groupe.

5. Coûts de personnel

A la fin de l'année 2012, I.R.I.S. Group employait 487 personnes (75,4% d'hommes et 24,6% de femmes) pour 496 personnes (76,6% d'hommes et 23,4% de femmes) en 2011 et 533 personnes (77,9% d'hommes et 22,1% de femmes) en 2010. L'âge moyen est de 38,83 ans à fin 2012 pour 38,57 ans à fin 2011 et 38 ans à fin 2010.

L'effectif moyen a été de 474,19 équivalents temps plein en 2012 (-4,96%), de 498,99 équivalents temps plein en 2011 et de 514,77 équivalents temps plein en 2010. L'effectif moyen en équivalent temps plein est réparti de la manière suivante entre les différentes entités du groupe en 2010, 2011 et 2012:

Equivalents temps plein	2012			2011			2010		
Sociétés	**Personnel de Management**	**Employés**	**Total**	**Personnel de Management**	**Employés**	**Total**	**Personnel de Management**	**Employés**	**Total**
I.R.I.S. Solutions & Experts	3,01	42,22	45,23	4,64	53,28	57,92	3,50	65,11	68,60
I.R.I.S. France	3,01	54,26	57,27	6,35	58,23	64,58	6,59	66,68	73,27
I.R.I.S. S.A.	4,61	63,44	68,05	4,60	56,45	61,05	4,27	55,41	59,69
I.R.I.S. Financial Services	1,90	40,58	42,48	4,79	52,34	57,13	6,00	52,86	58,86
I.R.I.S. Solutions & Experts Europe	0,00	43,88	43,88	0,00	44,49	44,49	0,92	61,67	62,59
I.R.I.S. ICT	1,00	61,01	62,01	1,00	65,18	66,18	1,00	59,37	60,37
I.R.I.S. AG	3,01	34,66	37,67	3,00	30,78	33,78	3,95	27,71	31,66
I.R.I.S. Nederland	3,01	30,52	33,53	1,90	28,90	30,80	1,60	22,43	24,03
I.R.I.S. Luxembourg	0,87	29,62	30,49	2,87	32,03	34,90	3,20	27,72	30,92
I.R.I.S. GROUP	3,01	12,41	15,42	3,00	13,00	16,00	3,00	12,00	15,00
I.R.I.S. INC	1,00	8,26	9,26	1,00	9,13	10,13	1,00	9,18	10,18
I.R.I.S. Hong Kong Ltd	1,00	5,27	6,27	1,00	5,42	6,42	1,00	3,64	4,64
Ondit	0,00	12,07	12,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
I.R.I.S. Nordic	0,00	10,56	10,56	0,25	14,36	14,61	1,00	13,54	14,54
I.R.I.S. Denmark	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	0,42	0,00	0,42
Total	**25,43**	**448,76**	**474,19**	**35,40**	**463,59**	**498,99**	**37,45**	**477,32**	**514,77**

Coûts du personnel - € - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Rémunérations brutes	27.809.820	28.426.202	28.431.782
Cotisations sociales	6.117.793	7.180.643	7.172.750
Provisions pour pensions	78.567	-27.010	37.321
Assurances groupe	572.315	544.282	541.016
Paiements basés sur des actions	109.583	70.185	54.486
Autres (formation, recrutement, provisions congés, …)	529.300	879.380	-36.695
Total	**35.217.378**	**37.073.682**	**36.200.660**

Les effectifs ont diminué entre 2011 et 2012, principalement suite à la réorganisation de certaines équipes (adaptation de certaines structures managériales principalement). Cette réorganisation a généré des économies importantes en 2012. D'autres équipes ont quant à elles été renforcées afin de suivre l'évolution de leur activité.

Des plans d'assurance pension sont en place au sein de plusieurs entités du groupe. Ces plans sont des plans à cotisations définies et les sociétés n'ont aucune autre obligation que le paiement des primes mensuelles. Il y a pour certains plans une obligation d'un rendement minimal sur les primes versées. Ce rendement est garanti en quasi-totalité par les compagnies d'assurances, le solde ne représentant pas de montant significatif et ne nécessitant pas de provision complémentaire à l'état actuel.

Il existe en France des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite. Dans ce cadre, la valorisation des engagements à fin 2012 a conduit à la comptabilisation de charges d'un montant de €78.567. Ces plans de pension sont décrits au point 26. Engagement d'indemnités de départ en retraite et engagements de pension.

Les charges comptabilisées relatives aux plans d'assurance-groupe se sont donc élevées à €572.315 en 2012, €544.282 en 2011 et €541.016 en 2010.

Les autres charges de personnel sont décomposées de la manière suivante :

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Assurances légales	72.534	104.221	146.612
Autres frais de personnel	-239.975	-40.870	-323.169
Frais de formation	131.580	164.850	254.947
Provisions et reprises de provisions sur salaires	465.308	578.455	-211.178
Frais de recrutement	99.853	72.724	96.093
Total	**529.300**	**879.380**	**-36.695**

6. Amortissements et dépréciations sur immobilisations

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Amortissements d'immobilisés incorporels	1.619.985	905.957	815.940
Amortissements d'immobilisés corporels	1.151.609	1.190.848	1.120.826
Total	**2.771.594**	**2.096.805**	**1.936.766**

Les notes 14 sur les immobilisations incorporelles et 15 sur les immobilisations corporelles fournissent de plus amples détails.

7. Dépréciations de stocks, dépréciations de créances commerciales et provisions

Le tableau ci-dessous synthétise les montants pris en résultat au cours des exercices 2010, 2011 et 2012. Les points 17 Stocks, 18 Contrats en-cours, 19 Créances commerciales et autres débiteurs et 25 Provisions fournissent de plus amples informations sur les dépréciations et provisions constituées.

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Pertes de valeur sur créances clients et commandes en cours	**-155.180**	**-299.579**	**-101.608**
Pertes de valeur sur stocks obsolètes ou défectueux	**544.486**	**-143.109**	**-318.304**
Provisions pour risques et charges	**-147.489**	**275.817**	**121.978**
Pertes de valeur sur commandes en-cours	0	0	0
Provisions pour exécution de commandes	96.904	-108.801	98.823
Provisions pour litiges	-244.393	384.618	23.155
Provisions pour autres risques et charges	0	0	0

Au cours de l'exercice 2012, I.R.I.S. a enregistré des pertes de valeur sur créances commerciales pour un montant de €455.270, afin de couvrir les risques de défaillance de paiement de clients. D'une autre côté, les efforts continus de recouvrement ont contribué à réduire au maximum l'encours de créances commerciales mais ont également permis de recouvrer des créances estimées perdues auparavant et ont ainsi conduit à des reprises de pertes de valeur sur créances et commandes en-cours d'un montant de €300.090. L'effet net est donc de €-155.180.

Des dépréciations pour stocks obsolètes ont été actées pour €227.937 en 2012, concernant des produits défectueux ou d'anciennes versions de produits. Des provisions pour dépréciation de stock avaient été enregistrées au cours des années précédentes pour couvrir le risque de pertes de fournisseurs et d'impossibilité de remplacement d'articles défectueux et les risques liés à des problèmes techniques spécifiques à certains composants (lentille, batterie, …). Les incertitudes concernant certains fournisseurs ayant été levées et les problèmes techniques constatés en 2011 ayant été résolus en 2012, des reprises de provisions pour dépréciation de stock ont été enregistrées au cours de l'exercice pour un montant de €772.423. L'effet net positif lié aux provisions pour perte de valeur sur stock est donc de €544.486

Des provisions pour perte sur commande en-cours ont été constituées au cours des exercices précédents pour couvrir des dépassements sur quelques projets. Ces provisions ont été utilisées en 2012 pour un montant de €133.362 au fur et à mesure de l'achèvement de ces projets. Une provision complémentaire d'un montant de €36.458 a été actée au 31/12/2012 pour couvrir les dépassements prévus sur projets.

Quelques litiges sociaux ont été clôturés en 2012 par des transactions conduisant à reprendre des provisions enregistrées les années précédentes pour un montant de €124.093. De nouvelles provisions ont été constituées à concurrence de €368.486 pour couvrir ou adapter le risque estimé dans quelques nouveaux litiges nés suite au plan de réorganisation mis en œuvre en 2011 et 2012. Au total, les utilisations et reprises de provisions conduisent à une augmentation des charges et de provision de €244.393 pour des litiges en matières sociales.

8. Autres charges opérationnelles

(€) - Période se terminant le :	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Amendes, majoration	5.299	23.947	709
Précompte immobilier	74.313	71.922	35.948
Taxes d'exploitation diverses	269.526	264.591	294.247
Autres	145.630	90.522	128.316
Total	**494.768**	**450.982**	**459.220**

Les autres charges opérationnelles comprennent essentiellement :

- les taxes d'exploitation diverses (taxe professionnelle, taxe locales, taxe de circulation, …) à concurrence de €269.526 en 2012, €264.591 en 2011 et €294.247 en 2010.
- les impôts fonciers pour €74.313 en 2012, €71.922 en 2011 et €35.948 en 2010.
- des charges opérationnelles diverses pour €145.630 en 2012, €90.522 en 2011 et €128.316 en 2010.

9. Produits financiers et charges financières

Produits financiers (€)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Gains de change	274.493	588.578	531.677
Intérêts reçus	107.277	56.227	65.979
Autres	16.082	39.199	28.128
Total	**397.852**	**684.004**	**625.784**

Charges financières (€)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Pertes de change	-181.789	-439.058	-373.941
Intérêts payés	-127.498	-190.380	-255.893
Frais bancaires et autres coûts d'emprunt	-87.190	-115.137	-143.373
Autres	-12.843	-110.990	-40.890
Total	**-409.320**	**-855.564**	**-814.097**

Résultat financier net (€)	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Gains (et pertes) de change	92.704	149.520	157.736
Intérêts reçus	107.277	56.227	65.979
Intérêts payés	-127.498	-190.380	-255.893
Frais bancaires et autres coûts d'emprunt	-87.190	-115.137	-143.373
Autres	3.239	-71.791	-12.762
Total	**-11.468**	**-171.560**	**-188.313**

10. Impôts sur le résultat

Le taux d'imposition statutaire belge de 33,99% appliqué au résultat consolidé avant impôt de €4.819.164 donnerait un impôt de €1.638.034. La différence par rapport à l'impôt réel consolidé de €1.190.435 qui fait apparaître un taux effectif d'impôt de 24,70% en 2012 (pour un impôt de €1.166.331 donnant un taux effectif de 23,75% en 2011 et pour un impôt de €1.035.115 donnant un taux effectif de 20,24% en 2010) provient :

- de l'impact des dépenses non admises
- des majorations et des régularisations d'impôts
- des écritures de consolidation n'ayant aucun impact sur l'impôt
- de l'imposition à des taux différents des entités présentes dans d'autres pays que la Belgique (France, Etats-Unis, Grand-Duché de Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne, Hong-Kong, Norvège et Danemark)
- des effets bénéfiques de l'application de la loi sur la déduction fiscale pour capital à risque (« intérêts notionnels ») et de l'impact de l'exonération fiscale de revenus de brevets en Belgique et en France.
- des effets négatifs de nouvelles mesures fiscales applicables en 2012 : taxation nouvelle sur certains avantages en natures, non report de certaines déductions fiscales non utilisées au cours de l'exercice (intérêts notionels), …
-

(€) - Exercice se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Impôt sur le résultat de l'année	-1.279.336	-1.924.394	-1.639.773
Régularisation impôts sur le résultat des exercices précédents	-16.786	-280.147	38.274
Impôt sur le résultat	**-1.296.122**	**-2.204.541**	**-1.601.499**
Transfert aux impôts différés actifs	409.768	1.185.950	623.448
Utilisation des impôts différés actifs	-163.729	-61.226	-120.318
Transfert aux impôts différés passifs	-285.149	-234.469	-71.141
Utilisation des impôts différés passifs	144.797	147.956	134.395
Impôts différés	**105.687**	**1.038.211**	**566.384**
Impôts	**-1.190.435**	**-1.166.331**	**-1.035.115**
Résultat consolidé avant impôt	**4.819.164**	**4.910.034**	**5.114.145**
Impôt théorique au taux de 33,99%	1.638.034	1.668.921	1.738.298
Indemnités de départ en retraite	-26.186	9.002	-9.926
Impact des dépenses non admises et revenus définitivement taxés	147.628	204.686	279.977
Impact de la déduction pour capital à risque	-308.787	-505.018	-438.365
Impact de l'exonération des revenus de brevets	-411.102	-373.170	-300.013
Impact Tax shelter	0	0	-44.724
Majoration d'impôt	10.287	23.250	12.880
Régularisation d'impôt	16.786	280.146	-38.274
Impact des impositions à des taux différents	123.776	-141.486	-164.738
Impôts sur le résultat	**1.190.435**	**1.166.331**	**1.035.115**
Taux effectif Impôt sur résultats	**24,70%**	**23,75%**	**20,24%**

Un crédit d'impôt a été comptabilisé en autres produits d'exploitation pour un montant de €389.281 pour €386.000 en 2011 et €465.900 en 2010, ces montants ne diminuant pas la base imposable mais réduisant la dette d'impôts (créance sur l'Etat compensable sur la dette d'impôt).

Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de comptabilisation.

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Actifs d'impôts différés en début de période:	**1.861.146**	**795.209**	**263.394**
Actifs d'impôts différés comptabilisés:			
Comptabilisation d'actifs d'impôts différés:	0	0	0
- sur base amortissement immobilisations incorporelles :	0	0	0
- Pertes fiscales récupérables dans les 5 ans	396.709	1.187.736	619.369
- Provisions pour pension	26.186	0	9.926
Utilisation des impôts différés			
- sur base d'amortissement immobilisations incorporelles	-4.345	-52.226	-100.108
- Récupération de pertes fiscales antérieures	-159.384	0	-20.210
- Regroupement d'entreprises (pertes récupérables)	0	0	0
- Provisions pour pension	0	-9.001	0
- Compensation actifs et passifs d'une même entité fiscale	-13.818	-60.572	22.838
Actifs d'impôts différés en fin de période:	**2.106.494**	**1.861.146**	**795.209**

Des actifs d'impôts différés complémentaires ont été comptabilisés à hauteur de €396.709 en 2012 pour tenir compte de pertes fiscales récupérables dans les 5 ans. Ces pertes étaient dues à des événements ponctuels. Des utilisations ou reprises d'actif d'impôts différés ont été enregistrées à concurrence de €159.384 en fonction des pertes récupérées ou des montants qui ne sont plus considérés comme récupérables dans les 5 ans.

Des actifs d'impôts différés ont été également reconnus pour des valeurs comptables et fiscales différentes dans le traitement d'immobilisés corporels (fonds de commerce fiscalement déductibles mais éliminés en consolidation). Ceux-ci ont été utilisés à concurrence de €100.108 en 2010, €52.226 en 2011 et €4.345 en 2012 suite aux amortissements fiscaux des exercices.

Enfin, la comptabilisation d'indemnités de départ en retraite et de plan de pension ont donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé pour €9.926 en 2010, d'une utilisation d'un montant de €9.001 en 2011suite à la diminution de la dette pour indemnité de retraite constatée en 2011 et à la comptabilisation d'un montant de €26.186 en 2012.

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Passifs d'impôts différés en début de période	**2.226.718**	**2.200.544**	**2.240.441**
Comptabilisation de passifs d'impôts différés:			
- sur base amortissement immobilisations incorporelles :	262.736	209.603	40.618
- sur base amortissement immobilisations corporelles :	25.099	25.099	31.042
Utilisation des impôts différés			
- sur base amortissement immobilisations incorporelles:	-142.615	-142.615	-132.975
- sur base amortissement immobilisations corporelles:	-2.181	-5.340	-1.420
- Compensation actifs et passifs d'une même entité fiscale	-13.818	-60.572	22.838
Passifs d'impôts différés en fin de période	**2.355.939**	**2.226.719**	**2.200.544**

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour un montant total de €2.355.939 fin 2012. Ils résultent de la valorisation des bâtiments, des clientèles ou des technologies reconnues lors de l'allocation du coût d'acquisition des sociétés I.R.I.S. ICT, I.R.I.S. Nederland et I.R.I.S. AG, ainsi que de traitements comptables IFRS différents du traitement comptable et fiscal belge pour la comptabilisation de certains immobilisés entraînant des rythmes d'amortissements fiscaux et comptables différents.

Des compléments de passifs d'impôts différés ont été comptabilisés pour des montants de €262.736 en 2012, €209.603 en 2011 et €40.618 en 2010.

L'utilisation totale des passifs d'impôts différés au titre des amortissements d'immobilisés incorporels est au total de €142.615 en 2012 et 2011 pour €132.975 en 2010.

Une compensation d'un montant de €13.818 a été réalisée entre actifs et passifs d'impôts différés présents au sein d'une même entité fiscale.

11. Résultats par action

Toutes les actions d'I.R.I.S. Group sont des actions ordinaires. Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires adapté en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles dilutives, en l'occurrence par le nombre moyen pondéré de warrants dilutifs (in the money) en circulation au cours de la période.

(€) - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Résultat pour le calcul du résultat de base par action	3.628.729	3.743.697	4.079.030
Effet d'actions ordinaires potentielles dilutives	0	0	0
Résultat pour le calcul du résultat dilué par action	**3.628.729**	**3.743.697**	**4.079.030**
Nombre moyen pondéré d'action pour le calcul du résultat de base par action	**1.824.747**	**1.843.661**	**1.841.064**
Stock option plan 1999	0	0	0
Stock option plan horizon 2005	0	0	585
Stock option plan horizon 2009	3.500	4.164	6.000
Stock option plan horizon 2011 "inconditionnels"	17.746	0	0
Stock option plan horizon 2011 "conditionnels"	20.000	0	0
Stock option plan horizon 2015	30.246	0	0
Effet d'actions ordinaires potentielles dilutives	**71.492**	**4.164**	**6.585**
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté pour le calcul du résultat dilué par action	**1.896.239**	**1.847.825**	**1.847.648**
Résultat de base par action	1,99	2,03	2,22
Résultat dilué par action	1,91	2,03	2,21

12. Dividendes

Dividendes payés au cours de la période

L'assemblée générale de 2010 statuant sur les comptes 2009 a décidé de la distribution d'un dividende total de €869.534. Ce dividende a été mis en paiement à partir du 31 mai 2010.

L'assemblée générale de 2011 statuant sur les comptes 2010 a décidé de la distribution d'un dividende total de €1.063.091. Ce dividende a été mis en paiement à partir du 31 mai 2011.

L'assemblée générale de 2012 statuant sur les comptes 2011 a décidé de la distribution d'un dividende total de €1.305.550. Ce dividende a été mis en paiement à partir du 31 mai 2012.

Un montant total de €1.291.948 a été payé au titre de dividendes des différentes années durant l'année 2012. Un solde de €399.013 reste comptabilisé dans les comptes au 31 décembre 2012, au titre de dividendes à payer pour l'ensemble des exercices écoulés.

Proposition de distribution de dividende

Sur base des résultats de l'exercice 2012, des perspectives de la société et des événements subséquents, le Conseil d'administration a proposé à l'assemblée générale du 21 mai 2013 de ne pas distribuer de dividende pour l'exercice écoulé.

13. Goodwill

Synthèse (€) – Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Goodwill au début de la période	**28.546.437**	**28.546.437**	**28.497.103**
Acquisition	0	0	49.334
Allocation prix d'acquisition	0	0	0
Impairment	0	0	0
Goodwill à la fin de la période	**28.546.437**	**28.546.437**	**28.546.437**

Le montant du goodwill a augmenté de €49.334 en 2010 par la comptabilisation d'un complément de prix d'un montant de €49.334 sur l'acquisition de I.R.I.S. Nederland qui a été constaté lors du paiement du dernier complément de prix et l'atteinte des objectifs maximum. Il n'y apas eu d'autres mouvements depuis.

Allocation des goodwills aux différentes unités génératrices de trésorerie (UGT)

(€) - Période se terminant le :	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Professional Solutions - ECM FBLI	6.882.687	6.882.687	6.882.687
Professional Solutions - ECM NL/NO/DK	3.566.510	3.566.510	3.566.510
Professional Solutions - ICT Infrastructure IT	11.808.944	11.808.944	11.808.944
Products & Technologies	6.288.295	6.288.295	6.288.295
Total	**28.546.436**	**28.546.436**	**28.546.436**

Les unités génératrices de trésorerie, ou UGT, auxquelles les goodwills pouvaient être alloués ont été déterminées comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie largement indépendantes en considérant :

- les activités, les produits et services offerts,
- l'organisation, le business model, la gestion, le suivi opérationnel
- les secteurs d'activité spécifiques des clients
- les marchés et l'approche commerciale, les canaux de distributions
- l'implantation.

Au cours de 2011, les équipes, organisations, structures managériales, gestion et suivi ainsi que le business model des business units ECM BE, ECM Lux et ECM France ont été profondément remaniées et très fortement simplifiées.

L'activité ECM sur les territoires belges, luxembourgeois et France faisait appel à des structures d'équipes et de management non optimales. Les équipes ECM Belgique, ECM France, ECM Luxembourg et ECM International Organization ont connu une refonte globale et ont été regroupées en une seule entité dont la structure permet de supprimer les redondances et d'adresser le marché international de manière unifiée, comme cela est d'ailleurs le cas dans les autres activités (P&T, ICT, ECM Legal). Les équipes commerciales et techniques ont été réunies sous des directions uniques et dans le cadre d'un business model et d'un portefeuille de solutions communs.

L'activité ECM (Belgique, France, Luxembourg, IO) fonctionne dorénavant comme une seule entité autonome et n'a plus d'équipes gérées de manière autonome, localement. Les business model et les plans d'affaires sont unifiés. Les anciennes UGT auparavant suivies localement ont donc été fusionnées en une seule UGT : ECM FBLI. Les goodwills qui leur étaient affectés sont également regroupés.

Les entités ECM NL et Nordic proposent des solutions « verticales » s'adressant à un secteur d'activité spécifique, celui des services légaux et de conseils. Ces entités sont regroupées dans des équipes communes sous une direction unique et proposent de manière autonome leurs solutions sur le marché international.

Products & Technologies (P&T) développe des technologies et des logiciels dans le domaine de la Reconnaissance Intelligente de Documents et commercialise son portefeuille de produits à l'échelle mondiale. Cette activité spécifique

est gérée et suivie par une direction générale, une direction commerciale et une direction technique uniques proposant les solutions au marché mondial.

L'activité Infrastructure (ICT) propose des services et la fourniture de matériels et logiciels pour mettre en œuvre et optimiser les infrastructures IT complexes sur un marché international.

Impairment tests

Les valeurs comptables des unités génératrices de trésorerie doivent être comparées à leurs valeurs recouvrables. Les valeurs comptables à comparer comprennent les actifs intangibles reconnus (clientèle, technologies, fonds de commerce, autres immobilisations incorporelles) nets d'impôts différés, les actifs corporels (matériels, installations, etc.), les stocks et commandes en-cours et les goodwills.

Les tests de dépréciations sont prioritairement basés sur la détermination de la valeur d'utilité sur base de 2 modèles.

Dans le premier modèle, la valeur d'utilité est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs générés par les actifs sur la période d'utilité et générés par la sortie des actifs à la fin de cette durée.

Le calcul de la valeur d'utilité fait appel à un discounted cash-flow (DCF) pour lequel I.R.I.S. utilise les valeurs suivantes :

- budgets financiers 2013 et plans à moyen terme 2014-2017 les plus récents des entités opérationnelles approuvés par la direction à horizon 5 ans

- extrapolation à un taux de croissance stable conservateur (0 à 2%)

- application du taux d'actualisation (WACC) construit sur base des paramètres (taux sans risque, prime de risque, prime de taille, béta) observés sur le marché, utilisés par des sources externes dans les analyses destinées à valoriser les sociétés similaires.

Les budgets sont construits en tenant compte des faits connus, des carnets de commandes, de la structure de coûts fixes prévue sur base des données existantes et intègrent les opportunités et projections de ventes décelées ainsi que les coûts nécessaires liés à la réalisation de ces objectifs (engagements supplémentaires, sous-traitance et matériel nécessaire, …).
Les plans à moyen terme intègrent les prévisions de croissance, les opportunités de ventes et les coûts liés à leur réalisation sur base de l'expérience du passé, des observations et de l'évolution prévue des solutions offertes, des entités concernées et du marché par le management.

Au-delà de l'horizon à 5 ans, le taux de croissance utilisé est de 0% afin de tester les business plans de manière prudente.

Pour la valorisation des DCF, le taux d'actualisation retenu (WACC) est de 11,79 % correspondant au taux utilisé récemment pour la valorisation d'I.R.I.S. dans le prospectus relatif à l'offre publique d'acquisition en cours auquel une prime de taille a été ajoutée, s'agissant d'évaluer des entités plus petites qu'I.R.I.S. Group dans son ensemble. Les paramètres utilisés pour construire ce taux d'actualisation sont repris ci-dessous. Ce taux se base sur l'hypothèse d'un financement entièrement par fonds propres, ce qui donne un taux plus conservateur qu'il ne le serait en considérant un financement en partie par endettement, qui pourrait être envisagé pour des structures de plus petites tailles. Afin de tester plus durement les modèles, nous avons également fait l'exercice en considérant une prime de taille, ce qui donne un taux de 11,79%, qui est fort conservateur.

Les flux de trésorerie disponibles et la valeur terminale sont donc actualisés à fin décembre 2012 par l'application d'un taux d'actualisation de 11,79%. Les hypothèses qui ont été utilisées pour déterminer ce taux d'actualisation sont également en ligne avec les taux utilisés par les analystes financiers qui suivent la Société.

Ces hypothèses s'appuient sur :

- un coût moyen pondéré du capital (« WACC ») équivalent au coût des fonds propres (« *cost of equity* ») étant donné que la Société est en possession d'une trésorerie nette positive (100% *equity*) ;

- un beta de 1,2, en ligne avec ceux utilisés pour l'échantillon de multiples des entreprises comparables cotées en bourse (le beta utilisé auparavant était de 0,82);

- un taux sans risque de 2,72%;
- une prime de risque de marché de 5,5%;
- une prime de taille de 2,47%.

Les UGT sont implantées dans des zones géographiques aux profils similaires. Elles ont des profils de risque semblables (tailles similaires, secteurs identiques, risques pays, risques de change, risques d'illiquidité, etc…) et des profils d'activités fort proches. Les profils de risque/investissement/entité (UGT) sont par ailleurs également fort proches du profil de risque de la société IRIS elle-même.

Les calculs de WACC intégrant des comparables, des analyses de sensibilité sur certains paramètres de risque des fonds propres (risque de taille, risque systémique Beta) donnent des résultats convergents et nous ont amené à utiliser un seul taux d'actualisation commun pour la valorisation de nos différentes UGT, taux d'actualisation considéré comme raisonnable, plutôt prudent et adéquat à la valorisation de chacune de nos UGT.

Les estimations des flux de trésorerie futurs incluent les flux de trésorerie nets qui seront reçus lors de la sortie de l'actif à la fin de sa durée d'utilité. De façon similaire et prudente, la direction estime que la valeur résiduelle à la fin de la durée d'utilité est au minimum égale à 1,3 X la marge brute.

Dans le second modèle, la valeur d'utilité est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs générés par les actifs sur la période d'utilité et en utilisant, pour le calcul de la valeur résiduelle, un taux de croissance perpétuel (constante de Gordon-Shapiro).

La valeur calculée est comparée pour chaque cash generating unit avec la valeur du goodwill et de l'unité génératrice de trésorerie qui lui est affectée pour voir s'il y a ou non dépréciation.

Pour effectuer ces tests de dépréciation, I.R.I.S. a utilisé les mêmes paramètres et valeur que dans la première méthode, cette méthode variant uniquement dans la détermination de la valeur résiduelle calculée en utilisant un taux de croissance perpétuel (formule de Gordon-Shapiro). Les taux de croissance perpétuels généralement utilisés varient de 0% à 2%. I.R.I.S. considère un taux de croissance perpétuel de 0% afin de tester les valeurs de manière prudente.

Les tests réalisés à fin 2012 n'ont pas conduit à l'identification de dépréciation.

En interne, I.R.I.S. valide les résultats obtenus par l'approche de la valeur d'utilité par un test complémentaire, non spécifiquement requis par l'IAS 36 : quand bien même la valeur d'utilité est supérieure à la valeur comptable pour toutes les UGT, I.R.I.S. procède également à la détermination de la juste valeur.

Les valeurs sont comparées aux transactions récentes sur base d'observation des multiples de marge brute ou de multiples d'EBIT. Les valeurs obtenues sont analysées au regard des pratiques du marché. Dans ce test complémentaire, aucun signe de dépréciation n'est également apparu au 31/12/2012.

Analyse de sensibilité

En cette période économique agitée et au vu de certaines situations spécifiques, il est recommandé de tester les plans d'affaires et les paramètres principaux utilisés dans ceux-ci. Les paramètres principaux utilisés dans les hypothèses prises pour la construction des plans d'affaires sont les niveaux de chiffre d'affaires et de marges brutes, la structure et l'évolution des coûts fixes et le niveau des investissements nécessaires à la réalisation de ces plans.

Le budget est établi de manière fort précise en matière de coûts à périmètre constant et intègre l'évolution des coûts sur 2013 en fonction des événements réalisés au 31/12/2012. Le niveau des ventes intègre les éléments connus à ce jour et les opportunités observées ou estimées de manière raisonnable. L'évolution des coûts est fonction de ces opportunités.

Les évolutions de ces paramètres au-delà de 2013 sont construites sur base de l'évolution des marchés estimés de manière globale de source externe (écrits spécialisés, observations, analyses de marché) et de manière spécifique sur base des observations du passé, de l'évolution de nos produits et de nos relations clients, de la stratégie mise en place par la direction et évidemment sur bases d'estimation de croissance en fonction de notre vision du marché et de notre position sur celui-ci.

Afin de tester les unités génératrices de trésorerie, I.R.I.S. a modifié les paramètres utilisés pour la confection des plans à moyen terme et a notamment divisé par 2 les taux de croissance présentés dans ceux-ci.

Le taux d'actualisation étant également un paramètre important. I.R.I.S. a utrilisé un taux d'actualisation construit en considérant une structure de financement sans dette conduisant à un taux d'actualisation de fort prudent. En considérant un financement en partie par dette, le taux d'actualisation serait moins conservateur. Le test inclus donc déjà l'hypothèse la plus sévère en ce qui concerne le taux d'actualisation. Les valeurs d'utilité des UGT ont ainsi été testées en modifiant des paramètres importants, à savoir les hypothèses des plans d'affaires, tout en utilisant le taux d'actualisation le plus prudent.

Les analyses de sensibilité menées sur les tests de dépréciation n'ont pas conduit à constater de dépréciation à acter.

Situation particulière de l'activité ECM FBLI

Comme cela a fait l'objet d'une note concernant les comptes au 31/12/2010 et au 30/06/2011, l'activité Professional Solutions-ECM en France a connu une année 2010 difficile. En 2011, l'ensemble de l'activité ECM en Belgique, France et Luxembourg a été analysée et remaniée comme déjà mentionné ci-dessus.

Les équipes ont été restructurées, l'organisation et le management remaniés pour être regroupés en une seule entité opérationnelle, suivie et gérée par un management unique. Les managements locaux ont été supprimés et remplacé par une direction unique, les équipes commerciales et techniques ont été regroupées pour supprimer les redondances, faire jouer les synergies et proposer une offre commune afin d'adresse le marché comme une seule équipe.

Un business model, des objectifs et des plans d'affaires communs ont été mis en place. Le management est toujours convaincu de l'existence d'un marché en croissance ; cette conviction du management est confirmée par des nombreux avis d'analystes externes, en particulier par exemple le marché français.

Les plans d'action mis en place ont généré des économies de coûts substantielles en 2012 et l'entité ECM FBLI a réalisé un résultat d'exploitation conforme aux attentes. Les conditions sont donc en principe réunies pour une reprise de la dynamique commerciale et pour une gestion optimale des ressources et des solutions proposées autour des produits I.R.I.S.

La situation devrait continuer à évoluer positivement dans le futur et le management table sur une rentabilité satisfaisante pour les prochaines années, adapté à la stratégie de l'entreprise et permettant de profiter d'un marché globalement en croissance.

Le discounted cash flow intégrant ces données et ce retour à la rentabilité et à la croissance enregistré dès 2012 ne montre pas de signe de dépréciation. Le management espère bien évidemment que cette UGT continuera à atteindre ses objectifs ou réalisera de bien meilleurs résultats.

Comme c'est le cas dans l'établissement de prévisions d'évolution des résultats, les plans d'affaires à moyen terme contiennent des évaluations en ce qui concerne le business, la santé financière des unités génératrices de trésorerie et les résultats futurs de celles-ci. Ces évaluations sont faites sur base des attentes du management. Elles sont sujettes aux risques et incertitudes qui sont exprimés dans le présent rapport annuel. La performance financière des unités génératrices de trésorerie pourraient le cas échéant différer matériellement en fonction de changements de l'état de la technologie, de conditions de marché, de déclin de la demande des produits et solutions proposés, d'incapacité de lancer des nouveaux produits, de perte de parts de marché, de pressions concurrentielle, etc. Ces conditions de marché pourraient avoir un impact significatif et défavorable sur les plans d'affaires et affecter significativement la valeur de goodwill.

Conclusion

Plusieurs modèles sont utilisés pour déterminer la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie et la juste valeur diminuée des coûts de vente, comme décrit ci-dessus. Selon les hypothèses retenues, ces modèles ne montrent pas de signe de dépréciation à fin 2012 et montrent un excédent de la valeur recouvrable des différentes UGT sur leur valeur comptable. Les hypothèses utilisées pour la construction des modèles ont été testées dans une analyse de sensibilité. I.R.I.S. utilise de plus plusieurs méthodes alors qu'il ne faut cependant selon IAS 36 que retenir la valeur la plus élevée

pour la comparaison à la valeur comptable. L'ensemble des tests et analyses n'ont pas identifié de dépréciation à acter au 31/12/2012.

14. Immobilisations Incorporelles

I.R.I.S. Group a choisi de suivre le principe de l'évaluation des immobilisations incorporelles selon le modèle du coût. Après leur comptabilisation en tant qu'actifs, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

I.R.I.S. Group - (€)	Concessions, brevets, licences, etc.	Acomptes versés
Valeur d'acquisition		
Au 01/01/2011:	**14.669.862**	**14.800**
Mutations de l'exercice :		
- Entrées de périmètre	0	0
- Acquisitions	3.522.196	0
- Cessions et désaffectations	-5.152	0
- Transferts d'une rubrique à une autre	14.800	-14.800
- Ecarts de conversion	4.087	0
- Autres variations	0	0
Au 31/12/2011 :	**18.205.793**	**0**
Amortissements		
Au 01/01/2011:	**5.191.523**	**0**
Mutations de l'exercice :		
- Entrées de périmètre	0	0
- Actés	905.957	0
- Repris car excédentaires	0	0
- Annulés à la suite de cessions	-5.152	0
- Transferts d'une rubrique à une autre	0	
- Ecarts de conversion	669	0
- Autres variations	0	0
Au 31/12/2011 :	**6.092.997**	**0**
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**12.112.796**	**0**

I.R.I.S. Group - (€)	Concessions, brevets,licences, etc.	Acomptes versés
Valeur d'acquisition		
Au 01/01/2012:	**18.205.793**	**0**
Mutations de l'exercice :		
- Entrées de périmètre	0	0
- Acquisitions	2.437.005	0
- Cessions et désaffectations	-527.401	0
- Transferts d'une rubrique à une autre	41.264	0
- Ecarts de conversion	29.587	0
- Autres variations	0	0
Au 31/12/2012 :	**20.186.248**	**0**
Amortissements		
Au 01/01/2012:	**6.092.997**	**0**
Mutations de l'exercice :		
- Entrées de périmètre	0	0
- Actés	1.619.985	0
- Repris car excédentaires	0	0
- Annulés à la suite de cessions	-527.396	0
- Transferts d'une rubrique à une autre	16.828	
- Ecarts de conversion	2.272	0
- Autres variations	0	0
Au 31/12/2012 :	**7.204.686**	**0**
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**12.981.562**	**0**

Les acquisitions d'immobilisés incorporels se sont élevées à €2.464.315 en 2012, dont €1.817.771 consistent en des développements technologiques internes permettant à I.R.I.S. de développer la qualité et la gamme de ses produits et services.

I.R.I.S. a acquis, en janvier 2012, un fonds de commerce et une équipe d'une vingtaine de consultants pour un montant de €390.000. Cette extension d'activité permet à I.R.I.S. d'augmenter la taille de ses équipes et son rôle auprès des institutions de l'Union Européenne.

Le solde consiste en l'acquisition ou le remplacement de logiciels. Les montants des investissements en immobilisés incorporels étaient de €3.525.614 en 2011 et €1.566.467 en 2010.

(€) - Période se terminant le:	2012	2011	2010
Acquisitions d'immobilisés incorporels, logiciels	2.464.315	3.525.614	1.566.467

Dépenses de développement

I.R.I.S. active uniquement les frais de développement consacrés aux développements de nouveaux produits. Les frais de développement consacrés au développement de nouvelles versions (upgrades) sont comptabilisés comme charges de l'exercice.

En 2010, les développements de nouveaux produits ont concerné des outils informatiques internes de gestion, le développement des technologies et applications I.R.I.S. pour les plates-formes mobiles et le développement d'une nouvelle solution de gestion électronique de documents pour entreprises, basée sur des technologies innovantes. Le montant de la production immobilisée en 2010 s'élève à €776.785.

En 2011, les développements de nouveaux produits ont concerné la poursuite des développements précédents (technologie pour plates-formes mobiles, développement d'un logiciel de gestion de documents) et de certaines applications de gestion ainsi que deux nouveaux programmes de développement l'un concernant les technologies de reconnaissance et de traitement des documents de langues asiatiques et l'autre concernant des logiciels dans le domaine du « Managed Operations ». Les développements réalisés en 2011 ont conduit à une production immobilisée de €3.140.921.

En 2012, les développements de nouveaux produits ont concerné la poursuite des développements précédents (technologie pour plates-formes mobiles, développement d'un logiciel de gestion de documents, développement concernant les technologies de reconnaissance et de traitement des documents de langues asiatiques) ainsi qu'un nouveau programme de développement concernant des applications logicielles dans le domaine du « Managed Operations » et de « l'intelligence performance monitoring ». Les développements réalisés en 2012 ont conduit à une production immobilisée de €1.817.771.

Ceci a été décrit à la note 2.

L'effort fourni en recherche et développement a par ailleurs porté sur le développement et l'amélioration de nombreux produits ayant une durée de vie inférieure à un an et pris en charge durant l'exercice (développement de versions annuelles des produits).

Ainsi, les efforts de recherche et de développement accomplis pour améliorer les versions des produits ou les solutions projets restent intenses. L'ensemble des efforts en recherche et développement ont engendré des dépenses comptabilisées en charges de personnel pour des montants de €6.268.853 en 2012, €6.424.764 en 2011 et €6.003.495 en 2010. En intégrant le coût complet (biens et services divers, infrastructure, free-lance, etc…), les montants sont de €7.353.547 en 2012, €7.722.884 en 2011 et €7.657.892 en 2010.

Dépenses de développement comptabilisées en charges de personnel pendant la période :

(€) - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Développement Produits	2.978.256	3.325.665	2.770.058
Développement Projets	3.290.597	3.099.099	3.233.437
Total dépenses de développement	**6.268.853**	**6.424.764**	**6.003.495**

15. Immobilisations corporelles

I.R.I.S. Group a choisi de suivre le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles selon le modèle du coût. Après leur comptabilisation en tant qu'actifs, les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

I.R.I.S. Group - (€)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Leasing et droits similaires	Autres immo. corporelles	En cours
Valeur d'acquisition						
Au 01/01/2011:	**8.857.978**	**5.722.705**	**1.686.188**	**415.720**	**370.423**	**17.477**
Mutations de l'exercice :						
- Entrées de périmètre	0	0	0	0	0	0
- Acquisitions	86.340	588.800	356.600	1.126	0	0
- Cessions	0	-34.645	-159.092	-14.794	0	0
- Transferts d'une rubrique à une autre	4.600	4.753	196.894	0	-188.771	-17.477
- Ecarts de conversion	0	716	2.435	0	0	0
- Autres variations	0	0	0	0	-1	0
Au 31/12/2011 :	**8.948.918**	**6.282.329**	**2.083.025**	**402.052**	**181.651**	**0**
Amortissements						
Au 01/01/2011:	**2.878.202**	**4.852.367**	**1.325.172**	**267.083**	**219.811**	**0**
Mutations de l'exercice :						
- Entrées de périmètre	0	0	0	0	0	0
- Actés	362.503	498.164	232.625	71.989	25.567	0
- Repris	0	0	0	0	0	0
- Annulés à la suite de cessions	0	-29.363	-81.168	-14.794	0	0
- Transferts d'une rubrique à une autre	0	8.333	103.376	0	-111.709	0
- Ecarts de conversion	0	492	2.433	0	0	0
- Autres variations	0	0	0	0	0	0
Au 31/12/2011 :	**3.240.705**	**5.329.993**	**1.582.438**	**324.278**	**133.669**	**0**
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**5.708.213**	**952.336**	**500.587**	**77.774**	**47.982**	**0**

I.R.I.S. Group - (€)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Leasing et droits similaires	Autres immo. corporelles	En cours
Valeur d'acquisition						
Au 01/01/2012:	**8.948.918**	**6.282.329**	**2.083.025**	**402.052**	**181.651**	**0**
Mutations de l'exercice :						
- Entrées de périmètre	0	0	0	0	0	0
- Acquisitions	27.582	534.326	227.604	0	104.213	35.958
- Cessions	0	-10.079	-134.225	-79.415	0	0
- Transferts d'une rubrique à une autre	0	-29.679	-11.585	0	0	0
- Ecarts de conversion	0	1.144	-1.996	0	0	0
- Autres variations	0	0	0	0	0	0
Au 31/12/2012 :	**8.976.500**	**6.778.041**	**2.162.823**	**322.637**	**285.864**	**35.958**
Amortissements						
Au 01/01/2012:	**3.240.705**	**5.329.993**	**1.582.438**	**324.278**	**133.669**	**0**
Mutations de l'exercice :						
- Entrées de périmètre	0	0	0	0	0	0
- Actés	354.392	494.744	215.415	52.086	34.972	0
- Repris	0	0	0	0	0	0
- Annulés à la suite de cessions	0	-10.079	-132.098	-75.151	0	0
- Transferts d'une rubrique à une autre	0	-23.255	6.427	0	0	0
- Ecarts de conversion	0	63	-1.978	0	0	0
- Autres variations	0		0	0	0	0
Au 31/12/2012 :	**3.595.097**	**5.791.466**	**1.670.204**	**301.213**	**168.641**	**0**
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**5.381.403**	**986.575**	**492.619**	**21.424**	**117.223**	**35.958**

Les principaux achats d'immobilisés corporels en 2010 ont consisté en :

Immobilisés 2010	Montants en €
Aménagements des bâtiments	63.485
Mobilier & matériel de bureau	187.015
Equipements et installations	229.165

Les principaux achats d'immobilisés corporels en 2011 ont consisté en :

Immobilisés 2011	Montants en €
Aménagements des bâtiments	86.340
Mobilier & matériel de bureau	279.802
Equipements et installations	583.487

Les principaux achats d'immobilisés corporels en 2012 ont consisté en :

Immobilisés 2012	Montants en €
Aménagements des bâtiments	167.753
Mobilier & matériel de bureau	221.195
Equipements et installations	535.407

16. Autres actifs non courants et actifs d'impôts différés

Les autres actifs non courants s'élèvent à €361.849 au 31/12/2012, €379.171 au 31/12/2011 et €518.477 au 31/12/2010 et correspondent à :

- de cautions versées auprès de caisses de dépôt et consignation dans le cadre de contrats de vente ou dans le cadre de garanties locatives ou autres (électricité par exemple): €361.849 en 2012 pour €379.171 en 2011 et €341.477 à fin 2010.
- des montants investis en Tax shelter pour €177.000 à fin 2010.

L'analyse complète sur les actifs d'impôts différés a été développée au point 10. Impôts sur le résultat.

17. Stocks

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Stocks	**2.812.860**	**2.725.173**	**2.636.234**
Approvisionnements	1.429.229	1.337.276	1.085.251
Produits finis	1.060.530	1.056.540	1.430.463
Marchandises	323.101	331.357	120.520

Des dépréciations de stocks (dotations +, reprises -) pour matériels obsolètes ou pour produits retournés et défectueux ont été actées pour des montants de nets €-544.486 en 2012, €143.109 en 2011 et €318.304 en 2010.

18. Contrats en cours

Un certain nombre de projets développés sont en cours à la date du 31 décembre et comptabilisés selon IAS 11 – Contrats en cours.

Les travaux en cours sont valorisés selon la méthode du degré d'avancement, sur base des prestations réalisées par rapport aux prestations budgétées. La société enregistre, pour les commandes en cours d'exécution, le montant des travaux réalisés à la date de clôture mais non encore pris en revenu.

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Montants des produits comptabilisés	**2.738.396**	**3.383.081**	**2.568.616**
Montants des charges comptabilisées	-2.429.624	-2.786.371	-1.455.797
Pertes attendues comptabilisées immédiatement en charges	-36.060	-68.801	0
Bénéfices comptabilisés moins pertes comptabilisées	**272.712**	**527.910**	**1.112.819**
Coûts des contrats encourus au cours de la période	-2.429.624	-2.786.371	-1.455.797
Coûts des contrats se rapportant à une activité future	0	0	0
Produits des contrats en cours	2.738.396	3.383.081	2.568.616
Facturations intermédiaires	**1.633.126**	**2.222.667**	**1.129.559**
Montants dus par les clients	**1.134.832**	**1.183.196**	**1.483.490**
Montants dus aux clients	**-29.562**	**-22.783**	**-44.433**
Retenues sur les facturations intermédiaires	0	0	0
Acomptes reçus sur contrats en cours	0	0	0

19. Créances commerciales et autres débiteurs

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Créances commerciales et autres débiteurs	**34.510.567**	**43.562.565**	**63.456.049**
Créances commerciales	32.245.746	39.828.178	59.670.690
Autres créances	2.264.821	3.734.387	3.785.359
Autres Actifs courants	**1.936.294**	**2.274.834**	**2.473.480**

Les créances commerciales représentent environ 118 jours de chiffre d'affaires à fin 2012 pour 120 jours de chiffre d'affaires à fin 2011 et 182 jours à fin 2010. Cette évolution s'explique par une activité plus linéaire au cours des exercices 2011 et 2012 par rapport à 2010 qui avait connu une activité très soutenue en fin d'exercice conduisant à la livraison et la facturation d'importants contrats, notamment de ventes de matériel IT complexe, au cours du mois de décembre 2010. La qualité du recouvrement client reste très bonne en 2012 et la structure de l'échéancier client en termes d'ancienneté reste très saine. Notre activité reste importante en fin d'exercice et explique un montant important de créances commerciales en date de clôture.

Les autres créances comprennent essentiellement des subsides à recevoir et les créances sur l'administration de la T.V.A. et sur l'Etat.

Les autres actifs courants comprennent essentiellement le montant des maintenances facturées d'avance et les charges à reporter (assurances, locations, abonnements) facturées fin décembre et se rapportant à l'exercice suivant.

20. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

(€) - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Placements bancaires court terme	3.493.667	126.311	2.777.080
Cash disponible sur comptes bancaires	17.367.334	14.689.209	8.235.984
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**20.861.001**	**14.815.520**	**11.013.064**

Les placements bancaires à court terme consistent en :

- des placements à terme répondant aux caractéristiques suivantes :
  - placements dont le capital est garanti
  - recherche du meilleur taux d'intérêt fixe en fonction de la durée de placement
  - aucune prise de risque sur l'intérêt des placements

- des placements très liquides pouvant être retirés à tout moment. Ils rapportent selon le placement utilisé:
  - un taux d'intérêt proche de Euribor 1 mois selon la tranche de montant placé.
  - un taux d'intérêt proche de l'EONIA sur certains comptes à vue

Les variations de la trésorerie sont décrites dans le tableau des flux de trésorerie.

Trésorerie nette

(€) - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Placements bancaires court-terme	3.493.667	126.311	2.777.080
Cash disponible sur comptes bancaires	17.367.334	14.689.209	8.235.984
Dettes financières court-terme	**-1.473.384**	**-1.595.523**	**-1.670.727**
Découverts bancaires	**-3.435**	**-126**	**-68**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**19.384.182**	**13.219.871**	**9.342.269**

I.R.I.S. a contracté des emprunts en 2009 pour refinancer certains investissements et renforcer sa réserve de trésorerie en profitant d'une période de taux bas et de conditions favorables. Le montant total des emprunts était de €7.000.000 pour une durée de 5 ans. Les dettes financières court terme sont constituées en 2012 de la partie échéant dans l'année de ces nouveaux emprunts pour un montant de €1.400.000 et pour le reste de la partie échéant dans l'année des emprunts contractés pour le financement de ses bâtiments ou de matériel. Ceci sera développé dans la note 27. Emprunts.

21. Capital

I.R.I.S. cherche à optimiser de manière continue sa structure financière et à trouver un équilibre entre son endettement financier net et ses capitaux propres totaux tels que figurant dans le bilan consolidé. L'objectif principal du groupe en termes de gestion de sa structure financière est de maximiser la valeur pour les actionnaires, de réduire le coût du capital, de maintenir une bonne notation tout en assurant la flexibilité financière désirée afin de saisir les opportunités de croissance externe créatrices de valeur. L'accent est cependant mis actuellement sur un financement par fonds propres.

Le groupe gère sa structure financière et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Dans ce cadre, il peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital, procéder au rachat d'actions propres, émettre de nouvelles actions ou lancer des plans de paiement fondés sur actions.

Les objectifs, politiques et procédures de gestion sont demeurés identiques depuis plusieurs exercices. I.R.I.S. n'est sujet à aucune exigence externe en termes de capitaux propres minimum, excepté les exigences légales.

Nombre d'actions

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Nombre d'actions émises	1.865.072	1.865.072	1.865.072
Nombre d'actions non libérées	0	0	0
Nombres d'actions émises entièrement libérées	1.865.072	1.865.072	1.865.072

Toutes les actions d'I.R.I.S. Group sont des actions ordinaires sans valeur nominale, donnant droit au dividende (si émises avant la date de clôture de l'exercice pour lequel il est proposé) et à une voix à l'assemblée générale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées et sont composées de 1.534.378 actions dématérialisées ou au porteur et 330.694 actions nominatives au 31/12/2012 et de 1.534.353 actions dématérialisées ou au porteur et 330.719 actions nominatives au 31/12/2011 et au 31/12/2010.

Les actions entièrement libérées et les autres titres de la société sont nominatifs, au porteur ou dématérialisés, dans les limites prévues par la loi.

Leur titulaire peut, à tout moment et à ses frais, demander la conversion de ses titres en titres nominatifs ou dématérialisés.

Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

Les titres au porteur de la société, déjà émis et inscrits en compte titres au 1er janvier 2008, existent sous forme dématérialisée à partir de cette date. Les autres titres au porteur seront, au fur et à mesure de leur inscription en compte-titres à partir du 1er janvier 2008, également automatiquement convertis en titres dématérialisés. Les titres au porteur émis par la société et qui ne sont pas inscrits en compte-titres, ont été convertis de plein droit en titres dématérialisés au 31/12/2008.

A partir du 31/12/2008, les droits attachés à la possession de ses titres sont suspendus jusqu'à leur conversion en titres nominatifs ou dématérialisés.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation en début et en fin de période:

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Nombre d'actions en circulation en début de période:	**1.865.072**	**1.865.072**	**1.850.072**
Augmentation de capital - exercices de warrants	0	0	15.000
Augmentation de capital – souscription privée	0	0	0
Augmentation de capital - Regroupements d'entreprises	0	0	0
Nombre d'actions en circulation en fin de période	**1.865.072**	**1.865.072**	**1.865.072**

Capital souscrit - entièrement libéré en début de période	**38.774.902**	**38.774.902**	**38.406.052**
Augmentation de capital - exercices de warrants	0	0	368.850
Augmentation de capital – souscription privée	0	0	0
Augmentation de capital - Regroupements d'entreprises	0	0	0
Capital souscrit - entièrement libéré en fin de période	**38.774.902**	**38.774.902**	**38.774.902**

Augmentation de capital

Il n'a été procédé à aucune augmentation de capital en 2012.

A fin 2012, le capital de la société s'élève à €38.774.902.

Capital autorisé

L'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 2009 a renouvelé et étendu, pour une durée de cinq ans à partir du 8 octobre 2009 et jusqu'au 8 octobre 2014, l'autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter en une ou plusieurs fois le capital social souscrit à concurrence de €38.000.000. Une telle autorisation vaut pour des augmentations de capital tant par apport en numéraire que par apport en nature, sous réserve des restrictions légales, ou par incorporation de réserves, avec ou sans prime d'émission, avec ou sans émission de titres nouveaux, avec ou sans droit de vote, par une émission publique ou privée et pour des émissions d'obligations convertibles en actions, d'obligations remboursables en actions, de droits de souscription (attachés ou non à d'autres titres) ou d'autres valeurs ou d'autres valeurs mobilières pouvant donner droit à terme à des actions de la société. Dans le cadre de cette autorisation, le conseil d'administration a procédé par acte dressé le 14 octobre 2011 à l'émission de 35.000 warrants en faveur du personnel de la société ou de ses filiales et a procédé à une augmentation de capital de €1.268.050 sous condition suspensive de l'exercice des warrants et de la constatation par le conseil d'administration de l'augmentation de capital qui en résultera. Au 31 décembre 2012, le capital autorisé non utilisé est de €36.731.950.

Le conseil est expressément habilité à procéder, pendant les trois ans qui suivent l'assemblée générale du 15 décembre 2011 ou, en cas de report, du 9 janvier 2012, à des augmentations de capital, en une ou plusieurs fois, à partir de la date de la notification faite par l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition la visant, par apport en numéraire, avec limitation ou suppression du droit de préférence des actionnaires et ceci aussi en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, membres ou non du personnel de la société ou de ses filiales, ou par apport en nature conformément aux dispositions légales en la matière. Dans cette hypothèse, le conseil d'administration peut également créer des titres représentatifs ou non du capital, conférant le droit de vote, ainsi que des titres donnant droit à la souscription de tels titres ou à l'acquisition de tels titres, si lesdits titres ou droits ne sont pas offerts par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Structure de l'actionnariat

Seuil de transparence

Réf.: Article 7 des statuts - Déclaration de participation

§ 1. Toute personne physique ou morale qui acquiert des titres représentatifs ou non du capital de la société et conférant le droit de vote doit déclarer a celle-ci et à la l'Autorité des services et marchés financiers le nombre de titres qu'elle possède lorsque les droits de vote afférents à ces titres atteignent une quotité de trois pour cent (3 %) ou plus du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu a la déclaration.

Elle doit faire la même déclaration en cas d'acquisition additionnelle de titres visés à l'alinéa 1er, lorsqu'a la suite de cette acquisition, les droits de vote afférents aux titres qu'elle possède atteignent une quotité de cinq, dix, quinze pour cent (5, 10, 15 %) et ainsi de suite par tranches de cinq (5) points, du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration.

Elle doit faire la même déclaration en cas de cession de titres lorsque, à la suite de cette cession, les droits de vote tombent en-deca d'un des seuils visés à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2.

§ 2. Lorsqu'une personne physique ou morale acquiert ou cède le contrôle, direct ou indirect, de droit ou de fait, d'une société qui possède trois pour cent (3 %) au moins du pouvoir votal de la société, elle doit le déclarer à celle-ci et à la Commission bancaire et financière.

§ 3. Les déclarations visées aux paragraphes 1 et 2 ci-avant doivent être adressées à l'Autorité des services et marchés financiers et, par lettre recommandée, à la société, au plus tard le second jour ouvrable qui suit le jour de la réalisation de l'acquisition ou de la cession qui y donne lieu, sans préjudice du régime particulier prévu par la loi pour les titres acquis par succession.

§ 4. Sauf les exceptions prévues a l'article 545 du code des sociétés, nul ne peut prendre part au vote à l'assemblée générale pour un nombre de voix supérieur à celui afférent aux actions dont il a, conformément aux paragraphes précédents, déclarer la possession, quarante-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

§ 5. Les déclarations prévues au présent article sont régies par les dispositions applicables du code des sociétés, sans préjudice des dispositions contenues dans les paragraphes précédents.

Seuils de transparence:

3% Seuil de la première notification de participation
5% Seuil de déclaration statutaire
10% Seuil de déclaration statutaire
15% Seuil de déclaration statutaire
20% Seuil de déclaration statutaire
Etc.

Notification de participation

Participation dans I.R.I.S. Group SA
Notification par une entreprise mère ou une personne détenant le contrôle
Dénominateur : 1 865 072 titres

Notifications reçues depuis le 1er septembre 2008 jusqu'au 10 avril 2013 :

Date de notification	Détenteurs de droits de vote	Nombre de droits de vote attachés à des titres	Nombre d'instruments financiers assimilés
17/10/2008	Albert Frère	0	
17/10/2008	Cie Nationale à Portefeuille	112.395	
27/10/2008	Pierre De Muelenaere	119.113	8500
27/10/2008	Baillie Gifford & co	27.896	
27/10/2008	Baillie Gifford Overseas Limited	57.114	
31/10/2008	Sofinim NV	112.395	
31/10/2008	Ackermans & Van Haaren NV	1.895	
31/10/2008	Stichting Administratiekantoor 'Het Torentje'	0	
31/10/2008	Raynive SA	81.446	
31/10/2008	Dumondal sc	0	
02/07/2009	FIN.CO	62.398	
02/07/2009	WALUFIN SA	0	
17/07/2009	Albert Frère	0	
17/07/2009	Cie Nationale à Portefeuille	0	
22/07/2009	Canon Europa NV*	314.790	
22/07/2009	Canon Inc.*	-	
22/07/2009	Pierre de Muelenaere*	47.645	8.500
22/07/2009	Etienne Van de Kerckhove*	6.360	8.500
23/07/2009	Sofinim NV	-	
23/07/2009	Ackermans & Van Haaren NV	1.895	
23/07/2009	Stichting Administratiekantoor 'Het Torentje'	-	
07/12/2011	Baillie Gifford & co	0	
07/12/2011	Baillie Gifford Overseas Limited	55.733	
10/10/2012	Oddo Asset Management	58.582	
28/03/2013	Oddo Asset Management	1.334	0
28/03/2013	FIN.CO	0	0
03/04/2013	Canon Europa NV*	1.698.237	-
03/04/2013	Canon Inc.*	-	-
03/04/2013	I.R.I.S. GROUP.*	-	-
03/04/2013	Pierre de Muelenaere*	0	8.500
03/04/2013	Etienne Van de Kerckhove*	0	8.500

*Agissant de concert

En date du 26/03/2013, Canon, via sa filiale Canon Europa N.V., a annoncé qu'à la clôture de la période d'acceptation initiale de son offre publique d'acquisition sur I.R.I.S. Group SA le 20 mars 2013, 1.698.237 actions d'I.R.I.S Group, étaient détenues par Canon, ce qui représente 91,05% de l'ensemble des actions d'I.R.I.S. Group..

Récapitulatif des droits de vote

Total du capital (Eur)	38.774.902
Nombre total de titres conférant le droit de vote	1.865.072
Nombre total de droits de vote (= dénominateur)	1.865.072
Nombre total d'obligations convertibles en titres conférant le droit de vote	0
Nombre total de droits à la souscription de titres conférant le droit de vote non encore émis (warrants)	45.000
Nombre total de droits de vote qui résulterait de l'exercice de ces droits de conversion ou de souscription	45.000
Nombre total d'actions sans droit de vote	0

22. Réserves

(€) – Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Réserves consolidées	**26.379.614**	**24.705.658**	**22.039.803**
Résultat reporté	26.829.939	24.508.017	21.827.352
Capitaux propres - paiements basés sur actions	666.459	556.876	486.691
Capitaux propres actions propres	-1.116.784	-359.235	-274.240

Les réserves consolidées sont composées du résultat reporté, des réserves constituées pour couvrir les montants de services fournis du passé comptabilisés dans le cadre des paiements basés sur actions et du montant des actions propres détenues.

Le tableau des variations des capitaux propres apporte l'ensemble des informations sur les différents postes des capitaux propres et les rapprochements entre les montants en début et fin de période.

Acquisition d'actions propres

Nombre d'actions - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Actions propres détenues en début de période	**24.186**	**21.807**	**41.264**
Actions propres acquises pendant la période	27.802	6.975	4.003
Actions propres cédées pendant la période	-2.696	-4.596	-23.460
Actions propres annulées pendant la période			0
Actions propres détenues en fin de période	**49.292**	**24.186**	**21.807**
€ - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Actions propres détenues en début de période	**359.235**	**274.240**	**1.143.606**
Actions propres acquises pendant la période	820.049	210.270	132.346
Actions propres cédées pendant la période	-62.500	-125.275	-1.001.712
Actions propres annulées pendant la période			0
Actions propres détenues en fin de période	**1.116.784**	**359.235**	**274.240**

Le conseil d'administration du 21 mars 2012 a approuvé un programme de rachat d'actions propres dont les caractéristiques sont les suivantes :

- L'objectif du plan est de réduire le nombre d'actions en circulation afin d'augmenter par voie de conséquence la rémunération des actionnaires, et à titre subsidiaire de disposer d'actions dans le cadre des plans de stock option

- Le programme est approuvé pour une période allant du 23 mars 2012 au 8 octobre 2014 et un nombre maximum de 150.000 actions d'I.R.I.S. Group SA, ou un montant maximum de €4.500.000

- Les actions acquises au cours d'une séance ne dépasseront pas 25% du volume de transactions quotidien moyen portant sur l'action à Euronext Bruxelles pendant les 20 séances précédant la date de chaque rachat.

- Cadre réglementaire : le programme sera mis en œuvre conformément aux articles 205 à 208 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés, et à l'arrêté royal du 5 mars 2006 relatif aux abus de marché ainsi qu'au Règlement (CE) 2273/2003 du 22 décembre 2003 (en ce qui concerne les dérogations prévues pour les programmes de rachat d'actions).

Au cours de l'exercice 2010, I.R.I.S. Group n'a acquis ou revendu aucune action propre. Au cours de l'exercice 2011, I.R.I.S. Group SA n'a acquis aucune action propre mais en a revendu 2.500 dans le cadre de l'exercice du plan de stock options attribué courant 2005. Ces actions ont été revendues pour un prix de vente de €62.775. Au cours de l'exercice 2012, I.R.I.S. Group SA n'a revendu aucune action propre mais en a acquis 25.535 dans le cadre du plan de rachat d'action propre pour un montant de €761.125. Au 31 décembre 2012, la société détenait 30.615 actions propres pour une valeur d'acquisition de €837.107.

Notons que la filiale I.R.I.S. Solutions & Experts a acquis 2.267 actions I.R.I.S. Group pour un montant de €58.924, en a cédé 2.696 pour une valeur de €62.500, dans le cadre de regroupements d'entreprises, et détenait 18.677 actions I.R.I.S. Group au 31 décembre 2012, pour une valeur de €279.677.

Les actions propres sont valorisées au coût d'acquisition.

23. Paiements basés sur les actions

Stock option plan horizon 2005

I.R.I.S. Group a émis en février 2002 des options sur actions en faveur du personnel, d'administrateurs et de sous-traitants réguliers du groupe (Stock Option Plan Horizon 2005). 25% des options pouvaient être exercées 13 mois après l'offre, 50% 25 mois après l'offre, 75% 37 mois après l'offre et 100 % 49 mois après l'offre, les options non exercées étant reportées.

Les conditions d'exercice des plans sont d'être toujours sous contrat avec I.R.I.S. Les périodes annuelles d'exercice sont du 1er au 15 avril, du 1er au 31 juillet et du 1er au 15 novembre.

I.R.I.S. Group appliquant les dispositions transitoires prévues par « IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions », cette norme n'est appliquée que pour les attributions d'instruments de capitaux propres (actions, options sur actions, …) ultérieures au 7 novembre 2002 et non acquises au 1er janvier 2005 et n'a donc pas été appliquée pour ce plan de stock option.

Au 31/12/2009, 15.250 options ou warrants étaient émis à un prix d'exercice de €24,59/action.

15.000 options ont été exercées en 2010 à ce prix d'exercice pour un montant de €368.850. 15.000 nouvelles actions ont été créées lors de l'augmentation de capital en résultant.

Il a été renoncé à 250 options suite au non exercice de celles-ci au terme de ce plan.

Stock option plan horizon 2009

Un stock option plan a été attribué en avril 2005, portant sur 12.500 options (et autant d'actions en cas d'exercice). Le coût des services rendus ou à venir a été comptabilisé à la juste valeur des instruments de capitaux propres acquis.

L'évaluation est fondée sur le modèle de Black & Scholes. Les variables utilisées sont les suivantes :

- Taux sans risque : OLO 5 ans
- Volatilité : 30%
- Fair market value : cours de l'action au 31/5/2005 augmenté d'un montant pour tenir compte des dividendes distribués sur la période de vie de l'option
- Time delay = nombre de jour de vie de l'option : 31/5/2005 – 31/12/2009
- Prix d'exercice correspondant au cours moyen de l'action au cours des 30 jours précédant l'attribution du plan.

Sur base des précédents plans de stock option, le pourcentage des options qui ne seront pas exercées (suite à perte de droits ou suite aux départs des employés) a été estimé et appliqué.

Certaines options sont soumises à une condition de stabilité d'emploi de 3 ans et le coût des services à venir est réparti sur la durée d'emploi conditionnelle à l'octroi des options. Le Conseil d'Administration du 17 Avril 2009 a approuvé la prolongation de la période d'exercice pour une période de 5 ans, dans les limites prévues par la Loi. L'échéance finale pour l'exercice des options est le 31/12/2014.

Aucun mouvement n'a eu lieu en 2010.

Au cours de l'exercice 2011, 2.500 options ont été exercée à un prix d'exercice de €25,11 pour un montant de €62.775. Au 31/12/2011, 3.500 options restent émises et leur prix d'exercice est de €25,11.

Aucun mouvement n'a eu lieu en 2012.

Stock option plan horizon 2011

Le Conseil d'administration a décidé d'émettre 30.500 options sur actions, essentiellement en faveur d'administrateurs exécutifs et de prestataires de service réguliers des sociétés du groupe I.R.I.S. donnant chacune droit, en cas d'exercice, à l'acquisition d'une action existante de la société. En conséquence, conformément aux conditions d'émission du stock option plan, ces 30.500 options donneront le droit aux bénéficiaires de ces options d'acheter, à l'occasion de l'exercice de ces options, un nombre maximum de 30.500 actions ordinaires représentatives du capital de la société. Chaque action acquise suite à l'exercice d'une option donnera droit aux dividendes mis en paiement au titre de l'exercice comptable pendant lequel l'option a été exercée.

Le conseil d'administration a décidé d'émettre 21.500 warrants donnant chacun droit, en cas d'exercice, à la souscription d'une action de la société. En conséquence, conformément aux conditions d'émission du stock option plan, les 21.500 warrants donneront le droit aux bénéficiaires de ces warrants de souscrire, par le biais de l'exercice des warrants, à un maximum de 21.500 actions ordinaires représentatives du capital de la société. Chaque action acquise suite à l'exercice d'un warrant donnera droit aux dividendes mis en paiement au titre de l'exercice comptable pendant lequel le Warrant a été exercé. La société fera le nécessaire pour obtenir l'inscription à la cotation des actions acquises suite à l'exercice de warrants. L'émission des warrants dans le cadre du capital autorisé a lieu avec suppression du droit de préférence des actionnaires actuels afin de bénéficier à titre principal aux membres du personnel, d'administrateurs exécutifs et de sous-traitants réguliers.

Au 31 décembre 2008, 30.500 options et 19.500 warrants étaient donc émis dans le cadre de ce plan. Leur prix d'exercice est de €42,18/action.

Suite à des départs survenus pendant les exercices, il a été renoncé à 1.000 warrants au cours de 2009 (500 inconditionnels et 500 conditionnels) et à 1.000 warrants inconditionnels au cours de 2010. En 2010, il a été renoncé à 833 warrants et 2.000 options conditionnels, certaines des conditions n'étant pas remplies.

En 2011, suite à des départs survenus pendant l'exercice et certains objectifs n'ayant pas été atteints, il a été renoncé à 5.000 options (1.000 inconditionnelles et 4.000 conditionnelles) et à 1.833 warrants (1.500 inconditionnels et 333 conditionnels.

En 2012, il a été renoncé à 834 warrants (500 inconditionnels et 334 conditionnels) suite à des départs survenus pendant l'exercice.

Au 31 décembre 2012, 23.500 options et 14.000 warrants étaient donc émis dans le cadre de ce plan. Leur prix d'exercice est de €42,18/action.

Ces options et warrants seront exerçables :

- à concurrence d'un tiers du total attribué au Bénéficiaire, à partir du 1er mars 2010,
- à concurrence d'un tiers supplémentaire à partir du 1er mars 2011
- à concurrence du dernier tiers à partir du 1er mars 2012
- au plus tard le 31 décembre 2012

et à condition d'être lié, de manière ininterrompue depuis l'attribution des warrants ou options, par un contrat de travail, un mandat ou un autre contrat de prestation de services avec la Société ou une filiale au moment de l'exercice.

Le coût des services rendus ou à venir a été comptabilisé à la juste valeur des instruments de capitaux propres en question.

L'évaluation est fondée sur le modèle de Black & Scholes. Les variables utilisées sont les suivantes :

- Taux sans risque : taux LIBOR ou zéro-coupon sur la période résiduelle
- Volatilité : 30,86%
- Fair market value : cours de l'action au 22/02/2007
- Time delay = nombre de jour de vie de l'option : 22/02/2007 – 31/12/2012
- Rendement annuel (dividende) : 1%
- Prix d'exercice correspondant au cours moyen de l'action au cours des 30 jours précédant l'attribution du plan.

Sur base des précédents plans de stock option, le pourcentage des options qui ne seront pas exercées (suite à perte de droits ou suite aux départs des employés) a été estimé et appliqué.

Une partie des warrants et options sont de type « conditionnel », leur exercice étant conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance et de rentabilité. Un pourcentage de 75% est appliqué pour tenir compte des probabilités d'atteintes des objectifs fixés dans le calcul de la juste valeur.

Ces options et warrants sont de plus soumis à une condition de stabilité d'emploi durant la période d'exercice et le coût des services à venir est donc réparti sur la durée d'emploi conditionnelle à l'octroi des options ou warrants.

Le Conseil d'Administration du 17 Avril 2009 a approuvé la prolongation de la période d'exercice pour une période de 5 ans, dans les limites prévues par la Loi.

Les Warrants pourront être exercés, avant le 31 décembre 2017, entre le 1er avril et le 15 avril, entre le 1er juillet et le 31 juillet et entre le 1er novembre et le 15 novembre. Tous les Warrants non encore exercés pourront être exercés entre le 20ième et le 5ième jour précédant le 31 décembre 2017.

Dans tous les cas, les Warrants qui n'auront pas été exercés le 31 décembre 2017 deviendront sans effet juridique et ne pourront donc plus être exercés après cette date.

Le plan a été revalorisé en date du 17/4/2009 en utilisant les variables à cette date :

- Taux sans risque : taux LIBOR ou zéro-coupon sur la période résiduelle
- Volatilité : 30,86%
- Fair market value : cours de l'action au 17/4/2009
- Time delay = nombre de jour de vie de l'option : 17/4/2009 – 31/12/2017
- Rendement annuel (dividende) : 1%
- Prix d'exercice correspondant au cours moyen de l'action au cours des 30 jours précédant l'attribution du plan.

Stock option plan horizon 2015

Le conseil d'administration a décidé d'émettre 35.000 warrants donnant chacun droit, en cas d'exercice, à la souscription d'une action de la société. En conséquence, conformément aux conditions d'émission du stock option plan, les 35.000 warrants donneront le droit aux bénéficiaires de ces warrants de souscrire, par le biais de l'exercice des warrants, à un maximum de 35.000 actions ordinaires représentatives du capital de la société. Chaque action acquise suite à l'exercice d'un warrant donnera droit aux dividendes mis en paiement au titre de l'exercice comptable pendant lequel le Warrant a été exercé. La société fera le nécessaire pour obtenir l'inscription à la cotation des actions acquises suite à l'exercice de warrants. L'émission des warrants dans le cadre du capital autorisé a lieu avec suppression du droit de préférence des actionnaires actuels afin de bénéficier à titre principal aux membres du personnel, d'administrateurs exécutifs et de sous-traitants réguliers. L'offre a été acceptée à concurrence de 31.000 warrants.

Au 31 décembre 2011, 31.000 warrants étaient donc émis dans le cadre de ce plan. Leur prix d'exercice est de €36,23/action.

Il a été renoncé à 1.000 warrants suite à des départs survenus au cours de l'exercice de sorte qu'au 31 décembre 2012, 30.000 warrants étaient donc émis dans le cadre de ce plan. Leur prix d'exercice est de €36,23/action.

Ces options et warrants seront exerçables pendant chaque mois de juillet et chaque première quinzaine de novembre à partir de juillet 2015 jusqu'au 15 novembre 2020 et à condition d'être lié, de manière ininterrompue depuis l'attribution des warrants ou options, par un contrat de travail ou un autre contrat de prestation de services avec la Société ou une filiale au moment de l'exercice.

Le coût des services rendus ou à venir a été comptabilisé à la juste valeur des instruments de capitaux propres en question.

L'évaluation est fondée sur le modèle de Black & Scholes. Les variables utilisées sont les suivantes :

- Taux sans risque : taux LIBOR ou zero-coupon sur la période résiduelle
- Volatilité : 30,86%
- Fair market value : cours de l'action au 18/09/2011
- Time delay = nombre de jour de vie de l'option : 18/09/2011 – 15/11/2020
- Rendement annuel (dividende) : 1%
- Prix d'exercice correspondant au cours moyen de l'action au cours des 30 jours précédant l'attribution du plan.

Sur base des précédents plans de stock option, le pourcentage des options qui ne seront pas exercées (suite à perte de droits ou suite aux départs des employés) a été estimé et appliqué.

Ces options et warrants sont de plus soumis à une condition de stabilité d'emploi durant la période d'exercice et le coût des services à venir est donc réparti sur la durée d'emploi conditionnelle à l'octroi des options ou warrants.

Un coût de €109.583 a été comptabilisé en charge en 2012 pour les différents plans, pour €70.185 en 2011 et €54.486 en 2010 et un montant correspondant a été enregistré en contrepartie dans les capitaux propres – Paiement basé sur des actions.

Il n'y a eu ni annulation ni modification de ces plans au cours de l'exercice.

Année 2010	Horizon 2005	Horizon 2009	Horizon 2011	Total	Prix d'exercice moyen pondéré
Prix d'exercice	24,59	25,11	42,18		
Période finale d'exercice	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2017		
Nombre de warrants en circulation en début de période	15.250	6.000	49.000	70.250	36,91
Nombre de warrants attribués pendant la période	0	0	0	0	
Nombre de warrants auxquels il est renoncé pendant la période	-250	0	-3.833	-4.083	41,10
Exercés pendant la période	-15.000	0	0	-15.000	24,59
Expirés pendant la période				0	
En circulation à la fin de la période	0	6.000	45.167	51.167	40,18
Exerçables à la fin de la période	0	6.000		6.000	25,11

Année 2011	Horizon 2009	Horizon 2011	Horizon 2015	Total	Prix d'exercice moyen pondéré
Prix d'exercice	25,11	42,18	36,23		
Période finale d'exercice	31/12/2014	31/12/2017	15/11/2020		
Nombre de warrants en circulation en début de période	6.000	45.167	0	51.167	40,18
Nombre de warrants attribués pendant la période	0	0	31.000	31.000	36,23
Nombre de warrants auxquels il est renoncé pendant la période	0	-6.833		-6.833	42,18
Exercés pendant la période	-2.500	0		-2.500	25,11
Expirés pendant la période				0	
En circulation à la fin de la période	3.500	38.334	31.000	72.834	38,83
Exerçables à la fin de la période	3.500	38.334		41.834	40,75

Année 2012	Horizon 2009	Horizon 2011	Horizon 2015	Total	Prix d'exercice moyen pondéré
Prix d'exercice	25,11	42,18	36,23		
Période finale d'exercice	31/12/2014	31/12/2017	15/11/2020		
Nombre de warrants en circulation en début de période	3.500	38.334	31.000	72.834	38,83
Nombre de warrants attribués pendant la période	0	0	0	0	-
Nombre de warrants auxquels il est renoncé pendant la période	0	-834	-1.000	-1.834	38,94
Exercés pendant la période	0	0	0	0	-
Expirés pendant la période				0	
En circulation à la fin de la période	3.500	37.500	30.000	71.000	38,82
Exerçables à la fin de la période	3.500	37.500		41.000	40,72

Pour les options exercées en 2011, le prix moyen pondéré de l'action était de €37,20 (€41,82 en 2010).

Les prix d'exercice des options en circulation au 31/12/2012 sont de €25,11, €42,18 ou €36,23 et la durée de vie résiduelle moyenne pondérée est de 6,08 ans fin 2012 pour 7,08 ans fin 2011 et 6,65 ans fin 2010.

24. Ecarts de conversion

(€) - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Ecart de conversion en début de période	**-48**	**-49.900**	**-84.734**
Valeurs historiques - Effet de la variation du taux de clôture sur le capital et les résultats reportés	-48.073	15.791	43.412
Effet de la différence entre le taux de clôture et le taux de change moyen de la période sur le résultat de la période	-13.251	34.061	-8.578
Ecart de conversion en fin de période	**-61.372**	**-48**	**-49.900**

Les écarts de change présents au passif du bilan résultent de la conversion des comptes des filiales américaine, anglaise, norvégienne, danoise et asiatique à la date de clôture des comptes. Les variations proviennent de la variation des taux de clôture sur les capitaux et résultats reportés des exercices précédents et de la différence de conversion entre le taux de clôture et le taux moyen de la période du résultat de la période.

25. Provisions

	Provisions pour litiges sociaux ou fiscaux	Provisions pour autres litiges	Provisions pour exécution de commandes	Total
Montants au 01/01/2011	**39.211**	**753.500**	**24.561**	**817.272**
Entrées dans périmètre de consolidation				
Constitutions et augmentations	405.091		108.801	513.892
Utilisations	-36.209			-36.209
Reprises		-753.500		-753.500
Montants au 31/12/2011	**408.093**		**133.362**	**541.455**

	Provisions pour litiges sociaux ou fiscaux	Provisions pour autres litiges	Provisions pour exécution de commandes	Total
Montants au 01/01/2012	**408.093**		**133.362**	**541.455**
Entrées dans périmètre de consolidation				
Constitutions et augmentations	368.486		36.458	404.944
Utilisations	-124.093		-133.362	-257.455
Reprises				
Montants au 31/12/2012	**652.486**		**36.458**	**688.944**

Diverses provisions ont ou avaient été constituées pour faire face à certains litiges :

- des provisions pour litiges sociaux qui comprennent différentes provisions portant sur des indemnités de rupture réclamées par d'anciens employés. Plusieurs litiges sociaux ont été clôturés au cours de 2012. Des provisions ont été utilisées pour €124.093. Des provisions complémentaires ont été comptabilisées pour un montant total de €368.486 pour couvrir les risques dans le cadre des nouveaux litiges survenus en 2012 ou auparavant pour l'ensemble du groupe.

Les provisions pour litiges ont été enregistrées selon les meilleures estimations établies par la direction d'I.R.I.S. Group.

Les jugements rendus sont cependant par essence difficiles à prévoir.

- des provisions pour exécution de commandes concernant les contrats en cours pour lesquels le résultat attendu à terme est une perte, celle-ci étant prise en charge en totalité. Une provision de €24.561 était enregistrée au 31/12/2010. Des provisions complémentaires ont été enregistrées en 2011 pour un montant total de €108.801. Ces provisions ont été utilisées en totalité (€133.362) lors de l'achèvement des projets concernés. Des provisions complémentaires ont été comptabilisées en 2012 pour un montant total de €36.458 pour provisionner des pertes à temrinaison constatées sur deux projets en cours au 31/12/2012.

- une provision d'un montant de €750.000 destinée à couvrir une intervention financière dans le cadre d'un litige portant sur des droits intellectuels opposant un client de I.R.I.S. SA à une société américaine et dans lequel I.R.I.S. était donc indirectement partie. Dans le cadre d'un contrat de partenariat, I.R.I.S. pouvait en effet avoir à prendre en charge une

partie des frais. Afin d'assurer sa défense, I.R.I.S. avait également intenté une action en justice en direct contre cette société américaine. Le montant provisionné correspondait à la meilleure estimation du risque de la part de la direction d'I.R.I.S. Les montants d'honoraires liés à la procédure étaient pris en charge lorsqu'ils étaient encourus. En 2011, un accord a été conclu entre les parties et chacun a renoncé à ses actions. La provision a donc été reprise en totalité. Un autre litige portant sur un montant de €3.500 entièrement provisionné s'est également clôturé en 2011 et a abouti à une reprise de cette provision de €3.500. Aucune provision pour autre litige n'a eu à être enregistrée en 2012.

26. Engagement d'indemnités de départ en retraite

La filiale française d'I.R.I.S. Group est tenue de verser des indemnités appelées «indemnités de départ en retraite» ou «indemnités de fin de carrière» à chacun de ses salariés au moment de leur départ à la retraite. Le montant de ces indemnités résulte de la convention collective « Bureaux d'étude technique » dont relève l'entreprise et le minimum légal fixé dépend du montant du dernier salaire de l'employé et de son ancienneté dans l'entreprise.

L'indemnité n'est pas due aux salariés quittant l'entreprise avant leur départ à la retraite. Pour les indemnités de fin de carrière, l'engagement de l'entreprise se définit en deux points :

- l'engagement correspondant aux services antérieurs, selon l'ancienneté acquise à la date d'évaluation
- l'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par les salariés entre la date d'évaluation et la date de départ à la retraite.

L'estimation des engagements prend donc en compte les probabilités pour un salarié d'être vivant dans l'entreprise à la date de son départ à la retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier.

Cet engagement d'indemnité de départ à la retraite ne fait pas l'objet d'un financement et n'est pas couvert par des actifs.

Le coût des services rendus au cours de la période, et le cas échéant le coût des services passés, sont comptabilisés en charges, dans les coûts de personnel. Les règles comptables appliquent les dispositions de la norme comptable internationale « IAS 19 – Avantages du personnel ». La norme IAS 19 Révisée - Avantages du personnel n'est pas appliquée anticipativement.

La valeur actualisée des engagements et le coût des services rendus au cours de la période sont évalués en appliquant la méthode des unités de crédit projetées, en appliquant des hypothèses actuarielles et des hypothèses financières.

Les hypothèses actuarielles comprennent des hypothèses démographiques (mortalité, rotation du personnel). Les hypothèses financières portent sur le taux d'actualisation, les niveaux futurs des salaires et avantages du personnel.

Le modèle prend en compte les différents paramètres propres à chacun des salariés comme l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, l'âge de départ à la retraite, l'ancienneté au moment du départ, le salaire brut annuel et des paramètres propres à l'entreprise comme la convention collective dont relève l'activité, les hypothèses de progression des salaires et le taux de rotation prévisionnel des salariés.

Les hypothèses utilisées sont les suivantes :

- paramètres économiques
  - augmentation annuelle des salaires de 2% constant
  - taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 3,00% (inflation comprise)

- paramètres sociaux
  - départ à la retraite à l'âge de 65 ans
  - taux de rotation moyen
  - taux de charges sociales de 49%
  - départ intervenant à l'initiative de l'employé

- paramètres techniques
  - table de mortalité TV88/90
  - méthode des unités de crédit projetées
  - tarification sur base de cotisations lissées (versements uniques assortis de cotisations lissées dans le temps)
  - cotisations payées annuellement d'avance, les départs étant prévus en début d'année.

Le taux d'actualisation de 3% utilisé en 2012 a varié par rapport à 2011 où il était de 4%. Ce changement d'hypothèse a généré une augmentation de la dette actuarielle de €56.773 par rapport à ce qu'elle aurait été en gardant le même taux d'actualisation qu'en 2011 et a ainsi généré une charge supplémentaire prise en résultat en 2012. Il n'y a pas eu d'autre changement dans les hypothèses utilisées.

Synthèse des engagements

(€) – Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Indemnités de départ à la retraite à verser	2.780.135	2.894.563	3.371.222	3.608.553	3.750.078
Valeur probable des indemnités à verser	2.105.545	2.172.912	2.477.806	2.608.875	2.944.886
Valeur actuelle probable des indemnités à verser	1.188.448	1.016.395	1.047.829	1.030.041	940.843
Dette actuarielle	469.590	391.023	418.033	380.712	340.741
Charge normale de l'exercice	42.045	36.767	38.147	37.321	34.135
Coût financier	11.731	16.721	17.132	15.333	16.089
Charge comptabilisée pour le coût des services passés	66.836	-43.731	-17.958	-12.683	-133.650

Montants comptabilisés au passif

(€) – Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Pensions et obligations similaires	469.590	391.023	418.033	380.712	340.741

Mouvement au cours de la période du passif comptabilisé

(€) – Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Au début de la période	**391.023**	**418.033**	**380.712**	**340.741**	**424.167**
Montant comptabilisé en charge	78.567	-27.010	37.321	39.971	-83.426
A la fin de la période	**469.590**	**391.023**	**418.033**	**380.712**	**340.741**

27. Emprunts

Les coûts d'emprunt, non directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

(€) – Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Dettes à plus d'un an	**770.140**	**2.246.206**	**3.863.018**
Dettes de location-financement	0	22.325	55.451
Etablissements de crédit	770.140	2.223.881	3.807.567
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	**1.473.384**	**1.595.523**	**1.670.727**
Dettes financières	**3.435**	**126**	**68**

Ventilation des dettes financières en fonction du terme

(€)	Montants dus dans l'année	Montants entre 1 an et 5 an	Montants dus dans plus de 5 ans	Total des emprunts
Emprunts Long-terme - crédit d'investissement	1.628.343	3.764.885	0	**5.393.228**
Emprunts court-terme	42.384	98.133	0	**140.517**
Lignes de facilités de crédit	68	0	0	**68**
Total emprunts au 31/12/10	**1.670.795**	**3.863.018**	**0**	**5.533.813**

(€)	Montants dus dans l'année	Montants entre 1 an et 5 an	Montants dus dans plus de 5 ans	Total des emprunts
Emprunts Long-terme - crédit d'investissement	1.541.004	2.246.206	0	**3.787.210**
Emprunts court-terme	54.519	0	0	**54.519**
Lignes de facilités de crédit	126	0	0	**126**
Total emprunts au 31/12/11	**1.595.649**	**2.246.206**	**0**	**3.841.855**

(€)	Montants dus dans l'année	Montants entre 1 an et 5 an	Montants dus dans plus de 5 ans	Total des emprunts
Emprunts Long-terme - crédit d'investissement	1.453.741	770.140	0	**2.223.881**
Emprunts court-terme	19.643	0	0	**19.643**
Lignes de facilités de crédit	3.435	0	0	**3.435**
Total emprunts au 31/12/12	**1.476.819**	**770.140**	**0**	**2.246.959**

Détail des emprunts

Détail des emprunts	**Type taux**	**Taux**	**Terme**	**Dû à fin 2012**	**Dû à fin 2011**	**Dû à fin 2010**
Crédit investissement immobilier	Taux variable convertible à taux fixe	Euribor + marge	2015	123.881	264.885	493.228
Crédits investissements et acquisitions	Taux fixe	4,2% l'an	2014	2.100.000	3.500.000	4.900.000
Location-financement matériel roulant	Taux fixe	Divers	2013	19.643	76.844	140.517
Total Emprunts Long Terme				**2.243.524**	**3.841.729**	**5.533.745**
Facilités de crédit "committed" 6,5 millions Eur	Ligne non révocable, taux variable	Euribor + marge, coût fixe annuel	31/7/2014 à 30/9/2014			

En 2009, I.R.I.S. Group a contracté des crédits d'investissement pour un montant total de €7.000.000, pour une durée de 5 ans, à taux d'intérêt fixe et sans nouvelles garanties, afin de refinancer certaines acquisitions ou certains investissements réalisés par le groupe et de renforcer les réserves de trésorerie disponibles en profitant d'une période de taux d'intérêt bas. Le montant dû à fin 2012 sur ces crédits d'investissement est de €2.100.000.

Le montant des intérêts et des commissions à payer dans les 5 ans sur les emprunts et les lignes de crédit committed est estimé à €110.995.

Les autres emprunts à long-terme sont des crédits d'investissement destinés à financer l'acquisition du bâtiment de Vilvoorde ou à financer des aménagements de bureau ou divers matériels.

I.R.I.S. possède fin 2012 des lignes de crédit bancaire « committed » (non résiliables sauf circonstances exceptionnelles) d'un montant de €6.500.000 non utilisées. I.R.I.S. dispose en outre d'une ligne de crédit révocable d'un montant de €1.500.000. Ces lignes viennent à échéance entre juillet 2014 et septembre 2014.

Il n'y avait pas de différence entre les justes valeurs des actifs et passifs financiers (trésorerie et équivalents de trésorerie, créances commerciales, dettes commerciales, emprunts) et leur valeur comptable au bilan tant en 2012 qu'en 2011 et 2010.

28. Risques de marché et gestion des risques financiers

Comme toute société qui évolue dans un marché compétitif, I.R.I.S. fait face à des risques généraux de marché.

En particulier:

- La faible croissance économique dans nos marchés domestiques: I.R.I.S. réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires sur le territoire européen et aux USA,

- La concurrence croissante : le mûrissement du marché entraîne une concentration du secteur autour de quelques acteurs dominants, dont I.R.I.S., et un durcissement de la concurrence sur le plan international,

- L'évolution de la technologie : l'évolution des produits et des services est un souci constant, afin de rester à la pointe de la connaissance et des attentes des clients les plus exigeants.

En matière de propriété intellectuelle, la présence et la croissance d'I.R.I.S. sur le marché américain en font une cible potentielle d'attaques par des sociétés spécialisées dans le dépôt de brevets très généraux et souvent non valables. Le but de ces sociétés est généralement d'obtenir une transaction amiable évitant à l'entreprise attaquée d'exposer des frais de défense bien plus élevés. D'autre part, la politique d'I.R.I.S. est de ne pas déposer systématiquement de brevets pour les avancées technologiques réalisées, pour éviter de rendre publics l'ensemble des secrets de réalisation alors même qu'il serait extrêmement compliqué et coûteux de démontrer la contrefaçon en matière de propriété intellectuelle pour un logiciel informatique. Le nombre de dépôts de brevets est cependant en augmentation depuis ces 3 dernières années.

En matière financière, la société n'a pas utilisé d'instruments financiers pour couvrir les risques inhérents aux activités.

Risque de change

La présence d'I.R.I.S. Group aux Etats-Unis et les relations commerciales (ventes ou approvisionnements) avec les pays asiatiques ou à l'international font exister un risque de change en dollar américain.

Certains écarts de conversion naissent d'opérations purement comptables (conversion des filiales étrangères, élimination des soldes inter-compagnies et des opérations réciproques en devises) et ne concernent pas des gains ou pertes réalisés. Il y a très peu de marge de manœuvre pour les écarts de conversion de ce type. C'est pourquoi I.R.I.S. Group met régulièrement en paiement les soldes intra-groupes en devises afin de minimiser les écarts de conversion.

Pour les opérations « réalisées » (transactions de vente ou d'achat et paiement en dollar), nous tentons de réduire au maximum le risque de change :

- en équilibrant nos volumes de vente et d'achat en dollar
- en prenant une position bilantaire de couverture en dollar (emprunt ou placement en dollar contre respectivement placement ou emprunt en euro) lorsque nécessaire
- en suivant régulièrement l'évolution du dollar et les prévisions financières, dans le but de réaliser nos positions en dollar au taux le plus favorable
- au moyen d'opérations de couverture, si nécessaire.

En matière de risque de change, le risque lié à l'exposition croissante au dollar américain ne peut être totalement couvert.

Risque de taux d'intérêt

En matière de risque de taux d'intérêt : vu le niveau d'endettement, ce risque est faible. Les crédits d'investissement sont soit à taux variable convertible à taux fixe soit à des taux fixes favorables. Les conditions de marge et de coûts fixes pour les facilités de crédit ont été négociées aux meilleures conditions.

Risque de crédit

En matière de risque de crédit, le Groupe peut être exposé à un risque de contrepartie lié aux :

- Activités opérationnelles :

Les ventes au grand public sont réalisées par le biais de notre site internet et payées anticipativement par carte de crédit, les ventes aux distributeurs agréés sont réalisées en prépaiement ou avec un délai de paiement correspondant à un historique de relations commerciales, et des limites de crédit sont mises en place pour réduire le risque. Par contre, il faut noter que certains distributeurs bénéficient d'une garantie de retour ou de reprise des produits par I.R.I.S. Quant aux ventes aux entreprises et administrations, la diversité, la taille et la qualité des clients (banque, assurances, distribution, industrie, administrations et secteur public, organisations internationales) diversifient le risque de perte même si les délais de paiement peuvent être assez longs. La majorité des clients sont des grands comptes, de renommée et pour lesquels le risque crédit est faible.

I.R.I.S. apporte depuis toujours une attention particulière au risque de crédit et au risque de contrepartie. Le groupe a mis en place des procédures de suivi et de gestion du risque client et des procédures de paiements et de recouvrement adaptées aux spécificités des contreparties (entreprises privées, entreprises publiques, organisations internationales, particuliers). La période de crise a intensifié les efforts permanents que nous menons dans la gestion de ce risque et au suivi des créances clients.

- Activités de placement :

I.R.I.S. n'entend pas prendre de risques en matière de placements de trésorerie : l'ensemble des placements est effectué en produits garantissant le capital à 100% et rémunérant un intérêt garanti minimum. Le groupe a également comme politique de diversifier ses placements auprès de différents partenaires financiers. L'apparition au quatrième trimestre 2008 de la crise de liquidité des banques et du risque de défaillance de certaines a conforté le groupe dans sa politique très prudente. L'ensemble des placements consiste à fin 2012 en des placements à court terme sûrs et très liquides. Le groupe intensifie également sa politique de gestion de trésorerie centralisée.

Risque de liquidité

La position de trésorerie nette est excédentaire et la volonté de la société est de maintenir un niveau de trésorerie et des facilités de crédit non résiliables, permettant de faire face à un manque de rentrées correspondant à quelques mois d'activité. Le groupe dispose donc de facilités de crédit largement adaptées à sa taille, à ses besoins et aux échéances auxquelles il aurait à faire face. C'est également dans cette optique que le groupe a contracté de nouveau crédits d'investissement à taux fixe pour financer ou refinancer ses investissements et acquisitions et maintenir un niveau important de réserve de trésorerie. La politique de financement s'appuie également sur les principes de gestion centralisée au sein de la maison-mère et de diversification des financements auprès des différents partenaires financiers.

Analyse des créances commerciales en termes d'ancienneté.

Les tableaux ci-dessous classent les montants des créances commerciales ouvertes aux dates du 31/12/2012, du 31/12/2011 et du 31/12/2010 selon leur ancienneté :

Comptes consolidés 2012	*+ de 90 jrs*	*entre 60 et 90 jrs*	*entre 30 et 60 jrs*	*moins de 30 jrs*	*à échoir*	*Total*
Créances commerciales au 31/12/2012	1.831.372	341.596	1.389.756	7.296.464	21.386.559	32.245.746
Répartition	5,68%	1,06%	4,31%	22,63%	66,32%	100,00%

Comptes consolidés 2011	*+ de 90 jrs*	*entre 60 et 90 jrs*	*entre 30 et 60 jrs*	*moins de 30 jrs*	*à échoir*	*Total*
Créances commerciales au 31/12/2011	2.150.495	1.289.114	1.856.393	6.872.105	27.660.071	39.828.178
Répartition	5,40%	3,24%	4,66%	17,25%	69,45%	100,00%

Comptes consolidés 2010	*+ de 90 jrs*	*entre 60 et 90 jrs*	*entre 30 et 60 jrs*	*moins de 30 jrs*	*à échoir*	*Total*
Créances commerciales au 31/12/2010	2.251.564	1.697.190	833.400	19.131.553	35.756.983	59.670.690
Répartition	3,77%	2,84%	1,40%	32,06%	59,92%	100,00%

Le montant des créances commerciales ouvertes au 31/12/2012 est en diminution par rapport à 2011 en raison de moindres ventes de matériel en fin d'exercice 2012 par rapport à 2011. Le montant des créances commerciales ouvertes au 31/12/2011 était également en forte diminution par rapport à 2010. Il convient de rappeler que décembre 2010 avait

connu une facturation record. En termes de structure et d'ancienneté de l'échéancier, la situation reste cependant très saine à fin 2012.

La majorité du montant des créances commerciales ouvertes à la date de clôture sont non échues à cette date (66,32% fin 2012 pour 69,45% fin 2011 et 59,92% en 2010). Il s'agit essentiellement des factures à établir (prestations et livraisons réalisées en fin d'année et à facturer début de l'année suivante) ou de la facturation de fin décembre dont les échéances tombent en janvier de l'année qui suit.

Pour le reste, 22,63% des créances sont venues à échéance dans les 30 jours précédents le 31/12/2012 (17,25% en 2011 et 32,06% en 2010), 4,31% sont venues à échéance depuis 30 à 60 jours (4,66% en 2011 et 1,40% en 2010), 1,06% depuis 60 à 90 jours (3,24% en 2011 et 2,84% en 2010) et 5,68% sont échues depuis plus de 90 jours (5,40% en 2011 et 3,77% en 2010) (essentiellement auprès d'institutions publiques où les procédures de paiement sont plus longues mais où le risque financier est plus faible).

L'analyse de l'antériorité des créances démontre la qualité de nos clients, des créances de l'ensemble du groupe I.R.I.S. et l'efficacité des procédures de recouvrement. La qualité de la balance clients reflète également la satisfaction des clients et donc la qualité du travail fourni et des réalisations effectuées par les équipes d'I.R.I.S.

29. Dettes commerciales et autres dettes

(€) - Période se terminant le:	**31/12/2012**	**31/12/2011**	**31/12/2010**
Dettes commerciales et autres dettes	**34.704.684**	**38.016.693**	**51.905.542**
Dettes commerciales	21.168.831	26.024.371	37.726.993
Montants dus aux clients sur contrats en-cours	315.289	1.380.933	1.169.288
Dettes fiscales, salariales et sociales	8.715.793	9.184.933	9.120.672
Impôts sur le résultat	*1.046.666*	*2.262.401*	*1.177.552*
Autres Impôts	*2.000.365*	*1.204.813*	*2.582.928*
Rémunérations et charges sociales	*5.668.762*	*5.717.719*	*5.360.192*
Autres dettes	**4.504.771**	**1.426.456**	**3.888.589**
Autres passifs courants	**6.721.228**	**6.242.864**	**6.296.816**

Les dettes commerciales représentent environ 127 jours de chiffre d'affaires fin 2012 pour 117 jours de chiffre d'affaires fin 2011 et 175 jours de chiffre d'affaires fin 2010. Ce montant est en diminution par rapport à 2011 et 2010 où le montant des achats en fin d'année est lié à l'activité du mois de décembre.

Les montants dus aux clients ont été commentés dans la partie consacrée aux contrats en-cours. Les dettes fiscales, salariales et sociales concernent les provisions d'impôts estimés sur les résultats et les impôts non encore échus ou enrôlés, les montants de T.V.A. et les cotisations sociales à payer dus durant le 1er trimestre de l'exercice qui suit et les provisions pour congés payés. Les autres dettes comprennent un montant de 3,5 millions d'euro collecté pour compte d'organismes sociaux dans un dossier lié au tarif téléphonique social à reverser début 2013. Pour le reste, les autres dettes sont composées essentiellement, les montants dus sur des contrats de royalties, les soldes de dividendes à payer.

Les autres passifs courants sont essentiellement composés des produits différés de maintenance facturés anticipativement aux clients, des charges provisionnées lors des césures d'exercice et des montants des subides reçus ou à recevoir.

Conformément au choix offert par IAS 20 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique, les subventions publiques liées aux investissements en immobilisations corporelles et incorporelles sont présentées au bilan en produits différés et sont inclues dans les autres passifs courants. Les revenus sont pris en résultats sur la durée de vie des actifs correspondants au même rythme que les charges d'amortissement. Les montants des subventions figurant au Bilan sont de €1.910.198 au 31/12/2012, €1.170.280 au 31/12/2011 et €650.650 au 31/12/2010.

Engagements hors bilan

Locations

Les montants des loyers annuels payés au titre de locations s'élèvent pour 2010, 2011 et 2012 à :

€ - Période se terminant le:	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Autres locations	78.632	50.466	59.956
Locations de matériel	248.169	228.464	352.867
Locations de véhicules	2.172.890	2.142.162	2.000.565
Locations immobilières	1.062.197	1.014.164	921.639
Total	**3.561.888**	**3.435.255**	**3.335.028**

En 2011, une augmentation des locations immobilières et locations de véhicules est en partie compensée par une diminution de locations de matériel. Les montants des locations en 2012 sont comparables à ceux de 2011. Vu la nature des locations, il peut être raisonnablement estimé qu'à périmètre constant, les montants annuels resteront globalement les mêmes en 2013 ainsi que lors des 4 prochaines années. A plus long terme, il ne restera plus comme engagement ferme que le loyer du siège social français, ce qui représente un montant de €657.897 dû à plus de 5 ans.

Litiges

Les litiges ont été détaillés dans la partie consacrée aux provisions.

Garanties

Dans le cadre de certains contrats avec ses clients, I.R.I.S. Group a émis des lettres de garanties bancaires à concurrence de €2.528.879. Pour le reste, les sociétés I.R.I.S. Group, I.R.I.S. SA, I.R.I.S. Solutions and Experts SA, I.R.I.S. ICT sont cautions solidaires pour les crédits d'investissement contractés pour l'acquisition des différents bâtiments et dont les montants restant dus sont repris en dettes au bilan pour un montant total de €123.881 au 31/12/2012, €264.885 au 31/12/2011et €493.228 au 31/12/2010 et pour les lignes de crédit dont elles disposent et inutilisées au 31/12/2012. Dans le cadre de ces facilités de crédit, I.R.I.S. a comme engagement de ne pas conférer de sûretés en faveur des tiers sans l'accord des différentes banques concernées, de conserver un ratio de solvabilité inférieur à 1 et un ratio de liquidité inférieur à 0,7 (ratio défini dans ce cadre comme étant le rapport dettes financières/total créances).

Structure du groupe et informations relatives aux parties liées

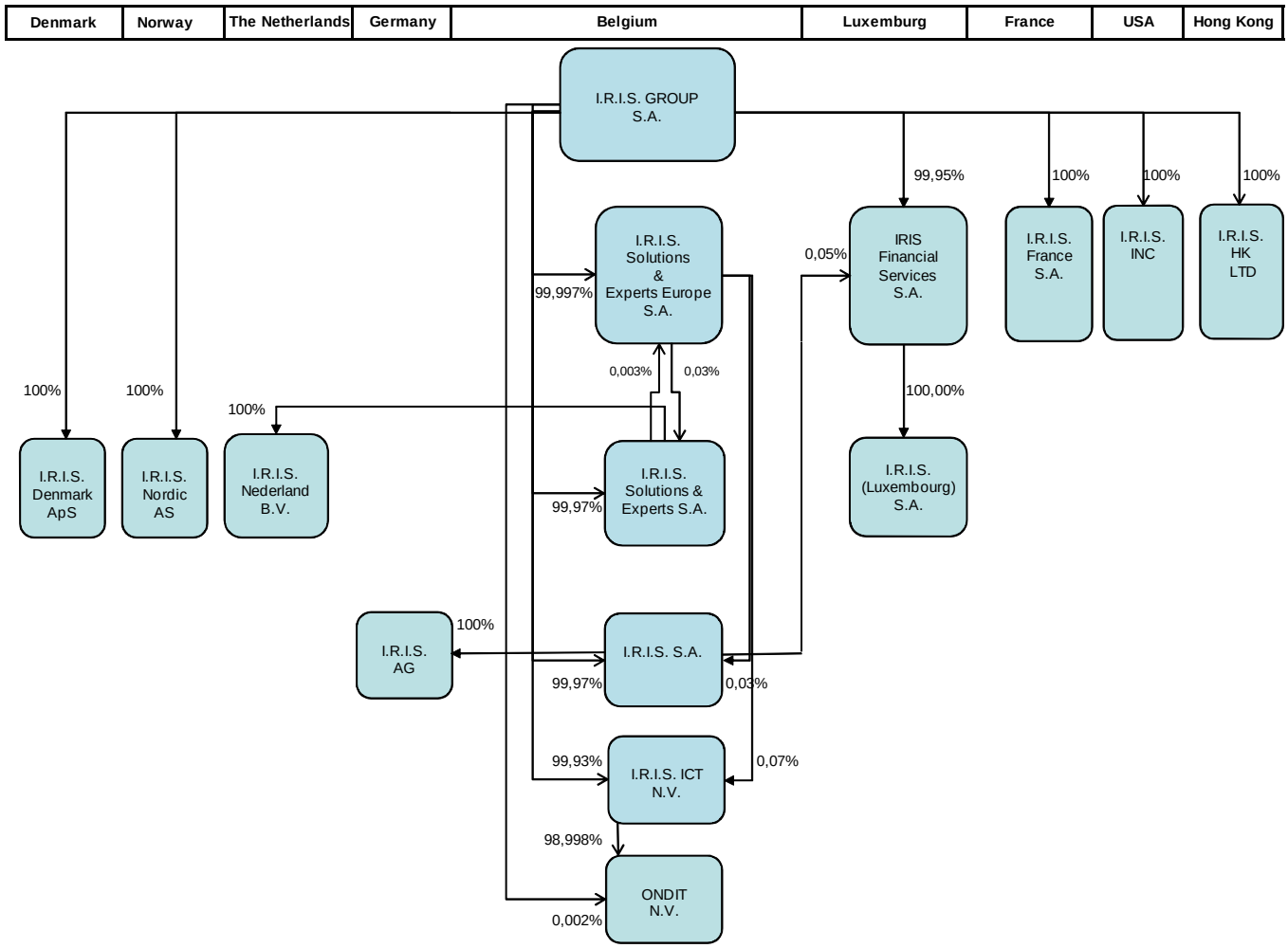
Organigramme au 31 décembre – Relations entre les sociétés du groupe

Image Recognition Integrated Systems Group S.A. (en abrégé I.R.I.S. GROUP)
Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve, Rue du Bosquet 10, B-1435 Mont St Guibert, Belgique, numéro national BE-448.040.624

détient directement ou indirectement (par le biais de ses filiales) 100% des sociétés suivantes :

- Image Recognition Integrated Systems S.A. (en abrégé I.R.I.S. SA)
  Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve, Rue du Bosquet 10, 1435 Mont St Guibert, Belgique, numéro national BE0430.824.708
- I.R.I.S. Solutions & Experts S.A.
  Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve, Rue du Bosquet 10, 1435 Mont St Guibert, Belgique, numéro national BE0882.094.937
- I.R.I.S. Solutions & Experts Europe S.A.
  Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve, Rue du Bosquet 10, 1435 Mont St Guibert, Belgique, numéro national BE0457.859.992
- I.R.I.S. France S.A.
  64-68 Avenue de la Victoire, 94 310 ORLY, France, numéro de TVA FR-46.392.588.273
- Image Recognition Integrated Systems Inc. (en abrégé I.R.I.S.Inc.)
  Delray Office Plaza, 4731 West Atlantic Avenue, Suite B1 & B2, Delray Beach, Florida 33445, Etats-Unis d'Amérique
- I.R.IS. Financial Services S.A. (en abrégé I.R.I.S. PSF)
  Route des 3 Cantons 11, 8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg, numéro de TVA LU 155.333.28
- Image Recognition Integrated Systems Luxembourg S.A. (en abrégé I.R.I.S. Luxembourg)
  Route des 3 Cantons 11, 8399 Windhof, Grand-Duché de Luxembourg, numéro de TVA LU 19.619.943
- I.R.I.S. ICT N.V.
  Mechelsesteenweg 542, 1800 Vilvoorde, Belgique, numéro national BE0449.223.727.
- I.R.I.S. Nederland B.V.
  Kruistraat 1, 6231 LJ Meerssen, The Netherlands, Registry of Commerce and Companies of Zuid-Limburg n° 14067802, VAT number NL 809344348B01
- I.R.I.S. AG
  HeussstraBe 23, 52078 Aachen, Allemagne, registre du commerce (Amtsgericht) de Aachen numéro HRB 8275,
- Image Recognition Integrated Systems (I.R.I.S.) HK Ltd
  Room 813, 8/F, Hollywood Plaza, 610 Nathan Road, Kowloon Hong Kong, Registre des sociétés de Hong Kong numéro 1204748
- I.R.I.S. Nordic AS
  Lysaker Torg 12, PO Box 190, 1325 Lysaker, Norway, Organisasjonsnummer 992 930 934
- I.R.I.S. ONDIT N.V.
  Sint Jobsesteenweg 102, 2930 Brasschaat, Belgique, numéro national BE 0897.474.187
- I.R.I.S. Denmark Aps
  Frederiksborggade 15, 6., 1360 København, CVR-nr. 33 04 24 85.

Organigramme au 31/12/2012 :



L'ensemble des états financiers de ces sociétés sont intégrés dans les états financiers consolidés de Image Recognition Integrated Systems Group S.A., société mère, entreprise consolidante.

L'ensemble des sociétés du groupe entretient ou peut entretenir des relations avec les autres entités:

- relations « client-fournisseur » dans le cadre d'échanges de services (emprunts ou prêts de ressources pour l'exécution de projets) ou de fournitures de produits groupe dans le cadre de la vente ou la distribution des produits I.R.I.S. par les autres filiales du groupe
- relations « prêteur-emprunteur » quand une société a un besoin de trésorerie lorsqu'une autre société est en surplus. Le but est d'optimaliser la trésorerie sur l'ensemble du groupe.

I.R.I.S. Group détient 100 % de l'ensemble de ses filiales qui sont des parties liées. Toutes les filiales sont entièrement consolidées en utilisant la méthode de l'intégration globale lors de la préparation des états financiers consolidés du groupe.
Toutes les transactions et tous les soldes intercompagnies entre les sociétés du groupe, qui sont des entités liées, sont donc éliminés au cours de la consolidation et dans les états financiers consolidés du groupe.

Activités contrôlées conjointement – Associations momentanées

Notre société est appelée à participer à des consortiums ou associations momentanées dans le cadre de contrats-cadres importants, notamment auprès des institutions européennes. Ceci entraîne évidemment la nécessité de suivre de près la vie et la gestion tant opérationnelle que financière de ces associations, puisqu'il existe un principe de solidarité entre

partenaires en cas de litige ou de perte. Notons qu'I.R.I.S. est très généralement associé à de plus grandes sociétés qui ont une longue pratique de ce type d'associations et qui ont une surface financière bien plus grande qu'I.R.I.S.

Dans le cadre de ces associations momentanées ou consortiums, chacun des partenaires intervient à concurrence de parts déterminées, pour des prestations ou des tâches déterminées, dans les projets réalisés pour les clients finaux. Les parts revenant à chacun des partenaires sont déterminées en fonction du travail ou des prestations à réaliser par chacun et des profils de personnes fournis et sont exprimées en pourcentage du travail total à fournir.

Les associations momentanées n'ont pas de personnalité juridique propre et aucun actif ou passif ne sont mis en commun. Chaque partenaire utilise ses propres ressources (essentiellement son personnel), assume ses charges et facture à l'association les produits correspondants qui lui reviennent.

Les associations momentanées ne sont ni en bénéfice ni en perte. Les revenus et charges de l'association correspondent aux revenus et charges de l'ensemble des associés, les prestations facturées par chacun des partenaires étant refacturées au client final. En cas de dépassement sur un projet et de perte réalisée par l'association momentanée, chacun des partenaires en assume sa partie au prorata de sa part dans l'association.

Les activités réalisées au sein d'associations momentanées sont des « activités contrôlées conjointement » et, conformément à la norme internationale « IAS 31 – Prestations dans des coentreprises », I.R.I.S. comptabilise dans ses états financiers les actifs et passifs encourus, les charges encourues et la quote-part de produits lui revenant.

Le fonctionnement d'I.R.I.S. dans les associations momentanées est reflété fidèlement dans ses comptes. Les paiements étant subordonnés au paiement final du client, les encours client comptabilisés par I.R.I.S. correspondent à la part d'I.R.I.S. Dans l'encours client des associations momentanées et les produits reconnus par I.R.I.S. représentent la part lui revenant dans les produits réalisés vers les clients finaux.

Notre société est membre de consortium dans le cadre de certains contrats auprès d'institutions internationales et avec notamment les sociétés Unisys, Sogeti, Intrasoft, Reggiani, TCS, ebrc, CTG : license2EU, ONE4EU2, Know-Sys, One4Research, Excite , ePubli.

Au 31 décembre 2012 et à ce jour, au meilleur de notre connaissance, sur base des informations disponibles et portées à la connaissance de chacun des partenaires, il n'existe actuellement aucun litige en cours impliquant une des associations momentanées ou de risque éventuel ou potentiel (non reflété dans les comptes) pour I.R.I.S. en tant que membre de ces associations.

Transactions avec d'autres parties liées

Depuis le 1er juillet 2004, I.R.I.S. France SA est locataire d'un immeuble à Orly. La société propriétaire est contrôlée par des administrateurs du groupe I.R.I.S. Les transactions sont conclues à des conditions normales de marché, ce qui est la politique constante d'I.R.I.S. Group.

Ces locations immobilières ont représenté un coût locatif de € 187.504 pour le siège d'exploitation français en 2012, de €218.386 en 2011 et €214.103 en 2010.

Une garantie locative d'un montant de €48.000 a été émise dans le cadre du bail de la filiale française.

Rémunérations des principaux dirigeants du groupe

Rémunérations et avantages à court terme

Les principaux dirigeants du groupe actuels ont perçu €464.166 en 2012. Ces mêmes dirigeants avaient perçu €515.410 en 2011 et €568.610 en 2010 au titre de rémunérations et avantages à court terme. Les rémunérations et avantages à court terme alloués en 2012 aux administrateurs et gérants de la société consolidante se sont élevés à €419.166 pour €470.410 en 2011 et €525.110 en 2010.

Les administrateurs non-exécutifs ayant la qualité d'administrateurs indépendants au sens des Lois et du Code belge de gouvernance d'entreprise ont chacun perçu une rémunération de €15.000 Eur en 2012 pour leurs participations aux comités et conseils, soit un coût total de €45.000 (tout comme en 2011) pour la société. Ils ne perçoivent aucune autre rémunération ni aucun avantage à court terme ou à long terme.

Les autres administrateurs non exécutifs ne perçoivent pas de rémunérations ou avantages à court terme et à long terme.

Rémunérations liées aux performances à court terme et à long terme

Aucune rémunération variable n'a été due ou versée en 2010, 2011.

En 2012, une rémunération variable de €20.000 a été octroyée au C.E.O. par le comité de rémunération du 7/11/2012. Cette rémunération est comprise dans les montants indiqués ci-dessus.

Les administrateurs non exécutifs ne reçoivent ni rémunérations liées aux performances, telles que bonus et formules d'intéressement à long terme, ni avantages en nature ni avantages liés aux plans de pension.

Les administrateurs délégués ne perçoivent pas d'autre rémunération liée aux performances à long terme.

En cas d'octroi cas de rémunération variable, la société se réserve un droit de recouvrement de la rémunération variable attribuée sur la base d'informations financières erronées.

Pensions

Les administrateurs ne perçoivent aucun avantage lié aux plans de pension.

Paiements en actions

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Nombre d'options détenues au 1er janvier	**17.000**	**17.000**	**17.000**
Nombre d'options exercées pendant la période	0	0	0
Nombre d'options attribuées pendant la période	0	0	0
Nombre d'options détenues au 31 décembre	**17.000**	**17.000**	**17.000**

Le prix d'exercice des options et des warrants est de €42,18.

Paiements en actions

Au cours de 2007, 17.000 options (6.000 inconditionnelles, 11.000 conditionnées à l'obtention de certains résultats financiers) ont été attribuées aux principaux dirigeants actuels. Aucun paiement en actions envers les principaux dirigeants du groupe n'a par ailleurs eu lieu au cours des années 2010, 2011 ou 2012.

Les principaux dirigeants détiennent 17.000 options à fin 2012.

Indemnité de départ.

En cas de départ d'un CEO, il est prévu une période de préavis de 12 mois et une indemnité de départ égale à 12 mois de rémunération. Cette durée est justifiée par l'âge, l'ancienneté et les responsabilités des administrateurs exécutifs.

Actions détenues par les administrateurs exécutifs :

Au 31/12/2012, les administrateurs exécutifs avaient déclaré détenir les actions suivantes :

Pierre de Muelenaere	49.645
Etienne Van de Kerckhove	0

En date du 3/04/2013, les administrateurs exécutifs ont déclaré ne plus détenir aucune actions I.R.I.S. Group.

Evènements postérieurs à la date de clôture

Les événements postérieurs à la date de clôture à signaler sont :

Offre publique d'acquisition inconditionnelle de Canon

En date du 26 mars 2013, l'offre publique d'acquisition de Canon, portant sur l'ensemble des actions, droits de souscription et options sur actions d'l.R.l.S. Group SA, est devenue inconditionnelle.

Canon, leader mondial dans les solutions d'imagerie, via sa filiale Canon Europa N.V., a annoncé le 26 mars 2013, qu'à la clôture de la période d'acceptation initiale de son offre publique d'acquisition sur I.R.I.S. Group SA le 20 mars 2013, 91,05% de l'ensemble des actions d'I.R.I.S Group étaient détenu par Canon.

Toutes les conditions suspensives de l'offre publique d'acquisition ont été satisfaites et l'offre est donc inconditionnelle.

Ceci représente une étape importante dans la relation étroite entre Canon et I.R.I.S. Group, Canon mettant l'accent sur l'accélération de la croissance de ses solutions et services professionnels.

Canon bénéficiait déjà d'une alliance stratégique étroite avec I.R.I.S. Group, développée au fil des années, qui a été renforcé en juillet 2009 lors de l'acquisition par Canon d'une participation de 17% dans la société. L'entrée d'I.R.I.S. Group dans le groupe Canon permettra aux deux sociétés de coopérer plus étroitement en développant une gamme de solutions technologiques leur permettant de mieux répondre aux exigences de leurs clients dans l'environnement professionnel.

Réouverture obligatoire et offre de reprise

Les actionnaires qui n'ont pas encore apporté leur(s) action(s) à l'offre, auront l'opportunité de le faire au cours d'une réouverture obligatoire del' offre débutant le 27 mars 2013 et se terminant le 17 avril 2013. Les actionnaires peuvent apporter leur(s) action(s) à l'offre de la même manière et selon les mêmes conditions que durant la période initiale d'acceptation, tel qu'indiqué dans le prospectus del' offre. Le prix offert par action est de 44,50 euros et le prix des droits de souscriptions et options sur actions est mentionné dans le prospectus.

Si, à la fin de la réouverture obligatoire de l'offre, Canon détient au moins 95% des actions, Canon a l'intention de lancer la procédure d'offre de reprise.

L'ensemble des détails de l'offre est repris au sein du prospectus de l'offre et du mémoire en réponse préparé par le conseil d'administration d'l.R.l.S. Group SA qui sont publiés sur le site internet d'l.R.l.S. Group (www.iriscorporate.com) et d'ING Belgium (www.ing.be).

Le prospectus et le mémoire en réponse, qui ont tous deux été approuvés par la FSMA le 5 février 2013, sont également disponibles sur le site internet de la FSMA: http://www.fsma.be/fr/Supervision/fm/oa/ooa/ProspectusOPA.aspx

Rapport du commissaire à l'assemblée générale des actionnaires de Image Recognition Integrated Systems Group SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2012

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur le bilan consolidé (la situation financière de l'ensemble consolidé) au 31 décembre 2012, le compte de résultats consolidés (le résultat global de l'ensemble consolidé, les variations de capitaux propres de l'ensemble consolidé et le flux de trésorerie de l'ensemble consolidé) de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et l'annexe, ainsi que la déclaration complémentaire requise.

Rapport sur les comptes consolidés - opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés pour l'exercice
clos le 31 décembre 2012 établis sur la base des normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne, dont le total du bilan s'élève à € 112.287.098 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, de € 3.628.729.

Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes consolidés

L'organe de gestion est responsable de l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs .

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à celle évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures de contrôle appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'entité les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes consolidés de la société au 31 décembre 2012, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble consolidé ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à celle date, conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Dans le cadre de notre mandat, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes consolidés:

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi, concorde avec les comptes consolidé s et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Liège, le 16 avril 2013

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL
Commissaire
représentée par

Marie-Laure Moreau
Associée

Comptes statutaires I.R.I.S. Group SA

En application de l'article 105 du Code des Sociétés, les comptes figurant ci-après sont une version abrégée des comptes annuels dont la version intégrale est disponible au siège de la société et sera déposée à la Banque Nationale de Belgique. Cette version abrégée ne contient pas l'ensemble des annexes ni le rapport du commissaire, lequel a certifié les comptes annuels sans réserve.

BILAN (€)		31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	22.495.654,84	22.523.688,42	22.551.484,60
II. Immobilisations incorporelles	21	20.393,67	41.115,93	48.266,07
III. Immobilisations corporelles	22/27	13.205,69	20.518,01	30.664,05
B. Installations, machines et outillage	23	13.028,38	20.008,25	15.864,05
C. Mobilier et matériel roulant	24	177,31	509,76	0,00
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	0,00	0,00	14.800
IV. Immobilisations financières	28	22.462.055,48	22.462.054,48	22.472.554,48
A. Entreprises liées	280/1	22.462.055,48	22.462.054,48	22.462.054,48
C. Autres immobilisations financières	284/8	0,00	0,00	10.500,00
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	32.431.089,28	34.003.868,84	35.638.739,83
VII. Créances à un an au plus	40/41	30.067.275,83	33.354.119,48	33.961.301,12
A. Créances commerciales	40	515.216,86	103.827,00	17.639,00
B. Autres créances	41	29.552.058,97	33.250.292,48	33.943.662,12
VIII. Placements de trésorerie	50/53	881.520,99	120.395,79	1.170.833,64
A. Actions propres	50	881.520,99	120.395,79	170.833,64
B. Autres placements	51/53	0,00	0,00	1.000.000,00
IX. Valeurs disponibles	54/58	1.431.094,85	429.591,01	375.695,53
X. Comptes de régularisation	490/1	51.197,61	99.762,56	130.909,54
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	54.926.744,12	56.527.557,26	58.190.224,43
CAPITAUX PROPRES	10-15	50.881.415,01	50.378.545,47	51.034.590,64
I. Capital	10	38.774.902,12	38.774.902,12	38.774.902,12
A. Capital souscrit	100	38.774.902,12	38.774.902,12	38.774.902,12
II. Primes d'émission	11	6.610,33	6.610,33	6.610,33
IV. Réserves	13	12.099.902,56	11.597.033,02	12.253.078,19
A. Réserve légale	130	1.075.323,99	1.050.180,51	1.017.705,25
B. Réserves indisponibles	131	881.520,99	120.395,79	170.833,64
1. Pour actions propres	1310	881.520,99	120.395,79	170.833,64
2. Autres	1311	0,00	0,00	217.500,00
D. Réserves disponibles	133	10.143.057,58	10.426.456,72	10.847.039,30
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	200.000,00	0,00	0,00
IV. Autres risques et charges	163/5	200.000,00	0,00	0,00
DETTES	17/49	3.845.329,11	6.149.011,79	7.155.633,79
VIII. Dettes à plus d'un an	17	700.000,00	2.100.000,00	3.500.000,00
A. Dettes financières	170/4	700.000,00	2.100.000,00	3.500.000,00
IX. Dettes à un an au plus	42/48	3.129.765,43	4.024.801,53	3.623.305,35
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	1.400.000,00	1.400.000,00	1.400.000,00
C. Dettes commerciales	44	538.573,85	135.805,37	228.067,12
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	207.140,81	209.012,61	122.855,77
1. Impôts	450/3	37.911,19	75.160,48	10.982,17
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	169.229,62	133.852,13	111.873,60
F. Autres dettes	47/48	984.050,77	2.279.983,55	1.872.382,46
X. Comptes de régularisation	492/3	15.563,68	24.210,26	32.328,44
TOTAL DU PASSIF	10-49	54.926.744,12	56.527.557,26	58.190.224,43

Compte de résultat (€)		31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
I. Ventes et prestations	**70/74**	**2.578.135,21**	**2.318.496,09**	**2.103.913,09**
A. Chiffre d'affaires	70	2.430.065,42	2.119.060,57	1.972.303,26
B. Production immobilisée	72	0,00	0,00	12.616,70
D. Autres produits d'exploitation	74	148.069,79	199.435,52	118.993,13
II. Coût des ventes et prestations	**60/64**	**-2.671.085,26**	**-2.239.626,36**	**-2.075.750,79**
B. Services et biens divers	61	1.370.250,08	1.128.717,03	967.060,00
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	1.065.952,88	1.074.998,51	1.044.810,82
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	34.882,30	35.910,82	63.739,33
F. Provisions pour risques et charges	635/7	200.000,00	0,00	0,00
G. Autres charges d'exploitation	640/8	0	0	140,64
III. Bénéfice d'exploitation	**70/64**	**-92.950,05**	**78.869,73**	**28.162,30**
Perte d'exploitation	**64/70**	**0**	**0**	**0**
IV. Produits financiers	**75**	**747.505,06**	**785.646,68**	**3.877.658,24**
A. Produits des immobilisations financières	750	63.230,83	68.385,24	3.807.108,91
B. Produits des actifs circulants	751	623.867,22	669.185,96	6.505,21
C. Autres produits financiers	752/9	60.407,01	48.075,48	64.044,12
V. Charges financières	**65**	**-150.487,60**	**-211.219,90**	**-285.706,05**
A. Charges des dettes	650	125.797,24	188.330,31	251.718,69
C. Autres charges financières	652/9	24.690,36	22.889,59	33.987,36
VI. Bénéfice courant avant impôts	**70/65**	**504.067,41**	**653.296,51**	**3.620.114,49**
IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts	**70/66**	**504.067,41**	**653.296,51**	**3.620.114,49**
X. Impôts sur le résultat	**67/77**	**-1.197,87**	**-3.791,28**	**-971**
A. Impôts	670/3	-1.200,62	-3.791,28	-971
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77	2,75	0	0
XI. Bénéfice de l'exercice	**70/67**	**502.869,54**	**649.505,23**	**3.619.143,49**
A. Bénéfice à affecter	70/69	502.869,54	649.505,23	3.619.143,49
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	502.869,54	649.505,23	3.619.143,49
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	0	0	0
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	761.125,2	906.020,43	0
2. sur les réserves	792	761.125,2	906.020,43	0
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	-1.263.994,74	-249.975,26	-2.556.052,45
2. à la réserve légale	6920	25.143,48	32.475,26	180.957,17
3. aux autres réserves	6921	1.238.851,26	217.500,00	2.375.095,28
D. Résultat à reporter	793/693	0	0	0
F. Bénéfice à distribuer	694/6	0,00	-1.305.550,40	-1.063.091,04
1. Rémunération du capital	694	0,00	1.305.550,40	1.063.091,04

Glossaire

Le glossaire reprend les définitions de certains indicateurs de performance.

EBITDA (Earnings before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization)
Cash flow opérationnel défini comme le résultat d'exploitation majoré des amortissements et réductions de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles

EBIT (Earnings Before Interest and Taxes)
Résultat opérationnel ou d'exploitation correspondant aux résultats des activités poursuivies avant charge et produits financiers et impôts

Marge brute
Ecart entre le chiffre d'affaires d'une part et le coût des marchandises vendues (comprenant les services et licences achetés) d'autre part.

Backlog ou **Carnet de commande**
Le montant des commandes, exprimé en Marge brute (et pas en Chiffres d'Affaires), correspondant aux commandes fermes et définitives, n'ayant pas encore fait l'objet d'une prise en compte de résultats et dont la prise en compte de résultat est prévue (en fonction de l'estimation de la finalisation du travail/projet) dans l'exercice en cours

Capitalisation boursière
Valeur d'une société calculée sur base du cours de bourse de son action obtenue en multipliant le cours de bourse (valeur boursière) par le nombre d'actions existantes.

Cash net
Trésorerie et Equivalents de trésorerie diminués des dettes financière échéant dans l'année

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (calcul de base)
Nombre d'actions ordinaires en circulation au début de la période, déduction faite des actions propres, ajusté du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période, multiplié par un facteur de pondération en fonction du temps.

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (calcul dilué)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires augmenté des actions potentielles, celles-ci correspondants aux actions potentiellement émises dans le cadre d'un droit de souscription (warrant) « in the money » à la date de la clôture des comptes

Strip VVPR
Présenté en même temps que le coupon correspondant de l'action, le strip VVPR donne droit au taux de précompte mobilier réduit de 15 % au lieu du précompte mobilier normal de 25 %.

Certaines informations financières et statistiques contenues dans ce rapport annuel ont fait l'objet d'arrondissements. En conséquence, la somme de certaines données peut ne pas être égale au total exprimé.

Contacts

Image Recognition Integrated Systems Group S.A.
(en abrégé I.R.I.S. Group S.A.)
Rue du Bosquet 10 - Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve – B-1435 Mont Saint Guibert - Belgique
Tel +32 (10) 45.13.64 – Fax +32 (10) 45.74.73
www.iriscorporate.com
TVA BE-0.448.040.624

Relations investisseurs & communication financière

Denis Hermesse, CFO
Rue du Bosquet 10 - Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve – B-1435 Mont Saint Guibert - Belgique
Tel +32 (10) 487.460 – Fax +32 (10) 457.468 – E-mail : investors@iriscorporate.com

Calendrier financier et information financière

Assemblée générale ordinaire	3ième mardi de mai – 21 mai 2013 à 9h00
Publication du résultat semestriel	22 août 2013 à 17h45
Communiqué sur les résultats annuels 2013	3ième semaine de mars 2014

Consultez nos informations financières en cliquant sur l'onglet « investors » dans notre site internet www.iriscorporate.com : vous y avez accès à tous les communiqués de presse, rapports financiers et informations utiles, et vous pourrez vous inscrire pour obtenir régulièrement l'investors' newsletter d'I.R.I.S.

Editeurs responsables

Pierre De Muelenaere & Etienne Van de Kerckhove
Rue du Bosquet 10 - Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve – B-1435 Mont Saint Guibert - Belgique

Annual report

This annual report is also available in English.